Suzanne LABIN

Vivre en Dollars et Voter en Roubles

Cocus et payants
Le scandale doit cesser

AUTOÉDITION

Du même auteur

1951 — Staline-le-Terrible, panorama du régime soviétique (*SELF*, Paris)

1954 — Le Drame de la Démocratie (Horay, Paris)

1957 — Les entretiens de Saint-Germain : Liberté aux Liberticides ? (*Spartacus*, Paris) couronné par le Prix de la Liberté

1959 — La Condition Humaine en Chine Communiste (*La Table Ronde*, Paris)

1960 — Il est moins cinq (*Berger Levrault*, Paris)

1961 — Vie ou mort du monde libre (*La Table Ronde*, Paris)

1962 — Compétition URSS/USA (*La Table Ronde*, Paris)

1964 — Le Tiers-Monde entre l'Est et l'Ouest (*La Table Ronde*, Paris)

1964 — Viêt-nam, Révélations d'un témoin (*Nouvelles Editions Latines*, Paris)

1966 — Menaces chinoises sur l'Asie (*La Table Ronde*, Paris)

1967 — 50 Années de communisme (*Berger Levrault*, Paris)

1969 — Le Petit Livre de Mao : la guerilla paie (*La Table Ronde*, Paris)

1970 — Hippies, Drogues et Sexe (*La Table Ronde*, Paris)

1975 — Le Monde des Drogués (*France Empire*, Paris)

1979 — La Violence Politique (*France Empire*, Paris) couronné par le prix Henri Malherbe, Assoc. Ecrivains Combattants.

1980 — Chili, le crime de résister (*Nouvelles Editions Debresse*, Paris)

1981 — Israël, le crime de vivre (*Nouvelles Editions Debresse*, Paris)

1983 — Socialisme, la Démagogie du Changement (*Nouvelles Editions Debresse*, Paris)

1985 — Les Colombes Rouges (*Editions Dominique Martin Morin*, Grez-en-Bouère, 53290 Bouère)

1986 — Les Requins Rouges et leurs Poissons-Pilotes (*auto-édition*) (*Chez Suzanne Labin*, 3, rue Thiers, 75116 Paris)

1988 — Les Etats Terroristes, la Guerre des Laches (*auto-édition*) (*Chez Suzanne Labin*, 3, rue Thiers, 75116 Paris)

VIVRE EN DOLLARS ET VOTER EN ROUBLES

COCUS ET PAYANTS LE SCANDALE DOIT CESSER

SUZANNE LABIN

VIVRE EN DOLLARS ET VOTER EN ROUBLES

COCUS ET PAYANTS LE SCANDALE DOIT CESSER

AUTOEDITION

SUZANNE LABIN

Prix de la Liberté (Paris)

Prix de la Liberté de l'Assemblée des Nations Captives (Europe)

Prix Henri Malherbe de l'Association des Ecrivains Combattants

Grand Officier du Mérite Européen

Copyright Suzanne Labin

3, rue Thiers
75116 PARIS

Passer les commandes (chèques bancaire ou postal) à l'adresse ci-dessus

CCP PARIS 11.450 54 E

Prix 75 francs français (85 F franco)

L'auteur est membre de l'Association des Auteurs Autoédités

ISBN 2.9501569.2.4

L'AIDE AU TIERS MONDE

L'OUEST PAIE — L'EST ENGRANGE

On affirme que le combat entre l'Est et l'Ouest se décidera dans les pays en voie de développement selon que ces pays se tourneront vers le communisme totalitaire ou vers le régime démocratique. Et l'on va répétant que c'est la *misère* qui pousse ces pays dans les bras du communisme. On en tire la conclusion que le meilleur moyen de les protéger de la férule soviétique, c'est que l'Ouest leur fournisse une aide économique abondante.

Les tenants de cette thérapie lui confèrent la valeur d'une vérité qui ne se discute pas. Or, l'idée que le seul moyen de stopper l'expansion communiste dans le Tiers Monde, c'est d'y édifier des écoles, des usines, des barrages à coup de dollars américains et d'écus européens, cette idée fallacieuse je l'ai entendu soutenir à travers mes vingt voyages autour du monde par de nombreux auxiliaires des *dictatures communistes.*

C'est en voyant un jour un journaliste hindou, notoirement communiste, réclamer que l'Amérique *accroisse* son aide financière à l'Inde que le voile qui couvrait mes yeux se déchira. Le choc fut d'autant plus fort que, la veille, j'avais lu du même journaliste un article reprenant les calomnies communistes présentant l'aide américaine comme « une forme perfide de colonialisme ». Car cette aide économique soutirée à l'Occident, les agents d'influence communistes ont la mission d'empêcher qu'elle ne suscite la reconnaissance des bénéficiaires. Alors, ils la *réclament dans les salons, ils la dénigrent dans les usines, et ils l'empochent dans le processus historique.*

Le socialiste Claude Cheysson signait en 1980 le ruineux contrat de fourniture de gaz par l'Algérie à la France, le surpayant de 30 % du cours mondial. Endettée à hauteur de 21 milliards de dollars l'Algérie, qui se range dans le camp soviétique, entend faire financer

par les contribuables d'un pays « capitaliste » la survie de son socialisme en faillite.

Ce sont les socialo-communistes qui réclament au monde libre les moyens financiers pour maintenir au pouvoir les tyrans du Nicaragua, de l'Ouganda, de l'Angola, du Mozambique, de l'Ethiopie, du Vietnam, ruinés par les guerres civiles et les collectivisations forcées. *Et le monde libre s'exécute !* Ainsi, en février 1987, Paris débloquait six enveloppes « d'aide humanitaire » dont le montant atteignait 7 millions et demi de francs : 2 millions pour l'Angola, 3 millions et demi pour le Mozambique, 2,6 millions pour l'Ethiopie, 50 000 francs pour l'Ouganda, tous *pays communistes.*

Mitterrand, dont la connivence avec Moscou se révèle par son refus de rendre opérationnelle la bombe à neutrons, de rendre mobiles les missiles français S 4 pour remplacer les Pershing 2, d'associer la France à l'Initiative de Défense Stratégique (le bouclier américain), Mitterrand à la réunion du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale de 1984 à Washington déplorait que certains pays s'opposassent à l'augmentation de leur contribution à l'Association pour l'Aide au Développement : « Ce sont autant de rendez-vous manqués, autant de tragédies, autant de morts d'hommes, de femmes, d'enfants qu'on aurait dû éviter », larmoya-t-il.

Dans le même temps, un million d'hommes, de femmes, d'enfants étaient privés de toutes ressources dans la patrie de Mitterrand, de longues files d'attente se formaient devant les centres d'hébergement de la Croix Rouge et de l'Armée du Salut. C'était autant de rendez-vous manqués par Mitterrand avec ses « nouveaux pauvres » de France. Alors qu'il aurait fallu un *plan Orsec de la misère pour les sauver,* Mitterrand réclamait que les Français se sacrifiassent pour nourrir les satellites de Moscou dans le Tiers Monde.

La situation financière des pays africains communistes est catastrophique. Il leur *manquait 6,5 milliards de dollars début 1988.* Or ce furent les experts de l'ONU *soviétophile* qui relancèrent les 24 nations libres de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique) et ceux de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) pour qu'ils se partageassent le *fardeau africain !*

L'Occident paie et Moscou engrange... En fait, le Tiers Monde a reçu vingt fois plus d'aide humanitaire de l'Occident que du bloc communiste, et malgré cela, il s'est tourné vingt fois plus vers le bloc communiste que vers la nébuleuse démocratique. Il est impératif de rechercher les causes de cette faillite de la plus généreuse politique de solidarité humaine dont l'Occident ait fait preuve. C'est ce que ce livre entend instruire.

AIDE GENEREUSE DES OCCIDENTAUX ET PARCIMONIEUSE DES SOVIETIQUES

AIDE PUBLIQUE

De 1944, année où l'aide soviétique au Tiers Monde débuta, *jusqu'à janvier 1963,* où de nombreux pays du Tiers Monde avaient rallié le camp soviétique, l'aide du bloc sino-soviétique avait été de *5,5* milliards de dollars, alors que *l'aide occidentale* avait atteint *60 milliards de dollars* soit onze fois plus.

Mais avant 1954, l'URSS n'avait pas donné un centime aux pays pauvres alors que l'Occident en était déjà à sa *septième* année d'aide. A laquelle il faut ajouter l'assistance substantielle fournie par le secteur privé (lequel ne peut exister dans un régime collectiviste). Je souligne au surplus que 60 % de l'aide occidentale furent constitués de *dons,* tandis que l'aide soviétique ne comprenait que des *prêts.* Si bien que des économistes ont calculé que les versements *effectifs* de l'Ouest de 1947 à 1963 avaient été grosso modo *vingt fois plus élevés* que ceux de l'Est. (Chiffres tirés des Statistiques de l'OCDE, *d'Est-Ouest,* de la *Revue des Sciences Economiques de Liège.*) Dans ce total des fonds versés au Tiers Monde (toujours jusqu'en 1963), 47 % le furent par les Etats-Unis, 32 % par l'Europe des Six, et 5,8 % par le bloc communiste, dont seulement 2,5 % par l'Union Soviétique.

Si l'on calcule *par an* et *par tête d'habitant,* chaque *communiste soviétique* avait donc *prêté* au Tiers Monde *deux dollars,* tandis que chaque *capitaliste américain* lui avait *donné vingt dollars.*

De 1963 à nos jours, l'aide occidentale aux pays pauvres continue à être considérablement plus élevée que l'aide du bloc soviétique. En voici des illustrations :

Le Comité d'Aide au Développement, qui regroupe les Etats-Unis, le Canada, les pays de la Communauté Economique Européenne (CEE), le Japon, l'Australie, la Nouvelle Zélande, etc., ont prêté en 1983 au Tiers Monde 455 milliards de dollars. Auxquels il faut

ajouter des prêts multilatéraux qui ont atteint, la même année, 84 mil*liards* de dollars, plus 25 milliards provenant de l'OPEP. Face à ces *564 milliards de dollars,* l'URSS et ses satellites n'ont prêté que 18 milliards de dollars. Comme on le voit, l'essentiel de l'aide financière aux pays pauvres provient du monde « capitaliste ».

La dette des pays du Tiers Monde atteint, en 1987, *1 200 milliards* de dollars. Au sommet de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) à Addis Abeba, les chefs d'Etat africains ont déclaré : « Payer nos dettes, on veut bien, mais on n'a plus de sous. » En conséquence Mitterrand, en septembre 1988, a annoncé tapageusement qu'il allait effacer l'ardoise à raison de 800 millions de francs pendant dix ans. Le Canada a annulé la totalité de sa créance africaine soit 670 millions de dollars canadiens, l'Allemagne de l'Ouest et la Grande-Bretagne optent pour une réduction de moitié des taux d'intérêts, le Japon renonce à un milliard de dollars. Où a-t-on jamais vu pareille générosité ?

Eh oui, ces prêts le sont en général à fonds perdus du côté de l'Occident. Mais pour ne pas blesser le pays assisté — toujours très susceptible — les prêts sont enguirlandés de conventions financières élaborées. Chaque année des économistes distingués calculent ce que doivent payer les pays emprunteurs pour rembourser capital et intérêts. Chaque année les économistes constatent qu'aucun mouvement de fonds ne se produit. Chaque année des voix de gauche sortant des pays prêteurs réclament qu'on annule les dettes. Ce qui se fait en partie chaque année ! Et chaque année ces mêmes voix de gauche réclament qu'on jette de plus en plus d'argent dans ce tonneau des Danaïdes que sont les pays en voie perpétuelle de *non*-développement.

L'aide publique arrive aussi par des *canaux militaires*. Les actions humanitaires lancées par les *armées françaises* (sauvetages, évacuations sanitaires, etc.) ont représenté, en 1984, une dépense de 353 millions de francs. L'armée de l'air a effectué 1 200 heures de vol assurant le transport d'urgence de médicaments et d'aliments au titre de secours au Tiers Monde, à la Croix Rouge Internationale, à Médecins sans frontières, etc. Née d'un accord entre le Ministère de la Défense, la fondation Mérieux et l'Institut Pasteur, le gouvernement français a créé la *Force d'assistance humanitaire militaire d'intervention rapide* qui peut prêter assistance n'importe où sur terre. Cette force est composée d'une antenne chirurgicale parachutiste, d'un hôpital aéro-transportable de cent lits à vocation chirurgicale, d'un élément militaire biologique d'urgence.

Lorsque la famine en Ethiopie prit des proportions tragiques en 1984, les premières assistances vinrent des Etats-Unis (43 millions

de dollars) et de la CEE (83 millions de dollars). En 1984 aucune aide alimentaire n'arriva de Moscou (*Nemzetor,* avril 1985).

Gérard de Villiers en conclut « qu'il est temps de tordre le cou à un canard qui a la vie dure : la générosité du monde marxiste à l'égard du Tiers Monde ».

FOISONNEMENT DE L'AIDE PRIVEE D'ORIGINE « CAPITALISTE », NULLE D'ORIGINE COMMUNISTE

En plus des aides officielles des Etats et des grandes institutions internationales, les pays sous-développés bénéficient d'une multitude de rivières d'aides économiques provenant des organisations *privées* bénévoles. Un quelconque équivalent de cette aide au Tiers Monde ne peut pas exister dans les pays communistes, pour la bonne raison qu'ils ne permettent jamais l'existence d'organisations *privées.*

Pourtant, pour porter assistance aux victimes des famines, guerres civiles, déportations de population, épidémies, sécheresses, les *Organisations Non Gouvernementales* (les *ONG*) s'affirment irremplaçables dans l'aide au Tiers Monde et comblent les lacunes fatales des aides étatiques.

Les ONG sont à ce point indispensables que les budgets des Etats occidentaux prévoient chaque année un crédit en leur faveur. C'est ainsi qu'en 1985 le budget français affectait 387 millions de francs de fonds publics à nos ONG. Et qu'en 1984, la CEE co-finançait 1 300 projets d'aide avec 200 de ces ONG. Les deux tiers de l'aide alimentaire de la communauté européenne transitent par elles.

Enumérer toutes ces ONG serait fastidieux. Je n'en citerai que quelques-unes, non par ordre d'importance, mais pour illustrer mon propos.

Comme *ONG d'urgences,* citons Aviation sans frontières, et la Croix Rouge dont le monde entier connaît l'action humanitaire.

Comme *ONG de développement,* citons parmi tant d'autres : L'Action Internationale contre la Faim (AICF) qui privilégie le secours aux humains en danger de mort. — L'Association des Volontaires du Progrès, qui a créé un centre de formation artisanal au Bénin. — Le Comité Français Contre la Faim (CFCF) qui regroupe soixante-deux *ONG,* dont Mani Tese en Italie. — SAVE THE CHILDREN, qui a fait des merveilles au camp de Gando en Ethiopie en fournissant à 7 000 enfants six repas par jour pendant des mois (*Le Figaro,* 27-11-84). Ces ONG ont créé des fermes-écoles, ont formé des puisatiers, ont sensibilisé les populations à la lutte contre

la désertification, ont instruit des agents sanitaires autochtones, ont construit des cases-maternités. « Notre mobilisation coûte deux fois moins chère que celle des grosses structures et elle est aussi efficace », déclare le secrétaire général d'une ONG, Jean-Manuel Pietri.

Comme *ONG médicale,* citons Médecins Sans Frontières, qui se battent pour arracher à la mort des millions de malades ou d'affamés du Tiers Monde. Son logisticien a déclaré : « Les 400 Français d'Addis Abeba se sont montrés formidables dans la cruciale opérations « camions pour le Wallo » (*30 jours d'Europe,* mars 1985). Citons encore : Médecins du Monde, l'Organisation Internationale de Coopération pour la Santé, l'Aide médicale Internationale.

Comme *ONG religieuse,* citons Caritas Internationale qui envoie des secours sur tous les points chauds du monde. Avec deux millions de bénévoles, un parc sanitaire socio-éducatif inégalable de l'Eglise catholique — 72 351 instituts d'assistance, 140 000 écoles élémentaires — le réseau de Caritas est une multinationale de la solidarité : 120 organisations nationales. En France, c'est le Secours Catholique qui, depuis 1974, poursuit l'opération Sahel consistant à faire parvenir un million et demi de rations *quotidiennes* de farine multivitaminée aux enfants dénutris. En 1987, le Secours Catholique effectua 500 interventions dans 80 pays.

Citons encore la Fédération luthérienne Mondiale ; — L'Union des Œuvres françaises de Saint-Vincent-de-Paul. — Le Secours de France spécialisé dans l'aide aux Chrétiens persécutés (au Liban, au Sud-Est Asiatique, en Europe de l'Est). Les Œuvres Hospitalières Françaises des Chevaliers de Malte (ordre hospitalier surgi intact du Moyen-Age) qui, en Guinée où cent mille personnes sont contaminées par la lèpre, travaillent à la formation d'infirmières, de techniciens de laboratoires, de médecins autochtones, fournit des microscopes, médicaments, appareillages pour lépreux estropiés et recherchent des emplois appropriés à chacun de leur cas. La Fédération Protestante qui aide les miséreux de Madagascar. Chrétienté Solidarité qui œuvre pour élargir la vocation missionnaire chrétienne. L'Armée du Salut qui porte aide et secours partout où le malheur frappe, ainsi, elle aide les *boat people* réfugiés à s'insérer en Thaïlande et en Inde, elle envoie des prothésistes pour les enfants mutilés.

Les *ONG rocks.* De nombreux bénévoles de l'assistance viennent des milieux d'artistes. Grâce à l'actrice Marthe Mercadier, des hôpitaux du Tiers Monde furent pourvus d'équipements. Son association, Femme et Coopération, compte 90 « antennes de récupération ». En 1985, 500 tonnes d'appareils médicaux récupérés furent expédiés

dans 21 pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Amérique Latine (*Reader's Digest,* décembre 1985).

Nombreuses furent les stars du *show-business* qui donnèrent des spectacles au profit des affamés du Tiers Monde. Après le tam-tam pour aider l'Ethiopie communiste, ce fut la grosse caisse pour aider l'Inde socialiste. Ce bon Noël Mamère d'Antenne 2 se produisit au profit des enfants de l'Andhra Pradesh. Et Bob Geldof, passé du rock à l'aide humanitaire au pays du massacreur Mengistu, fut proposé pour le prix Nobel de la Paix.

Martine Bourillon, de Télé 7 Jours, va jusqu'à réclamer la prise en charge *à vie,* par l'Occident, des déshérités du Tiers Monde. Le « *fardeau de l'homme blanc* », dont parlait Kipling, va devenir de plus en plus écrasant pour l'homme blanc. Le capitaliste s'entend, pas pour le communiste.

HANOI PREND SA COMMISSION SUR L'AIDE PRIVEE

Dans la rubrique « aides *privées* au Tiers Monde » tombant des coffres-forts du seul monde libre, il y en a d'effrontés comme ces... *bases de ravitaillement* que l'Etat communiste vietnamien a implantées en *Occident,* afin de mieux canaliser vers ses coffres-forts de Hanoï les *colis* et *devises* que les Vietnamiens réfugiés dans le monde libre adressent régulièrement à leurs proches parents restés au pays. Le journal canadien *Hamilton Spectator* a évalué ces envois à 500 millions de dollars *par an...* soit le quart de l'aide *militaire soviétique* accordée à Hanoï.

Ces bases de ravitaillement constituent un réseau d'officines qui, à Montréal, Bruxelles, Paris, partout où existent des réfugiés vietnamiens, accaparent les acheminements au Vietnam de vêtements, bicyclettes, machines à coudre, médicaments, argent surtout tant Hanoï est avide d'empocher des devises. J'ai lu dans l'ouvrage de Gilbert Gendron *The Vietcong Front in Quebec* que les dirigeants de Hanoï recueilleraient, grâce à ces « bases de ravitaillement », 180 millions de dollars aux Etats-Unis et 100 millions au Canada...

A Paris, ces deux officines ouvertes par le Vietnam communiste dans le 13° arrondissement pour toucher les 100 000 Vietnamiens réfugiés en France, « Vietnam Diffusion » et « Vina Paris », ont réalisé, en 1986, un chiffre d'affaires de 160 millions de francs, soit l'équivalent de la moitié des échanges commerciaux entre la France et le Vietnam (*Business,* juillet 1987).

Ces malheureux réfugiés vietnamiens sont ainsi contraints, pour

pouvoir envoyer quelque nourriture, médicaments, argent à leurs vieux parents restés là-bas et privés de tout, de passer par les fourches caudines avaricieuses de la bureaucratie communiste de Hanoï.

Si l'on s'étonne de l'immoralité des moyens, je ferai remarquer que les pays communistes en utilisent de bien plus scandaleux encore, comme les ventes de chair humaine qui ont cours depuis des décennies en Roumanie et en Allemagne de l'Est. En RDA, chaque année le pouvoir communiste *vend* un quota de ses ressortissants à l'Allemagne de l'Ouest contre des devises fortes... Pour soutirer de l'argent à l'Ouest, ces pays *sous-développés* de l'Est font preuve d'une imagination *super-développée*.

CARENCES DE L'AIDE SOVIETIQUE : DERISOIRE EN VIVRES, OPULENTE EN ARMES

Comparée à l'aide généreuse, coulant à flots de toutes parts, de l'aide occidentale, l'aide soviétique est pingre et affectée de carences graves.

D'abord, elle n'est pas humanitaire. L'opinion publique croit que les biens de consommation sont au premier rang de l'aide apportée aux pays déshérités par la « patrie des travailleurs ». Car les communistes ont toujours justifié le *sang* qu'ils font couler durant les révolutions, par le *pain* qu'ils apportent au peuple après avoir pris le pouvoir. Or le dernier souci des Soviétiques, c'est la faim dans le Tiers Monde.

Projetant dans les pays sous-développés son propre système qui sacrifie les estomacs au béton, Moscou s'est borné, même dans des pays où la famine sévissait, à implanter de gros complexes industriels *spectaculaires* qui frappent les esprits : barrages, hauts-fourneaux, stades sportifs, émetteurs de radio, télévision, studios de cinéma. Le communisme prouve ainsi que la seule assiette qui l'intéresse est celle de son pouvoir, non celle des meurt-de-faim.

En revanche, l'aide américaine est alimentaire autant que technologique. Ainsi le programme « Aliments pour la Paix », voté en 1954, fut la plus grandiose œuvre de bienfaisance entreprise dans l'histoire. En neuf ans, douze milliards de dollars de l'époque furent distribués en vivres à près de cent pays.

En réalité, les aides américaines (comme les françaises d'ailleurs) furent considérablement plus sociales que les aides des pays « socialistes ». Au président éthiopien venu à Moscou en quémandeur d'une assistance pour lutter contre une terrible famine, le camarade Tchernenko opposa une fin de non recevoir (*Le Figaro*, 20-2-86). Le Kremlin se limite à une présence militaire, politique et policière, laissant à l'Occident l'ingrat fardeau de nourrir les corps.

Les demandes d'être intégrés au COMECON (l'équivalent pour l'Europe de l'Est de la CEE pour l'Europe de l'Ouest) présentées par des pays soviétophiles très pauvres : Ethiopie, Mozambique, Angola, furent toutes rejetées par Moscou.

Si l'aide soviétique au Tiers Monde est dérisoire en vivres, en revanche elle est *pléthorique en armes*. En 1983, les ventes d'armes représentaient 64 % du total des exportations soviétiques vers le Tiers Monde (A. Laforge, *L'Impact*, novembre 1985).

La *Libye* achète chaque année à l'URSS pour 5 milliards de dollars d'armes payées en devises fortes (*Paris-Match*, 11-1-85). En 1981, Kadhafi proclamait : « L'Union Soviétique nous a fourni les armes les plus dangereuses et les plus modernes. »

En *Ethiopie*, l'URSS a envoyé des milliards de dollars d'armements déversés à Addis Abeba par ses Antonov 22. Ce qui permit à Mengistu d'exhiber une armée rutilante équipée de blindés, fusées Mig, orgues de Staline, au cours de fêtes somptueuses pendant que ses sujets mouraient de faim. La dette *militaire* de l'Ethiopie atteint 4 milliards de dollars (*Paris-Match*, 1-4-88). Mengistu consacre 60 % de son budget à son armée et 46 % de son PNB à des dépenses militaires. Il entretient, outre les 100 000 hommes de troupe, 10 000 militaires cubains et les 2 000 « conseillers » soviétiques, est-allemands et nord-coréens stationnés dans son pays. On comprend qu'il ne lui reste plus d'argent pour nourrir son peuple. Mais il compte sur les capitalistes jobards pour prendre en charge ses famines annuelles.

En *Guinée*, l'aide soviétique se contente de revendre aux Guinéens *leurs* poissons pêchés dans *leurs* eaux territoriales par la marine soviétique (*Spectacle du Monde*, mars 1988). Les seules denrées vraiment soviétiques qui parvinrent à Sékou Touré, ce furent des armes.

En *Angola*, les Soviétiques ont fourni 4 milliards de dollars d'armements de 1977 à 1986, et autant l'année 1987 pour la grande offensive du dictateur Dos Santos contre les résistants de l'UNITA sous la bannière de Sawimbi. Le tyranneau communiste devait entretenir les 125 000 soldats de son armée angolaise, les 40 000 mercenaires cubains et les 9 000 terroristes namibiens de la SWAPO qui séjournaient sur son sol, tous équipés d'armes soviétiques. Le correspondant du *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a constaté sur les aéroports des Mig-23 et des chars d'assaut soviétiques, et dans le port de Luanda des sous-marins soviétiques.

A *Madagascar* l'aide soviétique est essentiellement militaire : armes fournies contre des facilités aériennes et navales à Tamatave. Quant aux contributions économiques de Moscou, elles sont nulles.

La *Syrie* de Hafez-el-Assad reçoit 90 % de ses armes de l'Union Soviétique, grâce auxquelles Assad peut coloniser le Liban chrétien.

L'aide soviétique au *Vietnam* communiste est aussi essentiellement militaire. Songeons que Hanoï possède une armée d'un million d'hommes (la cinquième du monde) et deux corps expéditionnaires, qui colonisent l'un le Cambodge, l'autre le Laos. Et les armes, il faut les payer. Non seulement le Vietnam ne reçoit pas d'aide humanitaire de l'URSS, mais encore c'est l'URSS qui le spolie de ses biens de consommation, car Hanoï doit lui faire parvenir chaque année d'importantes quantités de café, thé, fruits, caoutchouc en paiement de ses fournitures militaires.

Pis. L'URSS lui soutire aussi de la main-d'œuvre esclave pour ses fabriques de tissus, de chaussures, et pour la construction de son gazoduc. Ainsi, en 1986, le Vietnam dut acheminer 50 000 travailleurs en Union Soviétique (*Est-Ouest*, mars 1988). Un bulletin édité clandestinement à Moscou (*Glasnost*) rapporte : « Les Vietnamiens travaillent en URSS dans des conditions pénibles. »

Dans l'*Inde* des intouchables et des miséreux, les effectifs des forces armées sont au quatrième rang dans le monde, derrière ceux de l'URSS, de la Chine, des Etats-Unis. Les Indiens ont été équipés de Mig-29 avant même les pays du Pacte de Varsovie. La flotte de combat indienne atteint 160 000 tonnes et est la sixième du monde. Alors que seuls les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU possèdent des Chakra, ces sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire, l'Inde annonce en 1988 qu'elle en a loués aux Soviétiques et qu'elle veut en acquérir six. Ils peuvent être dotés de missiles nucléaires. Le pacte d'amitié Inde-URSS est en plein essor : l'équipage du sous-marin nucléaire d'attaque INS « Chakra », livré par Moscou à la marine indienne, s'est entraîné secrètement à Vladivostok en 1987 (*L'Express*, 14-4 et 19-5-88). L'Inde aide les Soviétiques dans leur stratégie d'encerclement de l'Océan Indien pour en chasser l'influence américaine et sud-africaine. La SWAPO, organisation terroriste contre Prétoria, possède son ambassade à New Delhi ! (Laurent Ladouce, *Défense Globale*). Comme tous les pays philo-soviétiques, l'Inde n'a pas de pain, mais elle a des canons.

Jusque dans le paradis des *Iles Seychelles* — depuis qu'elles sont tombées sous le joug communiste — les Soviétiques ont débarqué des roquettes et des rampes de lancement de missiles. Des Allemands

de l'Est ont installé deux stations radars, et des Nord-Coréens un camp d'entraînement pour terroristes.

Cuba et le *Nicaragua*, grâce à l'aide militaire soviétique, mettent l'Amérique Latine à feu et à sang. L'URSS donne chaque année 4 milliards de dollars à Fidel Castro, une fortune dont les trois quarts sont engloutis dans l'armement des guérilleros d'Amérique Latine et dans des expéditions militaires au-delà des océans, en Ethiopie et en Angola. Les effectifs de l'armée cubaine (200 000 hommes et 135 000 réservistes) dépassent ceux de l'armée du Brésil dont la population est 13 fois supérieure à celle de Cuba. Le général Rafael del Dino (passé à l'Ouest) a révélé que vingt-quatre bombardiers Mig-23 à capacité nucléaire sont installés à Cuba (*Défense Globale*, août 1988).

Le Secrétaire d'Etat américain à la Défense, Kaspar Weinberger déclara que le *Nicaragua* était devenu une base militaire soviétique. En 1987, Managua a reçu des missiles sol-air Sam-7, des chars amphibies, des lance-roquettes, des hélicoptères de combat, le Mig-24 Hind surnommé le tank volant. Le Nicaragua communiste aux 3 millions d'habitants possède, grâce à l'aide militaire soviétique, une armée dont les effectifs sont moitié de ceux du Mexique qui a une population 23 fois plus nombreuse. Moscou construit au Nicaragua des aérodromes militaires pouvant accueillir les gros porteurs de l'armée rouge et les 16 000 tonnes de matériel de guerre expédiées chaque année par les Soviétiques.

Ainsi l'argent donné par nos démocraties laborieuses et généreuses sert, non pas à nourrir les peuples sous-développés qui ont faim, mais à fournir à leurs tyrans des devises qu'ils offrent aux marchands de canons soviétiques.

L'AIDE SOVIETIQUE DEFECTUEUSE

Des mécomptes, les pays du Tiers Monde qui ont accepté l'aide soviétique en ont éprouvé d'amers. Ces pays s'aperçoivent, une fois dissipées les vapeurs grisantes des inaugurations, que les avions, les machines-outils, les camions étaient de modèles *périmés* que Moscou ou Prague leur avaient écoulés à crédit... et *très chers*.

En *Irak*, les rails fournis ne correspondaient pas aux spécifications. Les réverbères installés dans les rues de *Kaboul* furent très beaux comme porteurs de fanions, mais très capricieux comme sources de lumière. J'ai pu m'en rendre compte sur place...

Pour que fonctionnât l'aciérie de Bhilai en *Inde*, il fallut faire

venir par trois fois de Moscou des laminoirs. L'URSS a même dû expédier de l'acier fabriqué chez elle, et qui fut présenté à la presse comme sortant des hauts-fourneaux de Bhilai pour cacher les défectuosités des premières coulées.

A la *Guinée communiste* de Sékou Touré, l'URSS envoya des taxis qui furent maudits par leurs chauffeurs en raison des pannes constantes, de l'absence de pièces de rechange et de la consommation excessive d'essence. Si bien que pour ses véhicules officiels, le gouvernement de Konakry dut commander 150 Mercédès à l'Allemagne de l'Ouest. Du ciment était arrivé avarié à cause du mauvais empaquetage. Et à la place d'une cargaison de blé, les Guinéens, qui vivent dans une chaleur équatoriale, virent sortir des flancs d'un cargo soviétique des chasse-neige !

A l'inverse, des autobus équipés de chauffage et de fenêtres ne s'ouvrant pas, conçus pour rouler dans le grand Nord de l'URSS, ont été livrés à Aden, une des villes les plus torrides du globe, selon la Télévision de Moscou (*Nemzetor*, décembre 1988).

La plainte commune à tous ces pays porte sur l'absence de pièces de rechange. Or *la pénurie de pièces de rechange* est la plaie majeure de l'économie soviétique. La presse russe fourmille de plaintes à ce sujet, de même que sur la mauvaise qualité des lampes électriques, des chaussures, des stylobilles, des clous, bref de *tout*. L'URSS est en fait, sur le plan de l'économie légère et des biens de consommation, *un pays sous-développé*.

Soulignons le parodoxe que constitue une *aide agricole* fournie au Tiers Monde par l'Union Soviétique, alors que chez elle la débâcle agraire fut telle qu'à plusieurs reprises l'URSS a souffert de la famine et dut acheter ou mendier des millions de tonnes de céréales aux pays capitalistes.

INFLUENCE PERDUE PAR L'OCCIDENT DANS LE TIERS MONDE

PAYS COMMUNISÉS EN DEPIT DE L'AIDE « CAPITALISTE » REMARQUABLE ET DE L'AIDE « SOCIALISTE » MINABLE

S'il était vrai que plus l'Occident assiste les pays du Tiers Monde moins ceux-ci inclinent vers le communisme, comme l'Occident les a assistés vingt fois plus que les Soviétiques, le Tiers Monde aurait dû pencher vingt fois moins vers l'Est que vers l'Ouest. Or c'est le contraire qui s'est produit.

Sans prétendre donner une liste exhaustive, je vais pointer les pays du Tiers Monde qui se sont laissés contaminer par une forme ou l'autre du marxisme chinois, soviétique ou castriste. D'abord jusqu'en 1963.

En *ASIE*. De la *Corée*, une moitié, le Nord était tombé dans l'enfer du communisme maoïste chinois.

Dans l'île japonaise d'*Okinawa*, d'une importance stratégique indéniable puisqu'elle abritait des bases américaines, le maire élu était communiste. Et pourtant, c'était l'Amérique qui avait relevé le Japon de ses ruines.

En *Birmanie*, choyée par l'aide occidentale, le général Ne Win prit le pouvoir par un coup d'Etat militaire en 1962 et imposa une république socialiste où tout — y compris les humbles logements et les kiosques de cigarettes au détail — fut collectivisé, et où il ne restait plus que des magasins d'Etat vides devant lesquels se formaient des queues pleines, bref, le régime type du communisme.

L'*Indonésie* eut le triste privilège d'abriter le parti communiste le plus fort du monde libre, avec 2 millions et demi de membres. Et son président Soekarno choisit, comme chef-adjoint de sa délégation à l'ONU, le secrétaire général du parti communiste indonésien, le cama-

rade Aidit. Et pourtant l'Indonésie avait reçu 700 millions de dollars d'aide des Etats-Unis et presque rien du bloc communiste.

De l'ex-Indochine française, une partie, le *Vietnam Nord,* était tombé sous la férule du communiste Ho Chi Minh. Une autre partie, le *Cambodge,* alors qu'il recevait une aide de 400 millions de dollars des Occidentaux contre 60 millions des Soviétiques, rompait spectaculairement avec l'Occident, et le prince Sihanouk donnait des sanctuaires dans son pays aux guérillleros vietcongs qui allaient couper la tête des chefs de village anti-communistes du Vietnam Sud. Quand ses concitoyens furent massacrés et lui-même menacé par les atroces Khmers Rouges, le prince Sihanouk alla chercher refuge, non à Paris, mais à Pékin !

Dans l'île de *Ceylan* (*Sri Lanka*), en dépit d'une aide substantielle de l'Occident, la présidente Mme Bandanaraika, en 1959, flirta ouvertement avec les communistes chinois.

En *Inde,* les complaisances de Nehru pour l'URSS, qui ne lui avait *prêté* que 1 800 millions de dollars, furent considérables au point qu'il fit entrer quatre ministres communistes dans son gouvernement, dont le rouge Krishna Menon qu'il nomma ministre de la Défense, alors que la sévérité de Nehru pour les Occidentaux, qui lui avaient *donné* 5 000 millions de dollars, fut implacable. Dans vingt-deux conflits mondiaux, Nehru prit dix-huit fois le parti de Moscou, soutenant au Congo le pro-communiste Lumumba. Il abandonna un territoire hindou grand comme la moitié de la France à Mao Tsé-toung, sous le prétexte « qu'une nation civilisée ne fait pas couler le sang pour quelques kilomètres de terre »... Altruisme que Nehru oublia quand il recourut aux armes contre le Pakistan anti-communiste. Sa fille, Mme Gandhi a refusé de condamner à l'ONU l'agresseur soviétique de l'Afghanistan, et elle a béni la colonisation du Cambodge pro-chinois par le Vietnam pro-soviétique.

En *AFRIQUE.* En dépit des torrents de dollars, livres sterling et francs qui y coulèrent, la pénétration soviétique fut atterrante.

Dans l'*Afrique Arabe,* l'*Egypte,* qui avait reçu beaucoup plus d'aide de l'Occident que de l'URSS, s'allia militairement avec les Soviétiques au point que le Président Nasser dénonça le Pacte de Bagdad. Il vendit pour plusieurs années en avance ses récoltes de coton à Moscou contre des armes, si bien que c'est l'Egypte qui « aidait » économiquement l'Union Soviétique à vêtir ses sujets, alors que Nasser armait les siens de plus en plus dénudés.

Dès que l'*Algérie* devint indépendante en 1962, Ben Bella signa avec la Russie et la Chine Communiste des traités d'alliance militaire.

Bien qu'elle n'eût reçu annuellemment du bloc communiste que 150 millions de dollars, alors que la France lui en donnait cinq fois plus, l'Algérie devint une « démocratie populaire », traduisez : une dictature militaire économiquement sinistrée : l'agriculture n'assura plus que 30 % des besoins alimentaires, l'austérité fut le menu quotidien des Algériens.

Dans l'*Afrique Noire,* la *Guinée,* essentiellement équipée par la France, était tombée sous le carcan soviétique. Sékou Touré, chef du parti unique marxiste, avait cédé à l'URSS la construction d'un aéroport, d'un stade de 25 000 places, de la voie ferrée Conakry-Kanhan et, comble de l'ironie puisque le rendement agraire de l'URSS est 10 fois inférieur à celui de la France, l'installation de fermes-modèles de produits laitiers !

Le *Mali* suivit la même voie pro-soviétique que la Guinée sans que Moscou eût aidé à planter un seul clou dans une infrastructure entièrement subventionnée par la France.

Le *Ghana,* qui reçut des masses de livres sterling de la Grande-Bretagne et 400 millions de dollars des Etats-Unis, mais rien jusqu'en 1960 de l'URSS, soutint tapageusement toutes les visées de Moscou y compris sur Berlin-Ouest. Le président N'Krumah dénonça le Marché commun européen et congédia tous les professeurs américains. Il poussa le ridicule jusqu'à affirmer que « la politique des nationalités du Kremlin » (qui fit couler des flots de sang en Géorgie, en Ukraine, dans les Pays Baltes) « devrait servir d'exemple au monde ». Il signa un accord militaire avec l'URSS, et lui confia la mise en valeur des mines d'or de son pays. En récompense de quoi, en 1962, le Kremlin offrit généreusement à N'Krumah... non pas des tonnes de blé pour les Ghanéens sous-alimentés, mais le *prix Lénine de la Paix.* Fort de quoi, N'Krumah se dépêcha de partir en *guerre* contre le Congo et d'organiser des démonstrations haineuses devant l'ambassade américaine aux cris de : « Nous en avons assez de vos dollars impérialistes. » On se demande pourquoi il continuait de les empocher !

L'*Ile de Zanzibar* (sur la côte africaine de l'océan Indien) dont les habitants étaient vêtus, nourris, équipés de la cave au grenier par l'Angleterre, fut proclamée « démocratie populaire » à la suite du coup d'Etat, en janvier 1964, du chef d'armée le Field Marshall John Okello, retour d'un séjour d'entraînement de deux ans à Cuba. De nombreux guérilleros Zanzibarites avaient été formés à Cuba et en Chine de Mao. Or ces deux pays communistes n'avaient pas donné un centime d'aide économique à Zanzibar.

En *AMERIQUE LATINE, Cuba* fut gorgé de milliards de dol-

lars américains, contre zéro de la Patrie des travailleurs. Ce ne fut qu'en février 1961 que l'URSS lui accorda son premier crédit de 130 millions de dollars. Au surplus, Washington achetait à Castro son sucre *au-dessus* du cours mondial, tandis que Moscou le lui achetait *en-dessous*. Et malgré ce flot de dollars, et pendant qu'il coulait, Cuba est devenu une *base soviétique*, et Fidel Castro a établi sur son île un régime stalinien avec goulags et procès truqués.

En *Bolivie*, des mineurs enlevèrent quatre Américains dont deux étaient précisément occupés à remettre un chèque de 15 000 dollars pour construire un orphelinat destiné aux enfants de mineurs ! Soulignons que le chef du syndicat communiste des mineurs étaient vice-président de la Bolivie. Et que ce pays avait reçu 25 millions de dollars d'aide par an des Etats-Unis. Aventure édifiante s'il en fût qui montre combien il est vain de compter sur l'aide économique pour stopper le communisme.

Jusque dans la *Guyane ex-britannique*, bien équipée par de bonnes livres sterling, le pouvoir fut conquis par le pro-communiste Jagan.

Le plus grave affaissement se produisit au *Brésil* où avait émergé, sous les traits du président Goulart, un allié du Kremlin. Son ministre de la Guerre, Brizola, affectionnait de faire passer dans ses casernes un film soviétique « Le Cuirassé Potemkine » où l'on voit les soldats couper la gorge de leurs officiers. Et pourtant, à l'époque, les Brésiliens avaient reçu 870 millions de dollars des Occidentaux contre presque rien de l'URSS. Et pourtant l'administration Kennedy offrait à Goulart un million de dollars sous l'égide de « l'Alliance pour le Progrès ». En remerciement de quoi Goulart expropriait les compagnies américaines sans aucune indemnité. Il fallut un sursaut issu des profondeurs du peuple brésilien, profondément anti-collectiviste, pour renverser le courant communiste.

Résumons. En Amérique Latine, les pays qui avaient voté contre les Etats-Unis pour maintenir Cuba communiste au sein de l'Organisation des Etats Américains avaient reçu 3 milliards 700 millions de dollars des Etats-Unis. Et dans le monde, les 25 nations prétendues « neutralistes » (dont Cuba et le Vietnam), qui n'avaient cessé de honnir les Etats-Unis à la fameuse conférence « neutraliste » de Belgrade en Yougoslavie communiste, avaient empoché *8 milliards* de dollars des contribuables américains. Il est ainsi démontré que leur *neutralisme* consistait à *vivre en dollars et à voter en roubles.*

PAYS COMMUNISÉS DURANT LE DERNIER QUART DE SIECLE D'AIDE OCCIDENTALE

En *ASIE, Saïgon* tomba sous le carcan communiste de Hanoï. Cela bien que *le Vietnam Sud* connut un très haut niveau de vie grâce à l'aide américaine. Aujourd'hui il souffre de la misère, de l'oppression, de la tragédie des « boat people » qui préfèrent être pillés, violés, noyés, plutôt que de continuer à souffrir les tortures d'un régime stalinien. Révélant aussitôt ses ambitions colonialistes. Hanoï alla communiser et ravager deux autres pays d'Asie, le *Laos* et le *Cambodge*.

Les *Iles Seychelles*, dans l'océan indien, en dépit de l'aide britannique, sont devenues pro-communistes par un coup d'Etat que fit René pendant que son président, démocratiquement élu, assistait aux fêtes de la couronne à Londres. René instaura une dictature de parti unique.

L'*Afghanistan* fut communisé par un coup d'Etat militaire téléguidé par les Soviétiques. L'opinion publique est scandalisée par les coups d'Etat « de droite » mais elle semble ignorer qu'ils sont beaucoup moins nombreux que les coups d'Etat militaires « de gauche ».

C'est aussi par un coup d'Etat militaire que Hafez-el-Assad fit tomber la *Syrie* dans le camp soviétique. Alors qu'il était ministre de la Défense, il entra avec des troupes armées dans le Parlement et destitua le Président qui venait d'être élu.

Le *Yémen du Sud* est devenu depuis 1970 une « démocratie populaire » qui seconde activement Moscou dans ses entreprises de terrorisme international.

Depuis que l'*Iran* est tombé sous le joug moyenâgeux de l'Ayatollah Khomeiny, ce pays souffre à la fois d'un « Intégrisme islamique » et d'une « intégration soviétique ». L'opinion occidentale est unanime pour condamner la tyrannie sanglante de Khomeiny. En revanche, elle ignore tout du « noyautage » communiste, lequel a mis en place des milliers de faux mollahs mais de vrais bolcheviques qui furent entraînés dans les camps du Yémen Sud, de Bulgarie, de Libye. Dans mon livre *Les Etats Terroristes et la Guerre des Lâches* j'ai donné des preuves de la pénétration soviétique : milliers de conseillers militaires, deux stations radars dirigées contre l'Occident, alors que du temps du Shah deux stations radars étaient contrôlées par les Américains et tournées contre le monde communiste.

En *OCEANIE*. C'est Kadhafi qui a financé et construit, avec l'aide de techniciens de l'Europe communiste, l'aéroport militaire de *Tonga*, une île perdue dans le Pacifique Sud. Le roi de Tonga, Tupou IV, a

été reçu triomphalement par « son frère Kadhafi » à Tripoli. Son île servira de porte-avions incoulable pour l'aviation soviétique.

Le *Vanuatu*, ex-*Nouvelles Hébrides*, est aussi devenu un protectorat soviétique. Son homme fort, Barak Sope, a fait entrer son parti unique et le FLNKS philo-soviétiques dans un « Comité Révolutionnaire du Pacifique Sud » qui ambitionne de livrer la *Nouvelle-Calédonie* à Moscou.

En *AFRIQUE*, par la subversion, par des coups d'Etat téléguidés, par des distributions d'armes, les Soviétiques, aidés de leurs pions cubains, est-allemands, sud-yéminites et nord-coréens, établirent un régime marxiste dans un pays après l'autre.

Les Soviétiques colonisèrent le *Congo Brazzaville*, qui leur servit d'escale navale et aérienne pour leur pénétration en Libye et en Angola. Le Congo Brazzaville abrite 400 militaires cubains et les fameux « conseillers » soviétiques.

En *Libye*, le colonel Kadhafi s'empara du pouvoir par un coup d'Etat militaire en 1969. Il fit évacuer les bases américaines, il nationalisa les compagnies pétrolières, il instaura une dictature soviétophile et, par ses agissements terroristes de la Guyane jusqu'en Nouvelle-Calédonie, il aide Moscou à établir son joug sur toute la terre.

En *Ethiopie*, les communistes s'emparèrent du pouvoir par deux coups d'Etat militaires, l'un en 1974, l'autre en 1977. Mengistu instaura un stalinisme authentique, avec famines, déportations en masse et génocides. En 1978 il signa un traité avec les Soviétiques, ce qui leur permit d'exercer un contrôle sur la mer Rouge.

En *Angola*, la dictature communiste de Dos Santos fut maintenue par 50 000 Cubains sous les ordres du général soviétique Charashchevski, par 2 400 Allemands de l'Est sous les ordres du général von Stratus, par 3 500 Portugais communistes dirigés par le colonel Fernandes, par 2 700 Coréens du Nord, par 7 000 guérilleros namibiens de la SWAPO (*ACFA Information*, janvier 1988). Sans ces troupes étrangères, abondamment équipées d'avions, d'hélicoptères et de chars lourds soviétiques, le pouvoir de Dos Santos se serait effondré sous les coups de l'UNITA (Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola) dirigée par le patriote Jonas Sawimbi.

Les Soviétiques ont de plus gagné les six pays africains de la *Ligne de Front* qui comprend, outre l'Angola : la *Zambie* de Kaunda (qui subit le régime de « parti unique » socialiste, c'est-à-dire la banqueroute et la famine) ; le *Botswana* où les Soviétiques multiplient les caches d'armes pour des raids contre l'Afrique du Sud ; le *Zimbabwé* où Robert Mugabe, bien que son pays soit tributaire

économiquement de l'Afrique du Sud et financièrement de l'Occident, suit la « voie bolchevique » c'est-à-dire celle du parti unique et du racisme : il a chassé 15 000 Blancs qui ont fait la richesse du pays ; le *Mozambique* avec lequel l'URSS signait en 1977 un traité lui donnant des garanties militaires et des armes ; cette république marxiste-léniniste, sous la direction du chef du FRELIMO Moïse Machel, ne connut jamais d'élections, ce qui n'empêcha pas l'actuel président Joachim Chissana de dénoncer l'absence de démocratie en Afrique du Sud.

En *Tanzanie*, Julius Nyerere instaura un régime socialiste et s'empressa en bon colonialiste d'annexer l'île de Zanzibar.

Au *Ghana*, le capitaine Rawlings instaura le communisme par un coup d'Etat militaire sanglant. Ses « *firing squads* » ne cessent de tuer des docteurs, professeurs, hommes de loi. Il envoie de jeunes Ghanéens à Cuba pour y être entraînés à la guérilla, il a nommé des Libyens officiers de ses forces militaires nationales.

Au *Bénin*, le général Mathieu Kerebou a institué une « Assemblée Nationale Révolutionnaire » qui exerce un contrôle politico-policier sur la population grâce aux renforts de mercenaires cubains. Amnesty International y dénonce 200 prisonniers politiques détenus sans jugement.

En *Guinée Bisseau* (ex-portugaise) le régime marxiste survit grâce aux mitrailleuses des mercenaires cubains et aux policiers soviétiques.

Au *Burkina Faso* (ex-*Haute-Volta*) le président fut renversé par un coup d'Etat qui porta au pouvoir un militaire, Sangoulé Lamizana, lequel créa un parti unique marxiste. Une cascade d'autres coups d'Etat aboutirent à l'assassinat de Thomas Sankara. Des centaines de jeunes furent envoyés à Cuba pour y être entraînés comme « révolutionnaires professionnels ».

Au *Soudan*, le colonel Garang, un communiste, mène une répression meurtrière avec l'aide de la Libye terroriste et de l'Ethiopie crève-la-faim. En septembre 1987 les organisations caritatives occidentales furent priées de quitter les lieux car elles étaient des témoins gênants de la famine.

Au *Centre Afrique*, le général André Kolingba, qui a condamné à mort l'empereur Bokasa, est officiellement marxiste. Ce qui ne l'empêche pas de faire la mendicité auprès de l'Occident.

A *Madagascar*, depuis 1975 le pouvoir oriente le régime vers le marxisme, sous la dictature de Didier Ratsiraka qui s'est investi chef d'Etat, chef de gouvernement et chef de parti ! La population est terrorisée par ses hommes de main, les TTS (Tanaga Tonga Saissa) anciens repris de justice qui recourent aux rackets, enlèvements, assas-

sinats. Tel celui du Père Sergio Sargon, un missionnaire carme italien : décapité, sa tête n'a jamais été retrouvée. Le fruit des extorsions des TTS est partagé avec la famille du Président (*Aspects de la France,* 3-3-88).

L'Afrique est le continent qui a reçu la plus grande aide économique de ses anciens colons français, anglais, portugais, et même de non-colons américains, et pourtant c'est le continent où l'on déplore le plus grand nombre d'Etats totalitaires collectivistes. Il n'y existe plus aujourd'hui qu'une dizaine de démocraties (Côte d'Ivoire, Maroc, Tunisie, Zaïre, Togo, etc.) contre plus de 40 dictatures marxisantes à *parti unique* dont beaucoup ont pris le pouvoir par un coup d'Etat militaire.

Et nos démocraties occidentales choient et assistent ces 40 tyrannies qui s'activent, par le terrorisme, à renverser les dix dernières démocraties africaines rescapées du communisme.

Dans les *AMERIQUES,* j'ai mentionné *Cuba* parmi les pays communisés durant les quinze premières années d'aide économique. J'ajoute ici que durant les vingt-cinq dernières années, Fidel Castro, dans l'Ile de la jeunesse, a entraîné militairement des milliers d'étudiants d'Angola, du Bénin, Burkina Faso, Congo, Ghana, Mozambique, Zaïre, Zambie, Zimbabwé, pour qu'ils aillent porter la révolution en Afrique. Ces mercenaires agissent sous la tutelle du onzième département de la Première Direction du KGB. Et Castro a envoyé des soldats cubains soutenir les régimes communistes d'Afrique : 40 000 en Angola, 10 000 en Ethiopie, des milliers dans une dizaine d'autres pays.

Le *Chili* est tombé dans la géhenne communiste en 1970, et a souffert dramatiquement de toutes les maladies consécutives : étatisation, collectivisations, ligues para-militaires, guerre civile, terrorisme, disette, queues, dévaluations (4 en 3 ans), inflation (1 000 % en 1973). Le peuple chilien a prouvé qu'il détestait ce régime odieux en donnant, en 1974, 74 % de ses suffrages au général Pinochet qui l'avait renversé, après que le gouvernement d'Allende ait été déclaré *illégal par le Parlement chilien.*

Le *Surinam* (ex-*Guyanne hollandaise*) vit sous la férule communiste de Denis Bouterse, qui s'est emparé du pouvoir par un coup d'Etat militaire. Ses terroristes, formés dans des camps libyens et cubains, s'infiltrent en Guyane française. Kadhafi entraîne au camp de Benina, en Libye, les incendiaires, coupeurs de gorges et lanceurs de bombes « indépendantistes » de la Guadeloupe et du Surinam. Le

but est de déstabiliser notre Guyane et, du même coup, notre base de Kourou afin de compromettre le programme de la fusée Ariane. Autre preuve que le torrorisme libyen, surinamien et cubain travaille pour Moscou.

La *Grenade* était tombée sous le joug communiste. Ce n'est pas par l'aide économique occidentale que ce pays a été sauvé de la terreur soviéto-cubaine, c'est par une intervention *militaire* courageuse de Ronald Reagan.

Le *Nicaragua* vit sous la férule communiste d'Ortéga, avec toutes les séquelles : génocides des Indiens miskitos, goulags tropicaux, expéditions terroristes des sandinistes chez les pays voisins. Le Secrétaire d'Etat américain à la Défense, Kaspar Weinberger, a déclaré que « le Nicaragua est pratiquement devenu une base militaire soviétique ». En dépit de quoi la France socialiste de 1985, qui avait plus d'un milliard de dettes intérieures et extérieures, avait offert 150 millions de francs et la fourniture de 10 000 tonnes de céréales au Nicaragua belliciste et raciste.

Au cours d'une interview de Mme Jane Kirkpatrick, Patrick Wajsman lui demanda : « Que pensez-vous de l'idée selon laquelle si nous, Européens, n'aidons pas économiquement ces révolutionnaires, ce sont les Soviétiques qui le feront ? » Elle répondit : « C'est le prototype de l'idée fausse. Car même quand l'Occident les aide, les marxistes-léninistes choisissent le camp des ennemis du monde libre. L'exemple du Nicaragua le prouve... Sous Jimmy Carter, l'Amérique a fourni davantage d'aide économique aux Sandinistes qu'elle n'en avait prodigué au dictateur Somoza pendant les dix années précédentes ! Sur les deux milliards de dollars d'assistance économique reçus par les marxistes nicaraguayens 1,6 milliard provenait de l'Ouest et 0,4 milliard seulement de l'URSS et du bloc communiste. Est-ce que cela a empêché les Sandinistes de s'aligner sur le Kremlin et La Havane ? Est-ce que cela les a empêchés d'approuver l'intervention soviétique en Afghanistan et l'occupation du Cambodge par les Vietnamiens ? » (*Le Figaro,* 3-6-83).

Cette grande dame, qui représentait les Etats-Unis à l'ONU, a résumé en quelques phrases tout ce que je soutiens dans ce livre.

CAUSE DE CET ECHEC DE L'OCCIDENT DANS LE TIERS MONDE

L'AIDE DES OCCIDENTAUX EST PUREMENT ECONOMIQUE TANDIS QUE L'AIDE SOVIETIQUE EST UN INSTRUMENT DE DOMINATION POLITIQUE

La *raison profonde* pour laquelle l'aide occidentale, tellement supérieure en volume et en qualité à l'aide soviétique, a été un tel fiasco pour freiner l'expansion communiste, alors que les déboires de l'aide soviétique n'ont pas empêché Moscou de gagner un pays du Tiers Monde après l'autre, c'est que l'aide occidentale est purement économique et humanitaire tandis que l'aide soviétique est surtout politique et militaire.

LES OCCIDENTAUX REFUSENT DE SE DEFENDRE SUR LE CHAMP DE BATAILLE DE LA PROPAGANDE

Non seulement les organisations caritatives occidentales ne distribuent pas, comme le font les Soviétiques, des journaux, brochures, pamphlets, ni ne font des émissions radio-télévisées vantant leur régime et dénonçant les régimes marxistes, mais encore beaucoup des intellectuels « progressistes » qui animent les organisations dispensatrices d'aides économiques flirtent avec les Soviétiques.

Plus les tyrans communistes ont fait de victimes, plus nos intellectuels de gauche leur ont trouvé des excuses du genre : on ne peut faire d'omelettes sans casser des œufs ; ou bien : les cachots des tsars étaient des *abominations*, mais les camps de concentration de Staline constituèrent des *étapes*. Nos intellectuels « progressistes » qui revêtent le manteau du bon samaritain restent superbement indifférents à la géhenne qu'instaure le communisme dans le Tiers Monde. La seule chose qui les intéresse dans l'agitation révolutionnaire, c'est

non pas qu'elle émancipe les peuples (puisqu'en fait elle les asservit), mais qu'elle leur permet, à eux intellectuels, de *poser en émancipateurs*.

Dans ce beau régime communiste qu'est l'URSS, 270 femmes se sont immolées par le feu en 1987-88 en Ouzbekistan — une colonie d'Asie centrale soviétique — afin de protester contre les humiliations dont elles étaient l'objet, lit-on dans la *Pravda* du 5-2-88. On les marie contre leur consentement. Or à part le *Nouvelliste du Valais* (6-2-88), dans la presse occidentale la nouvelle est passée totalement inaperçue. Et pourtant, rappelons-nous les clameurs poussées par cette presse lorsque quelques moines bouddhistes se sont immolés par le feu sous le régime anti-communiste de Diem.

Bref, tout est bon pour les Soviétiques et leurs suppôts pour transformer les moindres anicroches occidentales en crimes contre l'humanité, alors que les plus abominables crimes perpétrés dans les régimes communistes restent inexploités par les organisations d'assistance au Tiers Monde.

QUAND L'AIDE OCCIDENTALE EST CONDITIONNEE POLITIQUEMENT, C'EST CONTRE LES INTERETS OCCIDENTAUX

Les Occidentaux refusent d'accompagner leur aide au Tiers Monde de propagande politique, comme le font les Soviétiques, car ils se veulent idéologiquement neutres dans leurs actions de générosité. Or, dans la pratique, *ils ne sont pas neutres* car ils admettent fort bien que leur assistance économique consolide des régimes d'extrême-gauche anti-américains, mais ils refusent qu'elle fortifie des régimes d'extrême-droite anti-soviétiques. Ce n'est qu'à ces derniers qu'ils infligent des *sanctions*. Les exemples abondent :

On a vu Washington supprimer son aide à des dirigeants *anti*-communistes du Laos, pour la rendre au gouvernement de Souvanna Phouma qui incluait des ministres communistes ! On a vu Washington supprimer son aide aux conservateurs grecs pour la rendre à un parti de gauche anti-américain élu en 1963. On a vu Washington supprimer son assistance au Président Diem pro-occidental, qui avait héroïquement lutté contre les communistes du Nord-Vietnam, pour la rendre aux généraux « neutralistes » du *coup d'Etat* de novembre 1963.

A ce propos remarquons que ce n'est pas le *coup d'Etat militaire en soi* qui dérange le purisme des démocraties, mais sa coloration. Si le coup d'Etat est perpétré par un anti-communiste ferme genre

Pinochet, il est honni. Mais s'il est fait par un « neutraliste » pro-communiste genre Hafez-el-Assad, Ne Win, Kadhafi, il est bien venu.

Le *caractère masochiste* de l'aide américaine peut encore être illustré par le fait que les Etats-Unis ont subventionné des pays qui leur montraient une hostilité déclarée, comme l'Indonésie de Soekarno, l'Egypte de Nasser, le Cuba de Fidel Castro, l'Algérie de Ben Bella qui prit à l'ONU le parti de Cuba contre Washington.

Lorsque la gauche américaine ne put plus nier la couleur rouge vif de Castro, pour continuer à lui verser une aide elle recourut à des sophismes du genre : « On ne peut pas laisser le *peuple cubain* souffrir pour les fautes de son chef. » Sophisme qu'ils oublièrent aussitôt en Afrique du Sud, et toutes les fois que le chef d'Etat était un général de droite et non un tyran de gauche.

Pendant les trois années de son gouvernement, Allende, membre d'un parti « marxiste-léniniste » dans ses statuts, reçut 615 millions de dollars de crédit des pays occidentaux. Dans la renégociation des dettes, ces pays capitalistes montrèrent une grande générosité. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le ministre des Finances d'Allende : « J'obtins de ne faire qu'un paiement symbolique de 5 % de la dette. Le succès de mes tractations fit que nous n'avions plus à honorer nos obligations durant trois ans. L'allègement atteignait 600 millions de dollars » (Discours du 15-11-72). Durant les 34 mois de son règne, Allende avait obtenu du monde libre, qu'il ne cessait de fustiger, mille millions de dollars, soit *un million de dollars par jour !* Allende savait que la dépendance économique à l'égard de ces vaches à traire que sont les Occidentaux n'empêche ni de les insulter, ni de les escroquer. Ils savaient que nos démocraties ne réservent leurs rigueurs que contre les pouvoirs dits « d'extrême-droite ».

En effet, cet Occident si généreux à l'égard du pro-soviétique Allende, se montra intraitable envers l'anti-soviétique Pinochet. Les Etats-Unis lui coupèrent toute aide, alors qu'ils accordaient le bénéfice de la clause « de la nation la moins favorisée » (bénéfice qui ne doit s'octroyer qu'aux pays qui respectent les libertés individuelles) à la *Chine communiste* de Mao Tsé-toung où n'existait aucune liberté individuelle.

Les Etats-Unis, loin de soutenir « les dictatures réactionnaires » selon la légende qui a cours, aidèrent au renversement de l'autocrate nicaraguayen Somoza, mais envoyèrent une délégation amicale prometteuse d'aide aux *communistes sandinistes* lors du premier anniversaire de leur révolution. En 1987, le Congrès américain fit des mois d'obstruction au vote d'une aide minime de 300 millions de dollars à la résistance des patriotes nicaraguayens, pourtant pro-américains,

alors que les Soviétiques envoient des milliards de dollars d'armements au président anti-américain Daniel Ortega.

Au surplus, les pays aidés par les Américains ne se gênent nullement pour faire une politique qui déplaît à leur bienfaiteur. C'est un exemple de masochisme que celui des Américains comblant Tito de milliards de dollars, en remerciement de quoi Tito confisqua toutes les propriétés américaines, déclara qu'en cas de guerre entre l'URSS et les Etats-Unis il choisirait le camp soviétique, et annonça en 1961 qu'il prenait le parti de Moscou contre le statut américain de Berlin-Ouest.

Il n'y a pas que les Américains qui soient masochistes. La France et la Communauté Economique Européenne ne donnent-elles pas présentement des millions au Vietnam communiste, lequel dans sa répression a atteint l'ignominie d'un Hitler. Les *boat-people* sont aussi dantesques que les chambres à gaz.

La CEE et les Etats-Unis ont supprimé leur aide économique aux Philippines de Marcos, à Haïti de Baby Doc, à la Grèce des colonels, à l'Argentine des généraux, au Chili de Pinochet, à l'Afrique du Sud de Botha, parce qu'ils violaient les droits de l'homme. Tout de même, ils les violaient considérablement moins que les tyrans Jaruzelski, Castro, Tito, Le Duc Tho, Mengistu, Chadli, Brejnev, qui ont continué d'empocher des milliards de l'oncle Sam ou de la CEE.

Les pays capitalistes, au risque de ruiner la défense du monde libre, prennent des *sanctions contre l'Afrique du Sud,* dont les richesses en minéraux rares, indispensables à la défense nationale, en font une place stratégique de première importance. Au surplus, la France et les Etats-Unis perdent des marchés et accroissent le nombre de leurs chômeurs pour sanctionner l'Afrique du Sud, alors que les pays communistes de la ligne de Front contre Prétoria (auxquels Paris a donné 4 milliards de francs depuis 1980) ne se gênent aucunement pour commercer avec le pays de l'apartheid. Le Zimbabwé traite avec lui 40 % de son commerce ; le Mozambique fait gérer son port Maputo par les Sud-Africains ; le cuivre du Zaïre est embarqué à Port-Elizabeth ; l'archipel du Cap Vert pro-marxiste ne survit que grâce à la location de son aéroport international à l'Afrique du Sud.

L'Occident n'achète plus le charbon à bas prix de l'Afrique du Sud entre autres sanctions, mais il achète du gaz aux Soviétiques bien que ceux-ci appliquent l'apartheid aux Juifs en les soumettant à un *numerus clausus* dans les universités et à la mention « juif » sur leurs passeports. Ainsi quand l'Occident met des conditions politiques à son aide économique, c'est toujours *à ses dépens* et au profit de Moscou.

Pendant que les Etats-Unis prenaient des sanctions contre

l'Afrique du Sud, ils levaient leurs sanctions contre l'URSS qui massacrait en Afghanistan un million et demi d'êtres humains, et ils faisaient octroyer par la Banque Mondiale des prêts privilégiés à la Chine communiste, laquelle avait exécuté 30 000 Chinois pour *délits économiques* (Alain Peyrefitte, *Le Figaro*).

Je rappelle dans le même esprit le lâchage par l'administration Carter du Shah d'Iran, pro-occidental, et dont le pays était un bastion de la défense du monde libre. Alors que l'Ayatollah Khomeiny, qui ne cesse de dénoncer le grand Satan américain, a reçu des milliards de dollars de Washington... et de Paris.

Bref, quand les Etats-Unis et l'Europe libre justifient le retrait de leur aide économique à des pays *anti*-communistes sous le prétexte qu'ils ne respectent pas les règles de la démocratie, ils se moquent du monde puisque, dans le même temps, ils redoublent leur assistance à des tyrannies communistes. Ce qui prouve que leur assistance est conditionnée politiquement, mais au détriment des amis du monde libre et à l'avantage de ses ennemis...

Le brillant Soljénitsine l'avait bien compris lorsqu'il écrivit : « Les libéraux ne savent rien faire d'autre que d'ouvrir grandes les veines des nations libres aux poisons qu'y injecte le communisme... *Ce ne sont pas les régimes forts qui ont engendré les totalitarismes modernes, mais les démocraties impuissantes qui prétendaient en constituer l'antidote.* »

L'AIDE CAPITALISTE IRRIGUE LE TIERS MONDE COMMUNISTE

Les démocraties occidentales ne réservent pas seulement leur assistance économique aux régimes de gauche philo-soviétiques au détriment de ceux de droite pro-occidentaux, nous les voyons dispenser leurs libéralités aux *tyrannies communistes*. Ce qui prouve bien que ce n'est pas le purisme démocratique qui les anime. En voici des exemples :

En *OCEANIE*, dans l'archipel des *Nouvelles-Hébrides*, la République de *Vanuatu* est dirigée par un parti unique qui piétine les droits de l'homme *blanc*, les expulsions arbitraires pleuvent. En dépit de ce « racisme », les pays libéraux, dont la France, prodiguent au Vanuatu l'argent de leurs contribuables. C'est l'académicien Jacques Soustelle qui rapporte ce fait dans la *Revue des Deux Mondes* (mars 1985), et il conclut : « L'archipel des Nouvelles-Hébrides nous laisse

contempler l'image de ce que deviendrait la Nouvelle-Calédonie " indépendante ", d'où seraient chassés les non-Canaques, tandis que les contribuables français continueraient à subvenir aux besoins du territoire. »

En *ASIE*.

Au *Vietnam*, trente années de conquêtes communistes ont mis en ruines les hôpitaux laissés par la France colonialiste. Le gouvernement socialiste de Mitterrand a donné des crédits pour la remise en état de l'hôpital Saint-Paul à Hanoï. Seule la *nomenklatura* communiste profite de ses confortables installations, la population tonkinoise n'y ayant pas accès. Le régime de Hanoï qui organise la pénurie en bas et l'aisance en haut de l'échelle sociale, qui est responsable de l'hécatombe des *boat-people*, qui persécute les *catholiques*, reçoit des aides substantielles *d'organisations catholiques* comme le CCFD (*Présent*, 17-4-88). Son déficit en riz d'un million de tonnes est renfloué par la vache à lait occidentale. Ainsi Moscou n'aura plus à financer le Vietnam que militairement.

Au *Cambodge*, les sinistres *Khmers Rouges* profitent des aides alimentaires et médicales fournies par l'Occident. Or, leur règne de 1975 à 1978 fut celui de la *barbarie* : évacuation de tous les habitants de la capitale, leur parquage dans des goulags sans nourriture, condamnations à mort des « intellectuels » définis comme « toute personne possédant un stylo ou portant des lunettes ».

Eh bien l'ONU et certaines ONG ne répugnent pas à assister ces monstres qui espèrent reprendre le pouvoir après avoir chassé les Vietnamiens et qui, en 1988, ont fait cette menace : « Quand les Viets seront partis, dans chaque fosse il y aura 100 cadavres : ceux des Cambodgiens qui ne se seront pas conformés à la règle que CHAQUE INDIVIDU DOIT AVOIR LE SENTIMENT DE N'ETRE QU'UNE INFIME PARTIE DE LA MACHINE ETATIQUE » (Hermann Pellegrini, *Nouvelliste du Valais*, 27-7-88).

« L'*Iran* soviétophile de Khomeiny est en ruines », écrit Houshang Nahavandi, « aussi se nourrit-il des dollars de l'Occident pour continuer à pratiquer la diplomatie du rouble ».

Bien qu'en *Birmanie* le général Ne Win eût fait un « *pronunciamiento* » en mars 1962, bien qu'il eût pris des conseillers soviétiques et viets rouges, bien que l'effondrement économique de son pays soit dû à une politique d'étatisation à outrance, bien que le numéro 3 du régime eût massacré en mars 1988 une cinquantaine d'étudiants protestataires et brûlés leurs corps dans l'incinérateur du cimetière de Rangoon (réf. Richard Sola, professeur à l'Institut d'Etudes des Rela-

tions Internationales de Paris, *L'Impact*, mai 1988) ; bien que les émeutes d'étudiants contre la pénurie alimentaire et la hausse de 400 % du prix du riz continuaient à être noyés dans le sang par l'armée, cet Etat communiste s'était vu offrir le statut du « Pays le moins avancé » qui donne le droit d'obtenir des *crédits supplémentaires de l'aide internationale*. Et la RFA et le Japon lui accordaient chaque année une assistance de 35 millions et de 350 millions de dollars (*Le Figaro*, 8-9-88).

Ah, si c'était le président Botha qui eût tué, non pas 500 mais 5 étudiants, les clameurs protestataires des démocraties fussent montés jusqu'au ciel ! Mais pour une dictature communiste, elles paient sans compter et sans broncher...

En faveur des *Iles Seychelles* le gouvernement socialiste de Mitterrand a encouragé le groupe Méridien-Air France à signer un accord avec Seychelles-Hôtel *étatisé* pour gérer 70 % des hôtels, portant ainsi secours à la gestion communiste catastrophique de René qui s'était emparé du pouvoir par un coup d'Etat. L'accord est scandaleux à un triple titre : il contribue à sortir de l'ornière un pays où les droits de l'homme sont piétinés ; il légitime une industrie hôtelière volée par l'Etat communiste à ses propriétaires légitimes, il le fait avec de l'argent soutiré aux contribuables français partisans de la libre entreprise. *Socialisme hexagonal* et *socialisme tropical* mêmes magouilles.

Le leader de l'opposition démocratique Gérard Hoarau avait demandé à me rencontrer à Paris. L'entretien n'eut jamais lieu, car 8 jours avant, Hoarau fut assassiné par les sbires de René. Ce crime n'a pas empêché la France de financer des équipements sophistiqués pour la pêche seychelienne, et de donner 10 millions de francs pour la construction du cargo le Cinq Juin capable de performances dans les tempêtes... Hélas, pas dans les tempêtes politiques.

En *AFRIQUE*.

En *Ethiopie, un pays cent pour cent communiste*, grâce à l'Occident qui nourrit son peuple affamé, le Négus rouge peut acheter des tonnes d'armes à Moscou pour faire la guerre à ses résistants. Le parti communiste éthiopien — le plus important du Continent : 50 000 membres pour 30 millions d'habitants — a été fondé par Mengistu en présence de Grigory Romanov représentant du PC soviétique ; les cérémonies eurent lieu sur la place de la Révolution, face à la plus grande statue au monde de Lénine.

Comme tout régime communiste, l'Ethiopien pratique des collectivisations forcées : un million et demi de paysans ont été embrigadés

dans des *fermes d'Etat* qui engloutissent 50 % du budget de l'agriculture pour ne fournir que 3 % de la production céréalière (Patrick Forestier, *Paris-Match*, 1-4-88). Comme tout régime communiste, l'Ethiopien procède à des *déportations forcées :* 600 0000 paysans du Tigré et de l'Erythrée ont été déportés dans les provinces du Sud. C'est « sa solution » au problème de la sécheresse (qui a bon dos). En réalité, il s'agit d'une action policière pour en finir avec les opposants du Wollo, du Tigré et de l'Erythrée. Mengistu est responsable de 500 000 morts dans les guerres civiles qui en résultent, en sus des hécatombes par les famines que ces déplacements forcés engendrent. Ce pays, surnommé dans le passé « le grenier de l'Afrique », offre aujourd'hui le désolant spectacle de millions d'êtres humains mourant de faim.

Tandis que les Soviétiques ont expédié aux Ethiopiens affamés deux milliards de dollars d'armements, les Occidentaux, accomplissant une assistance qui tient du prodige, ont envoyé un milliard d'aide humanitaire en 1984-85 et autant en 1987-88, sauvant ainsi des millions d'Ethiopiens de la mort. La France, rien qu'en 1986, a envoyé 1 500 tonnes d'aliments à l'Ethiopie, *en plus* des deux aides qu'elle lui apporte par l'intermédiaire de la CEE et par le « Programme Alimentaire Mondial » auquel elle a fourni 7 400 tonnes de blé. La France est au second rang des pays donateurs à l'Ethiopie communiste, après les Etats-Unis qui lui ont envoyé le tiers de toute l'aide alimentaire qu'ils consacrent à l'étranger (*Nouvelliste du Valais*, 12-2-86).

Dans *L'Express* (29-1-88) on peut lire : « Pour empêcher une effroyable hécatombe de six millions d'Ethiopiens, les organisations humanitaires, ignorant l'omniprésente trinité Marx, Lénine, Engels dont les barbes fleurissent sur chaque mur du pays, comptent sur le courage de leurs équipes pour relever cette gageure : pallier un déficit céréalier de 1,3 million de tonnes pour 1988 dû à une politique agricole incohérente. »

Eh bien en dépit de cette aide monumentale répétée année après année, *l'influence occidentale est devenue pratiquement nulle* en Ethiopie ! Au point que l'affameur Mengistu se paie le luxe de *saboter* cette aide occidentale. Le pouvoir éthiopien s'étant plaint de manquer de carburant pour transporter les aliments, les Etats-Unis lui en ont livré pour 25 000 dollars. Ce carburant a été utilisé *pour les avions soviétiques* (*Wall Street Journal*, 18-12-84). En 1988, les Etats-Unis ont envoyé 250 000 tonnes de blé et la CEE 450 000 tonnes. Mais ces céréales ne purent être dépêchées aux affamés faute de camions qui étaient réquisitionnés par l'armée et que le Négus rouge refusa de

fournir (*Rivarol*, 29-4-88). Pour le déchargement des navires dans le port d'Assab, Mengistu a refusé la priorité aux cargaisons de denrées alimentaires pour la donner à celles de ciment et d'équipements militaires (*Est-Ouest*, janvier 85).

Faute de pouvoir circuler vers l'Erythrée et le Tigré, les organisations humanitaires ont mis sur pied des ponts aériens entre Asmara et Mékéle. Coût de l'opération : 800 000 dollars *par avion* et *par mois*. dix fois plus élevé que par la route. Trois avions Hercules britanniques ont acheminé 75 tonnes d'aide alimentaire *par jour* pendant trois mois à des coûts énormes. Si notre distribution n'était pas grevée par des frais de transport excessifs, on pourrait soulager dix fois plus d'affamés, se lamentent les organisations caritatives.

Le plus scandaleux concerne les *taxes portuaires* exorbitantes imposées par Mengistu sur les denrées apportées gratuitement à son peuple. L'Assemblée Générale des Nations Unies parvint à lui faire réduire ces taxes sur la charité de 30 %. Pour se faire pardonner l'ONU offrit 73,5 millions de dollars, non pas pour nourrir les affamés, mais pour leur construire un centre de conférences (marxistes) à Addis Abeba !

Le coordinateur des secours démissionna écœuré par tous ces sabotages, l'Action Internationale contre la Faim, la Croix Rouge, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Médecins sans frontières, quittèrent l'Ethiopie, refusant de continuer à collaborer avec un tyran passé maître dans le détournement de l'aide à son profit.

C'est au moment où le président Brauman de Médecins sans frontières s'indigne que l'aide ne sert qu'à renforcer la main-mise communiste sur ce malheureux pays, que le cardinal Roger Etchegaray adjure la communauté internationale de redoubler son assistance à l'Ethiopie. C'est à ce moment que les professeurs roses des lycées de France envoient à 94 000 classes un journal intitulé *L'Ecole en guerre contre la Faim* et réclame des oboles pour l'Ethiopie. Pas une seule ligne de ce journal n'évoque le caractère inhumain du régime communiste de Mengistu. Ainsi, grâce à l'endoctrinement des écoliers français, l'armée éthiopienne ne manquera pas de vivres pour opérer ses déportations forcées.

Ces professeurs roses prétendent que « leur but est avant tout de sauver des vies humaines ». Or imagine-t-on qu'ils se soient prêtés à une telle opération en faveur des affamés — s'il en avait existé — en Afrique du Sud et au Chili, sans l'accompagner d'incessantes dénonciations de Botha et de Pinochet ? Mais ils ne disent *pas un mot contre Mengistu*. Cela prouve que ce n'est pas le peuple éthiopien

qu'ils veulent sauver mais bien le régime pro-soviétique du Négus rouge.

Le plus intolérable, ce fut de voir cette tyrannie communiste festoyer pendant que ses sujets agonisaient. Pour les festivités célébrant la fondation du PC éthiopien, Mengistu dépensait 100 millions de dollars, il importait 500 000 bouteilles de whisky et 150 000 de scotch, traitait ses hôtes de marque de l'OUA dans des palaces retapés à grand frais... Dans les rues autour de la Place de la Révolution, flamboyante de drapeaux rouges et d'arcs de triomphe, des miséreux mouraient de faim. Tous les matins, à l'aube, avant que les diplomates de l'OUA ne fussent sortis des griseries de la veille, des soldats éthiopiens passaient ramasser les cadavres de la nuit...

Au *Soudan*, l'aide américaine, par le truchement du Fonds Monétaire International (FMI), assurait un soutien financier de *un milliard et demi* de dollars par an. Cela n'empêcha pas l'économie de sombrer : pénurie d'essence, de denrées alimentaires, douzième dévaluation de la livre soudanaise en sept ans, dette extérieure atteignant 9 milliards de dollars (*Le Figaro*, 27-2-85).

En février 1985 Washington menaça de suspendre son aide dissipée par les subventions folles accordées par le président Nimeyri à ses entreprises étatisées. Nimeyri entra alors en conflit avec Washington, considérant que recevoir des milliards de dollars de l'oncle Sam *est un droit divin* qui n'engage le donateur à aucun droit de regard sur ce qu'en fait l'assisté. Selon *Reuter* (17.5.85), il s'ensuivit que les hôtels fréquentés par les membres d'organisations caritatives, comme l'Acropole et le Sudan Club, furent victimes d'attentats à la bombe, à la mitraillette et à la grenade à main. Cela n'empêcha pas les Etats-Unis d'organiser, en octobre 1988, un pont aérien pour livrer des tonnes d'aliments au Soudan.

En *Algérie*, le FLN, parti frère du PC de l'URSS, entretient des camps d'entraînement pour terroristes d'où est sorti le fameux Ibrahim Abdallah qui a posé de nombreuses bombes en France. « Cela n'a pas empêché le gouvernement français », déplore Jacques Soustelle en juin 1987, « de déverser trois milliards et demi de l'argent de ses contribuables dans le gouffre sans fond de l'Algérie ». Et d'acheter son gaz au-dessus des cours mondiaux. Surpayer de 30 % le gaz algérien est insensé, la France en tirant du sol d'Aquitaine, et en recevant à bas prix des Pays-Bas et de la Norvège.

Au *Burkina Faso*, ex-*Haute-Volta*, un *coup d'Etat militaire* porta au pouvoir, en 1960, un régime autoritaire qui créa en 1974 un *parti unique*. Cela ne gêna aucunement le président Mitterrand, qui pourtant n'a cessé de dénoncer le coup d'Etat militaire de Pinochet, d'aller

à Ouagadougou la capitale, pour saluer le bolchevique Sankara. Il accepta même de se faire malmener par cet impudent capitaine qui parla « des magouilles de la France ». « De cette France bonne fille », rappelle Jacques Saintonge dans *La Presse française*, « qui fournit 40 % du buget national du Burkina Faso et qui venait de verser à Sankara 45 millions de francs CFA. »

L'année précédente, la France était représentée aux cérémonies de l'An III de la Révolution burkinabe, après avoir versé 124 millions de francs pour se faire rédimer de ses « péchés colonialistes ». Ce qui n'empêcha pas nos ministres, qui pourtant se faisaient tout petits sous les portraits géants de Marx, Lénine et Mao, de se voir stigmatisés par des banderolles portant l'inscription « *Honte à l'impérialisme* ».

En *Ouganda*, la dictature d'Amin Dada qui sévit de 1971 à 1979 fut agrémentée de répressions féroces d'opposants et de corruption effrénée. L'armée ramena au pouvoir l'ancien président Obata qui fut non moins sanglant : génocides, tortures, 300 000 Ougandais périrent, selon les dires de l'actuel ministre de la Justice (le 28 août 1987). En janvier 1986, l'armée installait au pouvoir Museveni en qui on vit un « marxiste libéral ». Ce « libéral » lança en novembre 1986 des raids armés contre le siège de Médecins sans Frontières, à Kampala. Ses exactions furent si flagrantes que même Amnesty International, si indulgente pour les marxistes, a dénoncé les assassinats pratiqués y compris sur des femmes et des enfants. Eh bien cette dictature, soutenue par l'Union Soviétique et la Libye, est financée par la France et la CEE.

Au *Kenya*, Mgr Alexandre Muge, évêque anglican d'Eldoret, en avril 1987 se plaint : « Notre pays est tyrannisé par quelques individus qui commettent des crimes en toute impunité. A quoi sert de protester contre les injustices commises en Afrique du Sud alors que les violations des droits de l'homme sont bien pires dans notre pays ? » Le président Daniel Arop Moi, qui avait pris la précaution d'être candidat *unique* d'un *parti unique* le *KANU*, considérant que cela n'était pas suffisant pour assurer sa réélection, décida d'abolir le vote à bulletin secret pour le remplacer par celui de « la file indienne ». Les électeurs doivent se ranger à la queue-leu-leu derrière le candidat de leur choix, tous présentés par le KANU. Daniel Arop Moi a dénoncé le vote à bulletin secret comme celui « des nantis d'Europe, des hypocrites qui ne veulent pas faire les choses honnêtement et publiquement ». Les Soviétiques ne votent-ils pas courageusement à main levée ? Ainsi le chef du Kenya a-t-il décidé que son peuple

voterait désormais en roubles *publiquement*, mais que lui empocherait les dollars de l'aide occidentale *discrètement*.

Concernant le *Congo Brazzaville*, le colonel Bernard Moinet opine : « C'est une République socialiste populaire aux ordres du président Denis Sassou Nguesso, marxiste-léniniste notoire. A l'heure où j'écris ces lignes, ce chef d'Etat est reçu officiellement à Paris et ses drapeaux rouges pavoisent les Champs-Elysées... » (juillet 1987). Il n'est pas reparti sans une enveloppe dans sa poche.

En *Angola*, pour les élections il n'existe pas le système de la file indienne, puisqu'il n'y a pas d'élection. Le président Dos Santos n'a jamais été élu, et son « Assemblée nationale » est un morceau de son « parti unique » communiste. Dos Santos entretenait un contingent de 50 000 soldats *cubains* et de quelques milliers de *soldats soviétiques*. Un rapport du Laboratoire de toxicologie de Gand (Belgique) confirme l'utilisation de gaz toxiques dans sa grande offensive d'octobre 1987 contre le mouvement patriotique de l'UNITA. Ces gaz viennent d'URSS et seraient de même nature que ceux employés par l'armée rouge en Afghanistan. Cela n'a pas empêché le gouvernement français de traiter Dos Santos comme un hôte d'honneur à Paris, alors que notre gouvernement refusait de recevoir le président Botha venu d'Afrique du Sud pour inaugurer un monument en mémoire de ses compatriotes *morts pour la France*.

La France va même jusqu'à armer cette alliance soviéto-cubano-angolaise « avec du matériel de pointe » écrit Marc Jonnart, qui ajoute : « Notre gouvernement n'a jamais demandé à notre ambassadeur à l'ONU de protester contre la présence *cubaine* en Angola. Cette complaisance envers les régimes marxistes d'Afrique australe fut réaffirmée par le ministre des Affaires Etrangères, M. Raymond, lors de sa visite à Luanda et à Maputo. » (*Aspects de la France*, 20-7-88.)

Dos Santos a ruiné son pays. « Une espérance de vie de 40 ans, un million et demi de sujets frappés de malnutrition sur huit millions d'habitants, cent mille morts victimes de guerres civiles, la situation de l'Angola est une des plus désastreuses qui soient. » (*Figaro*, 18-5-88.) A son tour l'Angola crie famine et Dos Santos tend la main. Il réclame encore 156 millions de dollars d'aide. Aussitôt 35 pays (mais ni Cuba, ni l'URSS) ont répondu généreusement à l'appel de l'ONU pour rencontrer à Genève le ministre angolais de la collectivisation forcée. La dette extérieure de l'Angola se monte à 14 milliards de dollars. C'est colossal pour un pays qui n'exporte plus rien, à part le pétrole extrait par des compagnies américaines et françaises qui *sauvent ce régime marxiste*.

En effet, dans le *Cabinda*, petite nation qui réclame en vain *son indépendance*, mais qui vit sous le joug de l'Angola bien que ce pays n'ait aucune frontière commune avec le Cabinda, on trouve des richesses considérables, dont le pétrole. Le scandale, c'est que les Américains de la Gulf Oil et les Français d'Elf-Aquitaine, qui exploitent ce pétrole, en versent les redevances à l'Angola et non pas au Cabinda, fournissant ainsi à Dos Santos des centaines de millions de dollars dont une bonne partie sert à payer les soldes des 50 000 mercenaires Cubains et milliers de Soviétiques qui aident Dos Santos à massacrer ses opposants et à ruiner son pays.

Elf-Aquitaine ne s'en est pas tenue à verser des ors et des argents au tyranneau communiste. Outrepassant la neutralité politique, elle a organisé des voyages de journalistes pour faire la promotion du Président Dos Santos en France (*Paris-Match*, 18-3-88). Une preuve de plus que l'Occident *paie* pour freiner la défaite du communisme, lequel n'existerait plus depuis longtemps sans les milliards d'aide qu'il reçoit du monde capitaliste.

Au *Zimbabwé*, ex-Rhodésie, Robert Mugabe a entrepris une longue marche vers le communisme : création d'un parti unique dont il s'est nommé premier secrétaire tout en demeurant président du pays. Bafouant les accords de Lancaster House qu'il avait solennellement signés, et par lesquels il s'était engagé à ne pas faire un régime raciste, il supprima les sièges des Blancs au Parlement... Ce qui encourage les terroristes qui ont massacré 70 Blancs en 1987. Seize missionnaires blancs, cinq enfants et sept femmes furent torturés dans des conditions atroces. Les terroristes leur avaient attachés les poignets avant de les débiter à coups de hache. Beaucoup d'organisations humanitaires n'ont cure de ces crimes et continuent à distribuer les aides que Mugabe mendie sans vergogne aux Occidentaux (*Europe Magazine*, 1-5-85).

Au *Mozambique*, depuis son indépendance en 1975 et la prise du pouvoir par le chef du FRELIMO : Samara Moïse Machel, la situation n'a fait que se dégrader, conséquence fatale de l'instauration du communisme. L'Etat ne survit que grâce aux revenus rapatriés dans leur pays par 100 000 Mozambicains travaillant en Afrique du Sud. Huit années de guerre civile ont fait un million de morts, 800 000 réfugiés, cinq millions d'affamés. L'URSS, alliée privilégiée du Mozambique, se borne à lui fournir des armes. « Dans ce pays qui se bat contre la famine, l'Etat consacre la moitié de son budget à la guerre contre l'opposition. » (*Pro-Fratribus*, juin 1988.)

La France s'est empressée d'accorder une aide de 40 millions de francs à ce pays communiste et accepte de rééchelonner sa dette à

l'égard du Trésor français, soit 750 millions de francs (*Le Figaro*, 18-2-88). Pis, oubliant que ce pays est contrôlé par Moscou, la France envoie des « instructeurs » pour l'aider à défendre une ligne vitale de chemin de fer régulièrement attaquée par la résistance anti-communiste mozambicaine. Soixante Français restaurent, avec le concours de Sofrérail (filiale de la SNCF), les 550 kilomètres de voie ferrée entre Nakala et le Malawi (*L'Express*, 8-3-88). En février 1988, dix officiers de l'armée mozambicaine arrivèrent à Madrid pour suivre des cours de lutte contre la résistance. Ainsi l'Espagne rejoint la Scandinavie, la France et la CEE dans leur appui à un régime pro-soviétique, « qui a réduit un fleuron de l'ex-empire colonial portugais au rang de pauvre parmi les pauvres » (*L'Impact*, avril 1988).

A *Madagascar*, en prenant le pouvoir en 1975 le général Ratsiraka avait promis au peuple le bonheur pour l'an 2000. Dès fin 1985, le peuple malgache était au fond du gouffre. Dix ans de « socialisme scientifique » avaient mis la grande île et ses dix millions de sujets dans une misère noire : famines dans le Sud, manque de riz qui provoqua les émeutes de Toamasina en novembre 1986, ventes d'enfants...

Les églises protestantes font de cette misère un tableau poignant : « Madagascar est devenu l'un des pays les plus pauvres du monde. Il y a des affamés et leur nombre ne cesse de croître ; il y a des personnes qui ne jouissent plus de liberté, et leur nombre ne cesse de croître ; il y a des disparus, et leur nombre ne cesse de croître. » (*L'Eglise Protestante Malgache*, déclaration 21-5-85.)

Pour sortir du trou noir, le général Ratsiraka fait aujourd'hui appel à la solidarité de l'Occident qu'il méprisait hier. Lucile Ramanandraibe, dans son remarquable *Livre Vert de l'Espérance Malgache*, écrit : « L'aide technique et financière ne vient pas des pays de l'Est essentiellement fournisseurs d'armements et d'idéologies, elle vient de l'Occident. »

En effet, bien que Madagascar subisse le joug marxiste- léniniste, bien que l'île soit contrôlée par Moscou, bien que la répression policière étouffe toute opposition, « des créanciers étrangers dont la France, des institutions financières internationales se sont engagées à consentir d'ici 1990 deux milliards de dollars à Ratsiraka ». (*La Lettre des Comores*, janvier 1988.)

Lucile Ramanandraibe se désespère : « Depuis 1981, le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, les pays bâilleurs de fonds s'acharnent à soutenir les murs d'un bâtiment dont le toit s'est effondré. Le seul résultat en est la prolongation des épreuves du

peuple malgache qui commence sérieusement à s'interroger sur les raisons d'un tel aveuglement. Ce protectorat d'un régime de corruption et de clochardisation, géré par le Fonds Monétaire International, n'a que trop duré. Il y a des limites au pharisianisme. »

L'endettement vertigineux de la grande île a poussé Ratisraka à demander à la France le droit d'entrer dans la zone franc. Cela ne gêne pas le moins du monde Moscou dont la philosophie est, pour le Tiers Monde, qu'il vive en dollars (ou en francs), tout en continuant de voter en roubles à l'ONU et d'acheter des kalachnikov à Moscou. Il en résulte pour Madagascar que sa dette étrangère passera de 3 à 5 millions de dollars, que la famille Ratsiraka et la *nomenklatura* privilégiée continueront à mener la grande vie et que le peuple s'enfoncera dans son état misérable.

Mais pour le monde libre, le résultat sera encore plus grave. Cette grande île dans l'océan Indien représente un porte-avions incoulable pour l'Union Soviétique. C'est un lieu idéal pour y implanter des radars et des stations de repérage des satellites de l'OTAN. Elle peut accueillir des bases de sous-marins soviétiques et abriter des camps d'entraînement pour des commandos terroristes. On comprend pourquoi l'URSS lui fournit un armement ruineux, et pourquoi la Corée du Nord encadre la police politique de Ratsiraka pour l'aider à mater toute révolte de la population affamée.

L'Occident envoie une assistance *humanitaire*, Moscou recueille une place forte militaire.

En *AMERIQUE LATINE*, un des satellites soviétiques les plus rouges, *Cuba*, continue à recevoir de l'aide du monde capitaliste, bien que Castro se soit vanté devant son Assemblée nationale d'avoir triplé sa puissance militaire au cours des cinq dernières années, et alloué en 1986 1 500 milliards de dollars à ses services de sécurité. Ainsi, l'Ouest nourrit le peuple cubain, l'Est arme ses policiers.

Castro est un totalitaire cumulant les titres de Commandant en Chef, président du Conseil d'Etat et des ministres, Premier Secrétaire du Parti comuniste, héros de l'Union Soviétique, décoré de l'Ordre de Lénine. Castro a fourni une aide logistique et un entraînement militaire à des milliers de terroristes de tous les coins du monde : sandinistes du Nicaragua, MIR du Chili, Sentier Lumineux du Pérou, ETA basque, terroristes de Corse, de la Guadeloupe, de la Nouvelle-Calédonie, de l'OLP. Il a envoyé des troupes cubaines dans une douzaine de pays africains. Tout cela n'a pas empêché le démocratique gouvernement de Madrid d'accorder à Cuba un crédit de 35 millions de dollars, ni l'Amérique capitaliste d'acheter à Cuba communiste son sucre au-dessus des cours mondiaux, ni le socialiste Mitterrand de qualifier Fidel Castro « d'homme ouvert et généreux ».

Concernant le *Nicaragua*, Richard Nixon écrit dans son livre *Le Mythe de la Paix* « que la politique américaine de 1979 à 1981, qui consista à donner 120 millions de dollars aux *sandinistes révolutionnaires* sous le mot d'ordre " Nicaragua aux Nicaraguayens ", s'est soldée par un grave échec ».

Depuis que les sandinistes ont pris le pouvoir, des Soviétiques, des Cubains, des Allemands de l'Est, des Libyens, sont arrivés en masse au Nicaragua tandis que des dizaines de milliers de *citoyens* nicaraguayens ont dû s'expatrier pour fuir les persécutions conjuguées du tyran Ortega et de ses suppôts communistes étrangers. Cela n'a pas retenu la France socialiste, en 1984, d'octroyer un don de 16 millions de francs au Nicaragua, une aide alimentaire de 20 000 tonnes, et un prêt financier de 120 millions de francs à des conditions très avantageuses. Cette dictature communiste était devenue le troisième partenaire latino-américain de la France pour la coopération scientifique et technique, après le Brésil et le Mexique (*Présent*, 24-11-84).

En décembre 1988, la France lui livre 400 tonnes de vivres, du matériel de guerre, et des officiers instructeurs.

Au *Brésil*, des subventions culturelles, venant d'associations d'assistance genre « l'Alliance pour le Progrès », se proposent d'alphabétiser les Brésiliens nécessiteux du Nord-Est. L'Alliance s'y emploie par la publication d'un cahier d'Education politique *marxiste*, distribué aux paysans pauvres par deux membres du parti communiste brésilien. On a vu des cas où les dollars venaient des Etats-Unis, et les postes-clés de l'assistance étaient pris en main par des compagnons de route des communistes. Ainsi le grand projet d'assistance occidentale pour irriguer le Nord-Est du Brésil, avec une aide d'un milliard et demi de dollars américains, fut dirigé par le Brésilien *communiste* Rubatore...

***

La philanthropie est une belle tradition chrétienne. Il faut regretter qu'elle passe de plus en plus souvent par de bureaucratiques « multinationales de l'aide », comme les surnomme le Dr Rufin dans son livre judicieusement intitulé *Le Piège*. Les communistes pénètrent et noyautent les organisations caritatives, comme ils ont fait des syndicats ouvriers, des milieux enseignants, des médias et des Eglises !

L'AIDE CAPITALISTE RENFLOUE L'ECONOMIE NAUFRAGEE DU BLOC SOVIETIQUE

Economiquement, l'Union Soviétique est un pays sous-développé. Son histoire fut traversée par de dramatiques famines. Le niveau de vie de ses sujets est lamentable : manque de biens de consommation les plus courants, logements exigus, cuisines communes, queues devant les magasins d'alimentation, pénurie de stylos, de médicaments, de clous, d'aiguilles, de tout. Le PNB par habitant est de 6 300 dollars pour le Soviétique alors qu'il est de 12 700 pour le Français. Mais l'Occident, devenu la vache à lait de Moscou, transfère de plus en plus l'argent qu'il consacre à *sa* Défense contre l'agression soviétique, à la défense de l'économie en faillite de son agresseur.

Dans son livre *Moscou à Wall Street* Eric Laurent donne de nombreuses preuves que c'est l'Occident qui a fait de l'Union Soviétique la super-puissance militaire qu'elle est devenue. Il révèle que quelques *sept à dix milliards de dollars* sont injectés dans son économie par l'intermédiaire des banques communistes *implantées à l'Ouest*.

La tradition est longue de l'assistance que le capitalisme international a apporté à l'Union Soviétique, que ce soit dans l'espoir de faire de bonnes affaires, ou parce que son intelligentzia progressiste l'avait convaincu qu'agir autrement serait « réactionnaire ». Lénine ne dut de gagner sa NEP (Nouvelle Politique Economique) qu'aux investissements des capitalistes étrangers ou à leurs prêts qui ne furent jamais remboursés. Lénine reconnaissait : « Nous avons grandement besoin de l'aide technique des Etats-Unis et du Canada... Je considère qu'il est d'une importance gigantesque d'attirer les capitaux américains pour la construction... du pipeline en Géorgie. » (Lénine, *Œuvres complètes*, 1921.)

Le chef du Conseil national de Sécurité Brzezinsky déclarait : « Le développement économique soviétique entre 1917 et 1935 a essentiellement reposé sur l'aide technologique des Etats-Unis : 95 % des infrastructures industrielles de l'URSS ont bénéficié de notre assitance. »

L'aide américaine à l'URSS pendant la seconde guerre mondiale fut supérieur à tout ce que Staline avait pu espérer : ce sont les Américains qui ont nourri, habillé, armé les Soviétiques. Durant les années qui suivirent cette guerre, l'URSS reçut 15 milliards de dollars de fournitures américaines indispensables à la reconstruction du pays (*Est-Ouest*, mars 1983).

En 1944, l'ambassadeur américain à Moscou écrit au président Roosevelt : « Staline reconnaît que les deux tiers des plus grandes

entreprises soviétiques ont été édifiées avec l'aide des Etats-Unis et grâce à leur assistance technique. » L'usine Kamaz de véhicules lourds fut livrée clés en main par les Occidentaux. Ford construisit sur les bords de la Volga la plus grande usine de camions au monde. Ce sont ces camions militarisés qui ont servi aux Soviétiques pour envahir l'Afghanistan en décembre 1979.

Julius Hammer, un des fondateurs du PC américain, homme d'affaires milliardaire, signa à l'avantage de la Russie de très nombreux contrats. L'un porta sur la somme énorme de 20 milliards de dollars par la fourniture à l'URSS, pendant vingt ans, de fertilisants. La France envoie à l'URSS du beurre à des prix dérisoires : « Nous, Français, recevons force tonnes de viande argentine dont nous n'avons nul besoin puisque nos frigos en regorgent et nous la refilons pour trois sous aux Russes. Le contribuable français et américain, vaches à lait éternelles, font les frais de l'opération », écrit Andé Figueras.

Une autre forme d'aide est d'accepter, année après année, d'avoir des *déficits commerciaux* avec l'URSS. En 1984, le déficit commercial de la France avec Moscou représentait le quart du déficit total de notre balance commerciale. La France continuait de payer au prix fort un gaz qu'elle aurait pu acheter moins cher en Hollande.

Il est d'autant plus scandaleux de ponctionner le contribuable français pour permettre aux Soviétiques de faire des gains commerciaux, que ces gains ne servent pas à mieux nourrir et loger le peuple russe, mais à surarmer ses maîtres : des photos prises en 1988 par satellites ont révélé que l'URSS dispose, dans la presqu'île de Kola, de la plus forte concentration d'armement technico stratégique du globe. On y a recensé sept bases maritimes abritant 50 % de la flotte soviétique de sous-marins et une vingtaine d'aéroports. Ces gains commerciaux servent aussi à surarmer le Tiers Monde communiste et à attiser sa haine contre l'Occident. En 1986 sur les 26 milliards de dollars gagnés par son commerce extérieur, l'URSS en a dépensé 15 pour armer Cuba, le Vietnam et le Nicaragua communistes (Alain Besançon, *L'Express*, 3-3-88).

Une autre forme d'aide est le crédit tous azimuths à l'URSS. A Staline, qui avait assassiné cinquante millions de ses concitoyens la France prêta 15 milliards d'anciens francs au taux d'intérêt ridicule de 3 % pendant quinze ans, à une époque où le gogo de contribuable français devait payer 15 % d'intérêt pour ses propres emprunts.

Au début de 1985, la First National Bank de Chicago avança 200 millions de dollars à Moscou. G. Arbatov confirma en novembre 1985 que quatre grandes banques américaines et une filiale de la Royal Bank of Canada ouvraient 400 millions de dollars de crédit

à l'URSS pour faciliter ses achats de céréales à l'étranger (Pierre de Villemarest, *L'Impact* janvier 1986). L'*emprunt* que l'Union Soviétique a lancé en janvier 1988 lui a rapporté 74 millions de dollars dans la semaine qui suivit son émission. Selon Judy Shelton, depuis que Gorbatchev a pris le pouvoir il y a trois ans, l'endettement soviétique à l'encontre de l'Ouest s'est accru dramatiquement de 50 % (*The Wall Street Journal,* 23-3-88). Et en fin 1988, Mitterrand a offert encore douze milliards de francs à Gorbatchev.

L'Occident est assez stupide, écrit André Figueras « pour s'occuper de sauver en URSS ce qui, de toute manière, est voué à l'échec... Attendons-nous donc à ce que nos fonds publics... soient dilapidés plus encore que de coutume pour donner à Gorbatchev un ballon d'oxygène, qui ne servira d'ailleurs à rien, car le bout du rouleau du communisme est atteint » (*Opinion Indépendante,* 7-10-88).

Une étude parue dans *Financial Market Trade* (publiée par l'OCDE) révèle que l'endettement de l'URSS et de ses dix satellites européens (Bulgarie, Roumanie, Tchécoslovaquie, R.D.A., Pologne, Hongrie) est passé de 82 milliards de dollars en 1984 à 129 en 1987, soit une augmentation de 60 % (*Neue Zuricher Zeitung,* 5-3-88). La plupart de ces dettes ne sont pas remboursées. La Pologne et la Hongrie obtiennent moratoire sur moratoire de l'Ouest, alors qu'elles remboursent leurs dettes à Moscou rubis sur l'ongle. La Pologne du général du coup d'Etat militaire Jaruzelski a 40 milliards de dollars de dettes. Pascal Nari remarque dans *Aspects de la France* que « le régime polonais ne subsiste économiquement que grâce à l'Occident ; sans l'aide de l'Ouest son effondrement serait total et immédiat et l'Union Soviétique n'est pas à même de remplacer cette aide. »

En Roumanie, tout est rationné : le sucre, l'huile, même le pain dans certaines régions, seule la viande ne l'est pas parce qu'il n'y en a pas. Bucarest est devenue une ville fantôme par l'absence d'éclairage. Les restrictions draconiennes interdisent de chauffer les logements à plus de 13°. Au XXe siècle des Roumains meurent de froid par décret... Un vieux prêtre de Siba est décédé d'hypothermie (*Le Figaro,* 28-9-88). Le Congrès national roumain en exil, comprenant 132 organisations de Roumains exilés, a adressé une « lettre ouverte » au socialiste Pierre Mauroy « au nom d'un peuple soumis à un génocide ».

En dépit de ces atrocités commises par le pouvoir communiste, la Roumanie bénéficie de la « clause de la nation la moins favorisée » consentie par les Etats-Unis, et l'Occident vient de lui prêter 18 milliards de dollars !

L'ex-directeur du contre-espionnage roumain, Ion Pacepa, passé à l'Ouest en 1978, a dévoilé que la Roumanie était devenue une

des plaques tournantes du pillage technologique auquel se livre le bloc de l'Est. De nombreuses sociétés occidentales, encouragées par leur gouvernement, passent des contrats avec la Roumanie sous le prétexte fallacieux de contribuer à la détacher de l'URSS ! Selon Ion Pacepa, 35 % de l'inventaire industriel roumain en 1978 avait pour origine des opérations d'espionnage et de détournements de technologie comme celui des plans du char ouest-allemand Léopard II. De 1960 à 1970, Ion Pacepa estime que l'économie réalisée par la Roumanie grâce aux apports occidentaux se chiffre à 800 milliards de dollars ! (*Liens Atlantiques,* octobre 1984).

L'Allemagne communiste est encore plus gâtée par les générosités de l'Allemagne capitaliste. Son crédit annuel a été accru en 1985 de 250 millions de marks et les exportations de l'Allemagne communiste vers l'Allemagne démocratique sont exemptes de tarifs douaniers (Jean-Paul Picaper, *Le Figaro,* 8-7-85).

UN MARIAGE CONTRE NATURE : CEE-COMECON

Pour mieux sortir de l'ornière les économies malades des pays satellites de l'URSS, les douze démocraties membres de la CEE ne trouvent rien de mieux que de reconnaître diplomatiquement, le 25 juin 1988 à Luxembourg, les dix *dictatures* du COMECON, sorte de marché commun incluant l'URSS, ses satellites européens, la Mongolie, le Vietnam et Cuba : « Cet accord », déclara Bernard Antony à l'Assemblée Européenne de Strasbourg, « est un coup porté à l'espérance des peuples de souffrance... mais il constitue un ballon d'oxygène pour les maîtres de l'Union Soviétique ». D'autant qu'un consortium de banques de l'Allemagne de l'Ouest, en contrepartie de l'acceptation par Moscou de l'appartenance de Berlin-Ouest à la CEE, a ouvert un crédit au profit de l'URSS d'un montant de 12 millions de francs ! Et que la CEE a signé un accord avec la Hongrie consacrant le libre accès de ses produits manufacturés aux marchés de la Communauté !

Le COMECON ne servira plus seulement à écouler à des prix ridiculement bas les produits agricoles d'une Europe garde-manger du bloc de l'Est, il servira aussi à transférer massivement nos technologies avancées à l'Europe communiste. Transfert vital pour la sauver du marasme où elle s'enfonce : les sept pays européens du COMECON ont un taux de productivité inférieur de 50 % à la moyenne des 12 du CEE (*Défense globale,* septembre 1988).

En aidant les satellites de l'Union Soviétique, l'Occident ne fait

que permettre à Moscou de se décharger de ses obligations économiques envers eux pour mieux les consacrer à son effort de guerre contre le monde libre. De plus, selon Jean Tanguy (*Esope,* juillet 1988), le mariage CEE-COMECON accroîtra les conflits commerciaux entre la CEE et les Etats-Unis, ce qui fait naître à Moscou l'espoir de pouvoir « enfoncer un coin » dans l'alliance atlantique.

Cet espoir a déjà été servi en août 1988 par le coup de gueule des socialistes français contre « l'intolérable protectionnisme américain ». Lesquels socialistes ne se gênent pas pour renforcer leurs mesures protectionnistes contre le Japon.

L'AIDE TECHNOLOGIQUE A L'URSS

En plus de l'aide financière, commerciale et alimentaire, l'économie délabrée de l'Union Soviétique a bénéficié d'une aide technologique occidentale colossale. Celle-ci a été fournie par les voies les plus diverses comme les *sociétés mixtes,* l'espionnage, le pillage, le rachat plus ou moins frauduleux de pans entiers de nos entreprises de pointe par le truchement des sept banques communistes installées dans le monde libre, dont la Banque commerciale pour l'Europe du Nord en France et la Moscou Narodny Bank aux Etats-Unis. « La cible privilégiée est Silicon Valley, le cœur scientifique des Etats-Unis où s'élaborent dans le secret les techniques du prochain millénaire » (*Le Choc du Mois,* avril 1988).

Que sont donc ces *Sociétés mixtes Est-Ouest ?* Un stratagème de l'Est pour piller la technologie de l'Ouest. Ainsi Interquadro, la société mixte française, italienne et soviétique, a pour tâche de mettre en œuvre, dans l'agriculture et l'industrie soviétiques, des systèmes de gestion de la production assistés par ordinateurs, de former des spécialistes soviétiques et d'organiser de stages de maintenance.

Mais dans toutes ces sociétés mixtes où c'est l'URSS qui reçoit l'enseignement et l'Occident qui le donne, c'est l'URSS qui détient *toujours la majorité des actions* et assure ainsi le contrôle de l'entreprise. De telles sociétés voient le jour dans tous les domaines qui nécessitent la maîtrise de techniques de pointe.

Le chancelier Helmut Kohl a signé une trentaine de juteux accords (juteux pour Gorbatchev) au cours de sa visite à Moscou en novembre 1988. Les hommes d'affaire allemands s'apprêtent à entériner 80 projets dans le domaine des *entreprises mixtes* (concernant l'énergie nucléaire, les biens d'équipement, etc.). Le magnanime chancelier

a offert de former techniquement dans *son* pays, et aux frais de *ses* contribuables, 3 000 jeunes Soviétiques pendant trois ans ! Les goulags de Lénine, de Staline et les tanks de Brejnev à Prague n'ont rien appris aux affairistes du monde libre.

Le numéro un soviétique accueillait le chancelier allemand en déclarant : « La glace est brisée. » Entendez : la glace du caissier de la banque d'Allemagne, qui offrait un milliard 670 millions de dollars de crédits à Gorbatchev.

Les dirigeants du monde libre font la queue, à Moscou, chéquier en main, pour remettre au léniniste Gorbatchev le plus gros magot : l'italien, : 775 millions de dollars ; l'autrichien, le suisse, le moyen-oriental : 1 milliard de dollars ; le français : 2 milliards ; le japonais : 2 milliards ; le britannique : 2 milliards 600 ; en tout *10 milliards de dollars en dix jours.* Le Kremlin, qui n'en avait obtenu que 8 en trois ans, souhaite que cela dure (*Le Point sur les i,* 19-10-88).

Ainsi le monde libre s'obtine à financer le pillage de sa propre technologie, ainsi que la perpétuelle salvation d'un système économique collectiviste non viable et d'un système politique communiste haï de ses sujets.

Les avantages des sociétés mixtes pour l'URSS sont considérables : acquérir au moindre prix le savoir-faire technique dont son économie manque cruellement. « Ce qui explique », écrit Jean Boismortier « la multiplication de telles sociétés pour le plus grand malheur de l'Occident, toujours aussi veule qu'aveugle » (*Magistère Information,* 15-3-88).

Sogexport, filiale de la grande banque française Société Générale, a livré à l'URSS des équipements électroniques, des matériels ultra-sensibles, le fin du fin des techniques de l'informatique qui peuvent lui permettre de progresser à pas de géants en technologie militaire. *L'Express* (22-10-87) a révélé les pièces de ce dossier explosif. Les livraisons furent faites, selon cet hebdomadaire, au mépris des règles établies par le COCOM, organisme de contrôle occidental.

De même, de 1982 à 1984, la firme japonaise Toshiba a livré aux Chantiers Navals de la Baltique, à Léningrad, des machines robotisées de 250 tonnes. Avec le concours d'ordinateurs fournis par la compagnie norvégienne Kongsberg, les « géantes » de Toshiba fabriquent des hélices à hautes performances capables de rendre *silencieux* les *sous-marins soviétiques,* que les Occidentaux pouvaient suivre jusqu'alors en raison de *leur bruit.* C'est désormais impossible. Voilà un coup sensible porté à la sécurité du monde libre.

La centrale d'achats soviétique *Technoprom-Import,* émanation de l'Agence IV du Commerce Extérieur soviétique, est chargée d'in-

venter des stratagèmes pour déjouer les contrôles occidentaux à l'exportation. Deux de ses directeurs, un colonel du KGB et un général du GRU (service secret de l'armée rouge), vieux routiers de l'espionnage industriel, coordonnent la « grande fauche » technologique à l'Ouest, surtout de circuits intégrés très performants dits « mémoires à bulles », de micro-puces, d'ordinateurs de la cinquième génération, de matériaux d'avenir comme l'arséniure de gallium qui permet des vitesses de calculs dix fois plus élevés que le vulgaire sillicium, et résiste aux radiations d'une explosion nucléaire. Ainsi les Soviétiques sont en train d'économiser des années de recherches dans le domaine capital des circuits intégrés ultra-miniaturisés, ultra-rapides et ultra-résistants, conclut *L'Express*.

Toutes ces inventions ont des retombées militaires. Elles aident l'URSS à moderniser ses systèmes de missiles anti-missiles, à interpréter les communications entre satellites militaires occidentaux, ainsi que les communications du champ de bataille. En conséquence, nous, Occidentaux, *supportons deux bugets militaires :* le nôtre et celui des Soviétiques. « Il y a quelque chose de choquant », écrit Alain Besançon, « à taxer deux fois les contribuables occidentaux ». La première pour alimenter le budget de *leur propre défense,* la seconde pour subventionner les crédits qui alimentent les budgets de *la guerre soviétique.*

A toutes ces formes d'assistance fournie par l'Occident à Moscou, il faut ajouter celles consécutives à des mesures démagogiques prises *contre* des Etats amis et bastions militaires du monde libre, comme les sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud.

Selon l'Institut des Etudes Américaines et l'Université Rand Afrikaans, ces sanctions ont conduit l'Occident à accroître d'une façon considérable ses importations d'origine soviétique. Alors que de 1981 à 1985, les Etats-Unis importaient une moyenne *mensuelle* de 479 tonnes de chrome soviétique, d'octobre 1986 à mars 1987 la moyenne mensuelle des importations fut de 64 440 tonnes ! Depuis le début des sanctions contre la RSA, le volume de l'antimoine acheté par l'Ouest en provenance de sources autres que sud-africaines a centuplé, celui du platine a quintuplé, celui du rhodium a triplé, celui du zinc a quadruplé (*Business Day*, 11-12-87).

En bref, l'Occident est en train de ruiner un bastion de la défense du monde libre, l'Afrique du Sud, au profit de son principal ennemi : l'impérialisme soviétique.

***

L'URSS, deuxième puissance militaire au monde — et bientôt la première car 16 % de son PNB s'engouffre dans ses armements contre 1 % en Asie, 4 % en Europe et 7 % aux Etats-Unis — n'en est encore qu'au 37° rang pour le revenu par tête d'habitant. L'URSS n'est pas seulement un pays économiquement sous-développé, elle est encore un pays sous-alimenté. Ceux qui pensent que c'est là une calomnie n'ont qu'à lire la *Pravda* du 2 septembre 1988 qui révèle la pénurie alimentaire dont souffre la population. Des *tickets de rationnement* sont nécessaires pour la viande, le beurre, le sucre. La *Pravda* écrit que *43 millions de famille,* dont le revenu se borne à *190 francs par mois,* consomment en 1988 35% moins de viande et de produits laitiers qu'en 1970 ! La même *Pravda* reconnaît que les produits alimentaires (caviar, crabe, esturgeon, viande, café) sont détournés vers les circuits de distribution réservés aux responsables du parti et du gouvernement. Et les bocheviques prétendaient avoir fait la révolution pour instaurer l'égalité des prolétaires et des bourgeois !

Croyant à la thèse : « engraissons l'ours soviétique et il se transformera en un bon gros toutou », l'Occident ouvre grand les robinets de sa générosité « pour aider l'URSS à se démocratiser ». Ce faisant, il va permettre à Gorbatchev, avec le beurre offert par « le monde capitaliste », de sauver sa dictature totalitaire incapable de produire du beurre.

L'économie soviétique ne se relève pas de la collectivisation marxiste. Mais elle compte sur l'aveuglement du monde libre pour la sortir, dans le secteur économique aussi, du guépier où son régime étatique la maintient. Au fond, comme le Tiers Monde communiste, l'Union Soviétique vit en dollars et « vote » en roubles.

L'ARGENT DE CERTAINES ORGANISATIONS CARITATIVES ARROSE DES GANGS TERRORISTES

L'Armée dite « de Libération des Peuples de Namibie », la Swapo une organisation terroriste qui mène la guérilla dans le Nord de la Namibie, reçoit de l'ONU dix millions de dollars par an à titre d'aide humanitaire ! Des millions lui sont aussi versés par la Suède, la Norvège, le Conseil Mondial des Eglises, la Communauté Economique Européenne. Une partie de ces sommes financent des camps « de rééducation » de réfugiés namibiens situés en Angola communiste, camps où les travaux forcés, les « lavages de cerveaux » et l'endoctrinement marxiste sont à l'ordre du jour (*Weindhoek*

Observer, 20-4-85). Ce journal namibien ajoute que les gardiens de ces camps vendent au marché noir partie de la nourriture, des médicaments, des couvertures et des équipements de secours envoyés par l'Occident.

Quarante parlementaires britanniques, dont le vice-président du groupe de défense des droits de l'homme, Bernard Braine, ont demandé au Secrétaire Général de l'ONU d'œuvrer à la libération des cent Namibiens détenus sans procès par la SWAPO dans des camps en Angola et en Zambie. Même Amnesty International y fait référence dans son rapport de 1987. La Société Internationale des Droit de l'Homme de Francfort donne le nom des 37 membres *dissidents* de la SWAPO qui ont péri dans les camps en Angola. Mais en dépit de ces crimes, l'ONU et le Conseil Mondial des Eglises continuent à verser des millions à la SWAPO.

Un autre exemple du dévoiement de nos charités vers des organisations *terroristes* ressort de la lettre adressée par le représentant en France de l'OLP aux maires de notre pays. Ibrahim Souss leur écrit : « J'ai l'honneur de vous informer que sous le haut patronage de Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, plusieurs associations humanitaires organisent l'acheminement de vivres, médicaments et matériels médicaux aux populations déshérités des territoires occupés... Votre contribution à ce projet sera hautement appréciée. Les donations peuvent être envoyées à *Témoignage Chrétien.* », etc.

Mgr Gaillot se sert de l'alibi « humanitaire ». Mais il ne peut pas ignorer que l'argent récolté ne servira pas à fournir des vivres et des médicaments aux Palestiniens des territoires occupés par Israël, pour la bonne raison que ces Palestiniens mangent amplement à leur faim et ne manquent ni de médicaments, ni d'hôpitaux. Cet argent servira à armer les terroristes de l'OLP.

Dans son *Courrier Hebdomadaire* (14-4-88), Pierre Debray fait ces commentaires : « Mgr Gaillot, si prompt à condamner Israël, a sans doute oublié ce qui s'est passé le 13 avril 1975. Ce jour-là les tueurs de l'OLP firent exploser une voiture piégée devant une église de Beyrouth où priaient des catholiques. Ce fut le premier d'une série d'attentats destinés à éliminer toute présence chrétienne au Liban... cet évêque se rend complice du terrorisme international dont l'OLP est une des branches et, de ce fait, se conduit en agent d'influence de l'Union Soviétique. »

Le Comité contre la Faim et pour le Développement (CCFD), qui détient le monopole des quêtes de carême dans les églises catholiques, qui bénéficie d'un million de donateurs réguliers, est accusé, par de nombreuses personnalités respectables, d'attribuer une partie

des fonds collectés à des organisations marxistes révolutionnaires dont le but est d'imposer un régime qui n'est pas celui souhaité par la majorité des catholiques versant leur obole. Les premières accusations vinrent en 1973 de Mgr Rhodain fondateur du Secours Catholique, et de Pierre Debray. Puis Guillaume Maury, dans son livre *L'Eglise et la Subversion*, écrit : « Le sens ultime de l'action du CCFD n'est pas.. celui d'une action charitable catholique, mais une action politique... L'enjeu n'est pas la faim dans le Tiers Monde, c'est la Révolution. »

Michel Algrin, dans son ouvrage *La Subversion humanitaire des bonnes œuvres du CCFD*, révèle que le CCFD a fait don de 601 000 francs aux éditions l'Harmatton et Karthala pour la publication d'un livre préfacé par *Jacques Chonchol*, le sinistre ministre de « l'expropriation des paysans » dans le gouvernement Allende, qui fut responsable de la disette martelée par le choc des casseroles vides que des milliers de mères tapaient l'une contre l'autre pour signifier que les enfants avaient faim.

Le CCFD fut également pris à partie par *Le Figaro Magazine* (12-3-88) dans les termes suivants : « Nous ne cesserons jamais de dénoncer l'imposture du CCFD... Son discours caritatif en faveur des pauvres est un acte de propagande qui utilise les pauvres comme Lénine utilisait le prolétariat, c'est-à-dire comme une force mobilisable pour faire la révolution... Le CCFD destine les dons de la charité à des entreprises dont la finalité est de favoriser l'avènement de régimes socialo-communistes. »

Le cardinal Jaime Sen, chef de l'Eglise catholique philippine, dénonça « la collusion d'organisations christo-marxistes avec une insurrection *armée communiste* ». Il déclara en février 1988 que de l'argent venant d'Europe avait été transféré par un organisme officiel *de l'Eglise*, vers l'*organisation clandestine du PC philippin*... L'argent que le NASSA (Secrétariat National pour l'Action Social Justice et Paix) quête pour des projets d'action sociale est « utilisé pour acheter des armes et renforcer la Nouvelle Armée du Peuple, nom de la guérilla communiste, laquelle fait régner la terreur dans les campagnes par des supplices raffinés ». « Leur sauvagerie n'a d'égal que celle des Khmers rouges », rapporte le correspondant du *Time Magazine* H. Munro. Or, dans la revue du CCFD, *Faim Développement Magazine* de juin 1986, Mgr Fauchet déclare que « 25 projets du CCFD pour 1985 furent réalisés avec le NASSA ».

Dans sa revue *Faim Développement Magazine* (octobre 1987), le CCFD reconnaît avoir reçu, en 1986, 6 183 163 francs des Communautés Européennes. Sur cet argent des contribuables, le CCFD a

versé 2 915 212 francs pour « l'aide alimentaire aux coupeurs de cannes » de l'île de Negros, un des bastions les plus durs de la guérilla philippine. Un ex-officier de la Nouvelle Armée du Peuple (communiste), Juan Alcover, rapporte que le NASSA obtint des fonds de l'étranger pour acheter officiellement une flottille de bateaux de pêche, lesquels furent utilisés pour transporter des armes, des munitions et des guérilleros » (*News Weekly Australia,* 15-10-86). Or, depuis 1981, le CCFD finance ces organisations de pêcheurs... en eau trouble... par l'intermédiaire du NASSA. Cela alla si loin que l'épiscopat philippin décida de dissoudre la branche d'action sociale du NASSA qui finançait la guérilla communiste contre la présidente Cory Aquino.

Certaines églises sont en si bonne intelligence avec les terroristes que « le signe du baptême qu'elles appliquent n'est plus l'ablution d'eau, c'est la remise au parrain d'une cartouche de fusil M16 qu'il fait toucher des lèvres à l'enfant » (*Echo de l'Oranie,* août 1988).

Savez-vous qu'au Nicaragua, dont le gouvernement communiste comprend trois prêtres, le jeune diacre, le jour de son ordination dépose sur l'autel une Bible, les œuvres complètes de Karl Marx et une mitraillette ? Cela n'a pas retenu le CCFD de financer dans ce pays la revue *El Machete* (165 000 francs en 1987) dans laquelle les chrétiens français seraient surpris de découvrir des instructions illustrées de photos relatives au maniement du fusil d'assaut soviétique AKM-762 et du fusil VZ-52. Michel Algrin rapporte que 58 millions de francs ont été donnés par le CCFD à des guérilleros marxistes et des pays communistes (Pierre Lorrain, *Spectacle du Monde,* juin 1988).

Irving Shelton confirme dans *L'Homme Nouveau* (20-3-88) que les bureaux d'organismes caritatifs comme Christian for National Liberation, Iglésia en Cristo, l'Institut des Evêques pour l'Action sociale, le NASSA, sont davantage ornés de photos de *guérilleros* que de *crucifix*...

Les quêtes de carême aboutissant dans les coffres de la guérilla philippine peuvent menacer les intérêts français, car les bombes des terroristes sont dirigées contre les bases américaines de Clark et Subic Bay, lesquelles protègent la Nouvelle-Calédonie des redoutables bases soviétiques de Cam Ranh et Spratly au Vietnam. Aux Philippines, des églises françaises financent donc des ennemis de la France.

Une partie des 70 millions de rands alloués par la Communauté Européenne à des projets humanitaires est allée au Congrès sud-africain de la Jeunesse, un mouvement *communiste*. Et cela par le

truchement du Conseil Sud-Africain des Eglises (SAAC) (*Digest,* n° 5 1988). Les évêques anglicans du Zimbabwé ont protesté par deux fois auprès du Worl Council of Churches (WCC) — appelé aussi Conseil Œcuménique des Eglises (COE) — contre l'appui qu'il donne aux mouvements terroristes. Le révérend Père Arthur Lewis le dénonce dans son livre *Au nom du Christ en Afrique Australe*. Des aumônes recueillies dans nos églises par le CCFD catholique sont allées aux pouvoirs communistes de l'Afrique australe, du Vietnam et du Nicaragua. Elles ont servi, non à nourrir les peuples qui ont faim, mais, en consolidant le pouvoir de leurs tyrans communistes, à affamer ces peuples davantage.

L'AIDE OCCIDENTALE : UN FREIN A LA REVOLTE DU TIERS MONDE CONTRE LE COMMUNISME

Parmi les nombreux pays du Tiers Monde qui tombèrent sous influence soviétique, quelques-uns ont secoué leurs chaînes et sont retournés vers le monde libre. Mais ce n'est pas grâce à l'aide économique fournie par le monde libre que ce retournement salvateur eut lieu. Il est le résultat de la misère et de l'esclavage que le communisme instaura : expropriations, collectivisations, pénurie, famine, en ce qui concerne la *misère* ; délations, internements, goulags, en ce qui concerne l'*esclavage*.

Ainsi, en 1965, le peuple *indonésien,* dans une explosion de révolte contre le président Soekarno et ses argousins communistes, massacra plus de 300 000 membres du PC indonésien et des syndicats rouges. Il est étonnant qu'un tel génocide de communistes n'ait pas fait plus de bruit à l'époque. Il semble que le PC français ait voulu étouffer la nouvelle de cette sanglante *justice populaire*.

Si l'Egypte prit ses distances avec Moscou après la mort de Nasser, c'est parce que les Soviétiques avaient fait main basse sur plusieurs années de récolte de coton à venir, en échange de quoi les Egyptiens recevaient des armes guère capables de satisfaire leur estomac vide, c'est parce que les diplomates soviétiques faisaient main basse sur les trésors de l'antiquité égyptienne. Une fois encore, ce fut, non pas l'aide occidentale, mais les excès de l'impérialisme soviétique qui permirent au monde libre de récupérer son allié égyptien.

Au *Burundi,* si le colonel Jean-Baptiste Bagaza fut renversé, c'est parce qu'il persécutait les catholiques. Les lieux de culte furent rouverts en fin 1987. A la cathédrale de Gitega où 3 000 croyants

allèrent remercier le Seigneur, les deux officiants étaient encore, la veille, en prison (*Magistère Information,* 15-1-88).

En *Guinée,* quand le tyran soviétophile rendit son âme au Diable, cet autre soviétophile Mitterrand se rangea aux côtés des pleureuses officielles pour gémir : « Sa mort sera durement ressentie dans son pays dont il était le chef d'Etat le plus remarquable. » Après quoi Mitterrand reçut l'affront le plus cuisant de la part du peuple guinéen qui dansa de joie en apprenant que la tyrannie de Sékou Touré avait été enterrée avec lui. Car ce chef d'Etat que Mitterrand pleurait fut le Staline de l'Afrique Noire. Il avait envoyé à la mort des milliers de ses compatriotes, et même pendu — pour l'exemple — 58 de ses opposants sur le pont le plus connu de sa capitale et qu'il avait baptisé « pont Fidel Castro ». C'est à cause de ces excès que la Guinée cessa d'être communiste, non à cause de l'aide économique de Mitterrand.

En *AMERIQUE LATINE,* le *Guatémala,* dès l'après-guerre, était tombé sous le régime collectiviste de Arbenz. Celui-ci fut renversé par un soulèvement général et Arbenz alla se réfugier en Tchécoslovaquie communiste.

Au *Brésil,* le régime communisant de Goulart et de son beau-frère Brizola fut renversé par un mouvement populaire mené sous le drapeau du gouverneur de Rio de Janeiro, Carlos Lacerda. J'avais écrit un livre sur la guerre subversive *Il est Moins Cinq* que Carlos Lacerda traduisit en portugais. Il m'invita au Brésil pour y faire des tournées de conférences. Quelques mois plus tard Goulart était renversé. Si bien qu'au cours d'une visite que Carlos Lacerda fit en France, il déclara à la presse avec humour : « Mme Suzanne Labin et moi-même avons *sauvé le Brésil du Communisme !* » Plaisanterie mise à part, je ne pense pas y avoir été pour grand-chose ; mais je puis vous assurer que l'aide occidentale n'y fut absolument pour rien.

Le plus célèbre pays à s'être libéré du joug communiste fut le *Chili.* L'Unité Populaire était dirigée par Corvalan chef du PC chilien, et par Allende chef du parti socialiste, lequel était marxiste-léniniste dans ses statuts donc communiste — puisque Marx et Lénine sont communistes, que je sache. C'est d'ailleurs pour cette raison que ce parti socialiste ne fut pas admis dans la Seconde Internationale socialiste. En trois ans, de 1970 à 1973, les Chiliens souffrirent la ruine économique, la confiscation des terres, la disette, les queues, l'étatisation des entreprises, une inquisition intolérable de la part des ligues para-militaires. C'est pourquoi la grande majorité

du peuple et les femmes chiliennes jouèrent un rôle primordial dans la chute d'Allende.

⁂

Ainsi, dans tous ces pays, depuis l'Indonésie jusqu'au Chili, en passant par la Guinée, ce fut l'extrême misère et oppression engendrées par les tyrannies communistes, non *l'aide occidentale,* qui poussa leurs peuples — femmes et militaires, bourgeois et prolétaires confondus — dans une union sacrée pour renverser leurs tyrans pro-soviétiques.

La présomption s'impose donc que l'aide occidentale à des pays communistes, en rendant la misère plus supportable, a empêché ces pays de se soulever contre la terreur communiste. L'aide occidentale, qu'on s'obstine à présenter comme un antidote à la communisation du Tiers Monde, aura été au contraire un frein à la révolte de ce Tiers Monde contre le communisme.

L'AIDE SOVIETIQUE EST UN INSTRUMENT DE DOMINATION POLITIQUE

Les peuples et leurs mentors ont rarement la reconnaissance du ventre. Ce qui les galvanise ce sont : en technique les *hochets spectaculaires*, et en politique les *déchaînements passionnels*. Les *anti*, comme l'anti-capitalisme, l'anti-américanisme, l'anti-colonialisme, l'anti-racisme, procurent aux Soviétiques beaucoup plus de partisans que les sacs de blé n'en procurent aux Occidentaux.

L'AIDE SOVIETIQUE EST CONDITIONNEE POLITIQUEMENT

La propagande soviétique a répandu le bruit que l'aide américaine est diaboliquement intéressée, alors que l'aide soviétique serait complètement désintéressée. C'est une autre tromperie. Du côté soviétique, ce qui frappe c'est le caractère sélectif de sa manne. Tous les pays qui en bénéficient — tous sans exception — doivent soutenir la politique étrangère du Kremlin.

Une étude de l'OTAN pour 1983 révèle ce qui suit : Alors que l'aide des pays libres dépassait 30 000 millions de dollars, celle du bloc soviétique n'atteignait que 6 700 millions de dollars, dont trois Etats *communistes* parce que *super-alignés politiquement* se partageaient 87 %, soit : Cuba 63 %, le Vietnam 15 %, la Mongolie 9 %. Les 12 % d'aide soviétique restants, soit la misère de 525 millions de dollars, allait au vaste Tiers Monde (*Impact*, novembre 1985).

Que les roubles du Kremlin soit assortis d'exigences de vassalisation, l'incident de Belgrade l'a révélé dès 1957. Coupable d'organiser ses Congrès communistes selon le solfège yougoslave et non selon les diktats soviétiques, Tito s'est vu aussitôt privé de 320 millions de dollars d'aide soviétique. Il advint la même mésaventure à l'Albanie,

la Chine de Mao, l'Egypte, dès que ces pays cessèrent d'appliquer les ukases de Moscou.

Le peuple finlandais donna, en 1958, une forte majorité au parti socialiste de Fagerholm qui était anti-communiste. Après la guerre, la Finlande avait monté des usines pour s'acquitter du lourd tribut des « réparations » que l'Union Soviétique lui avait imposées. Une fois le tribut payé, ces usines ne purent continuer à travailler qu'en vendant leurs produits à l'URSS, car ils étaient trop chers pour le marché international. Que fit donc le Kremlin quand il vit arriver au pouvoir son adversaire anti-communiste Fagerholm ? Il stoppa net tous ses achats. Les entreprises finlandaises durent fermer leurs portes, les ouvriers furent réduits au chômage, et Fagerholm dut céder la place à un agrarien soviétophile. Après quoi les achats des Soviétiques reprirent.

Dans les cas d'insoumission comme en Birmanie et en Bolivie socialistes, la punition fut le dumping économique. Le Kremlin provoqua une baisse artificielle des prix du tungstène et de l'étain, ce qui causa de grandes pertes financières à ces deux pays.

La moralité de l'histoire, c'est que pour recevoir l'aide soviétique, il ne suffit pas d'être un pays sous-développé, il faut encore être un pays sous tutelle.

L'AIDE SOVIETIQUE PORTE SUR DES PROJETS SPECTACULAIRES

Les Soviétiques ont une prédilection pour les projets pas coûteux mais qui impressionnent les populations. En voici quelques exemples :

A Djakarta, dans une ambiance indonésienne à l'époque très famélique, Moscou a construit un stade gigantesque. A Rangoon, où l'on fait des queues devant les magasins d'Etat vides, les Soviétiques ont édifié les œuvres les plus voyantes : un théâtre, un stade, un hôpital de luxe que les malades de Moscou envieraient aux Birmans. Le camarade Khrouchtchev exigea qu'une grande plaque soit apposée à l'entrée de ces édifices portant l'inscription « cadeau du peuple soviétique ».

En Afghanistan, les Soviétiques avaient pavé les rues de la capitale au moyen de machines rutilantes et pétaradantes qui émerveillaient les simples Afghans. Cela leur a coûté mille fois moins que la construction de routes reliant les marchés intérieurs à la capitale entreprises par les Américains, mais cela leur a rapporté mille fois plus de prestige, car les routes percées par les Américains, bien que

d'un intérêt économique très supérieur, passent par des déserts, tandis que les masses, dont les Soviétiques cherchent toujours à frapper l'imagination, vivent dans les grandes villes.

L'aide occidentale, au contraire, ignore les ouvrages d'apparat qui frappent l'esprit des masses et remplissent d'orgueil les chefs des jeunes Etats, avides de prestige personnel.

L'AIDE SOVIETIQUE S'ACCOMPAGNE D'UNE PLETHORE DE TECHNICIENS AGENTS DOUBLES

Washington ne désire pas exporter trop de techniciens dans le Tiers Monde, parce qu'un ingénieur américain — qui a coutume de voyager avec sa famille, sa voiture et réclame des hôtels à air réfrigéré — coûte les yeux de la tête. Moscou, au contraire, cherche à envoyer le plus grand nombre de ses cadres dans le Tiers Monde, ce qui est possible car leurs frais d'entretien sont minimes du fait qu'ils sont contraints de laisser leur famille en Russie. Ce qui fait des économies et crée des otages familiaux empêchant les techniciens de « choisir la liberté ».

On a calculé que les projets soviétiques, à égalité de valeur avec ceux des Américains, mettent en campagne cinq fois plus de techniciens sur place. Ainsi dans l'Egypte de Nasser soviétophile, 1 500 techniciens des pays communistes dont 800 Soviétiques grouillaient autour des chantiers contre 200 techniciens américains autour des leurs. En Afghanistan, il y avait plus de techniciens et « conseillers » soviétiques que de membres du parti communiste afghan. On a vu dans quelle galère cette pléthore d'agents secrets soviétiques a conduit ce malheureux pays. En Inde, l'aciérie financée par Moscou avait besoin de 800 techniciens soviétiques tandis que 200 Anglais suffisaient pour celle, de taille égale, financée par la Grande-Bretagne.

Remarquons que cette pléthore d'agents existe également dans les ambassades soviétiques. Tout le monde le sait, concernant les ambassades, mais tout le monde ignore que de nombreux « techniciens » soviétiques qui peuplent les entreprises du Tiers Monde sont des agents de la propagande ou de l'espionnage du KGB ou du GRU.

Si les Américains prennent soin d'envoyer dans leurs programmes d'aide au Tiers Monde du personnel bien qualifié *techniquement*, les Soviétiques prennent soin d'y envoyer des agents bien qualifiés politiquement, c'est-à-dire plus aptes à propager des slogans marxistes qu'à calculer des cycles de Carnot. De sorte que les pays du Tiers

Monde qui les reçoivent et croient payer des services techniques, *paient en fait les services de leurs futurs fossoyeurs.*

Gérard de Villiers le confirme : « La Russie soviétique est installée partout sur le continent africain : vrais ou faux diplomates dans les capitales, agents secrets sur les pistes ou dans les forêts... On parle d'une aide soviétique. Elle est dérisoire en vivres et abondante en armes *de toutes sortes* » (*Paris-Match*, 1-11-85).

Une étude de l'ONU, du début 1985, révèle que plus de 160 000 experts civils et militaires venant d'URSS, de ses satellites, de Cuba, du Vietnam, étaient en poste dans le Tiers Monde. Olivier Malentraide considère que ces chiffres sont bien *minorés*... Et qu'il faut préciser que la plupart de ces « experts » sont des agents du KGB dont les familles sont retenues en otage en URSS (*Présent*, 23-3-85).

Au contraire, les techniciens dépêchés par les Etats-Unis sont instruits de se tenir à l'écart de la politique locale, et de se boucher les oreilles quand les autochtones autour d'eux tiennent des propos anti-yankees. D'ailleurs le voudraient-ils que les programmateurs d'aide américaine ne pourraient pas utiliser comme propagandistes des ingénieurs qui n'ont aucune préparation doctrinale, ni aucune formation d'agitateur. Pis, qui se prêtent bien mieux à être intoxiqués par les sophismes « progressistes » et « anti-capitalistes » qui abondent dans le Tiers Monde, qu'à éclairer les natifs sur les bienfaits de la liberté occidentale.

En vérité, c'est le comportement américain qui est décent et le soviétique impudent dans un monde qui serait décent. Hélas, le Kremlin nous fait vivre dans un monde indécent. Or, du moment où les thermo-dynamiciens soviétiques s'occupent à organiser des « comités syndicaux » et des « bandes terroristes », plus qu'à préparer des isolements thermiques, il devient indispensable que les dispensateurs de l'aide occidentale sachent en faire autant. Sinon ils seront inéluctablement délogés du Tiers Monde... puis, peu de temps après, *de leur propre monde.*

L'AIDE SOVIETIQUE S'ACCOMPAGNE D'UN TORRENT DE PROPAGANDE

Les Soviétiques donnent la priorité à la création d'équipements qui servent leur propagande : émetteurs de radio et de télévision, imprimeries modernes, studios cinématographiques pour films à thèses, camions dotés de haut-parleurs.

Ainsi l'émetteur de télévision et l'imprimerie qu'ils ont édifiés à

Conakry dépassent de beaucoup les besoins de la Guinée. A Madagascar, Moscou a offert une station de radio ultra-moderne à Diego Suarez. Dans les rues de Tannanarive, les publications de l'Est et la revue de l'Armée Rouge sont à l'étal des kiosques à journaux. Dans le centre de la ville, les panneaux de propagande des pays frères vantent les merveilles des œuvres de Lénine et de Kim Il-song.

Dans le Tiers Monde, les porteurs de mots, bien plus que de pain, constituent le nerf de l'aide soviétique. L'Occident ignore que les mots sont les obus du XX° siècle. « Ignorer » est un terme trop doux. L'Occident bannit toute propagande de son aide au Tiers Monde, comme l'histoire suivante en fait foi :

L'émetteur très puissant de Radio Haonï couvrait totalement la voix de Radio-Saïgon du président pro-occidental Diem et répandait la propagande communiste sur tout le Vietnam Sud. En conséquence, les autorités de Saïgon demandèrent aux Américains de leur livrer un émetteur plus puissant. Cela leur fut refusé sous le prétexte que « ce serait un luxe pour le Vietnam Sud ». Ce pays avait pourtant 13 millions d'habitants et était en guerre contre le Vietnam Nord *communiste*. Or à Cuba, en Guinée, même aux îles Seychelles qui comptent moins de cent mille habitants, le premier soin de l'aide soviétique fut d'installer de tels émetteurs puissants.

Le président Diem, devant ce refus des Américains de lui donner les moyens de faire entendre une voix anti-communiste sur son propre territoire, demanda qu'au moins ils lui fournissent des émetteurs pour brouiller la voix communiste de Radio Hanoï. Washington lui refusa sous le prétexte que « c'était anti-démocratique ». On comprend maintenant pourquoi les Américains ont perdu la guerre du Vietnam !

Sans doute l'Occident donne-t-il aux pays du Tiers Monde des cliniques, des hôpitaux, des écoles, des immeubles d'habitation dont le peuple est avide. Mais les bénéficiaires de ces biens convoités ignorent que l'argent vient de l'Occident. Et l'Occident voudrait-il le leur faire savoir qu'il ne le pourrait pas, puisqu'il ne dispose pas, comme le Kremlin, d'un vaste appareil sur place pour faire état de ses générosités. Ensuite parce que ces cliniques, ces écoles, ces immeubles deviennent vite le foyer d'activité des cellules communistes et des syndicats et organisations crypto-communistes qui font la conspiration du silence autour de l'aide occidentale et porte aux nues les moindres présents des Soviétiques.

L'AIDE SOVIETIQUE SERT LA GUERRE SUBVERSIVE

Plus de la moitié de l'aide soviétique représente des armements et des infra-structures logistiques militaires, comme les aéroports, les bases navales, les rails s'intégrant aux plans stratégiques du Kremlin — telles les lignes de chemin de fer irakiennes qui furent raccordées au réseau soviétique transcaspien permettant ainsi à Moscou un accès direct au Golfe Persique. Autre grand projet financé par les Soviétiques : le port en eau profonde de Lattakieh en Syrie, les pistes d'atterrissage en Afghanistan qu'utilisaient de très rares voyageurs civils mais grâce auxquelles les aviateurs soviétiques ont pu imposer leur joug colonial. L'URSS a installé des bases militaires en Libye, au Zimbabwé, en Angola, au Mozambique, à Cuba, au Nicaragua, au Vietnam, en Iran, etc.

Alors que les fournitures d'armes représentent un lourd fardeau pécuniaire pour Washington, elles coûtent relativement peu à Moscou pour les deux raisons suivantes : D'abord, contrairement aux Etats-Unis, l'URSS fait payer le matériel qu'elle livre. Comme il s'agit de pays pauvres, elle leur impose le troc : armes contre coton à l'Egypte, contre cacao au Ghana, contre sucre à Cuba, contre riz au Vietnam. De sorte que ce sont les masses sous-alimentées de ces pays qui font les frais des jouets guerriers de leurs généraux.

La seconde raison réside dans la conception diamétralement opposée de la stratégie militaire des deux adversaires. Les Etats-Unis équipent leurs alliés du Tiers Monde pour une *défense* contre une éventuelle *guerre nucléaire*, et leur fournit du matériel très sophistiqué et très coûteux. Au contraire, l'URSS sait, puisqu'elle en tient la clef, que la guerre nucléaire n'aura lieu que si *elle le veut*. Or elle espère dominer la terre par une autre sorte de guerre qui met en jeu les armes du terrorisme, de la guérilla, de l'intoxication, de la subversion. L'URSS n'a donc qu'à pourvoir d'armes classiques les pays qu'elle compte impliquer dans des conflits locaux : les Palestiniens contre Israël, l'Afghanistan contre le Pakistan, le Ghana contre l'Afrique francophone, l'Angola et le Mozambique contre l'Afrique du Sud, Cuba et le Nicaragua contre l'Amérique latine, le Vietnam contre la Thaïlande et la Malaisie, la Corée du Nord contre la Corée du Sud. Dans ce concept stratégique l'URSS se contente de livrer des armes peu coûteuses qui, périmées pour la grande guerre chaude, conserve une valeur précieuse pour les *raids de brousse* et le *terrorisme des rues*.

En raison de la rapidité des progrès techniques, les arsenaux des grandes puissances s'emplissent d'armements qui tombent rapidement

en désuétude. Pour les puissances démocratiques, ce vieillissement des armes entraîne une très lourde charge financière. Les Soviétiques, eux, ont trouvé le moyen de les revendre à bon compte pour servir, par la guerre subversive, leurs visées hégémoniques, tout en s'attirant la reconnaissance des petits führers rouges du Tiers Monde.

LES TRICHEURS SOVIETIQUES METTENT A LEUR ACTIF PARTIE DE L'AIDE AMERICAINE

On ne souligne jamais assez le caractère cynique du communisme. On lui reproche d'être collectiviste, mais rarement d'être *voleur* et *menteur*. Et pourtant cela découle de sa *doctrine :* la fin jusitfie les moyens. Et de ses *agissements :* dès qu'il arrive au pouvoir, et alors qu'il avait promis le veau d'or, le communisme dépouille ses sujets du haut au bas de l'échelle sociale, comme un menteur et un voleur qu'il est.

Dans le Tiers Monde, les Soviétiques, chaque fois qu'ils le peuvent, opèrent la transmutation de l'aide américaine en aide... soviétique. Rappelons l'histoire des sacs de riz envoyés par Washington pour secourir une région de l'Inde en détresse, sacs qui, à leur arrivée au port, furent estampillés par des dockers communisants dans la langue locale que les Américains ne savaient pas lire : « *Ce riz est offert au peuple par sa grande amie l'Union Soviétique.* »

La supercherie est confirmée par Gérard de Villiers qui écrit dans *Paris-Match* (11-1-85) : « L'Union Soviétique n'a pas l'intention de supporter le poids économique de la famine éthiopienne. Donc elle fait subventionner par l'Occident un régime qui lutte contre lui. Et il y a mieux... Le blé offert par les Etats-Unis ou la CEE arrive en Ethiopie dans des *Antonov frappés de l'étoile rouge,* ce qui permet aux Russes de faire croire aux populations éthiopiennes que c'est à leur générosité qu'ils doivent leur survie. »

Tricherie également confirmée par *Le Figaro* (27-11-84) : « A Kembolcha nous étions tombés en pleine base soviétique... Les Russes, une vingtaine... se livrèrent à un curieux manège qui consistait à transvaser le contenu d'un camion marqué " don de la CEE " ainsi que des sacs de blé sur lesquels se lisait " don du peuple américain " dans un *hélicoptère MI-8 soviétique*... C'était beau comme l'antique ! »

Ceci pour le panneau « menteur ». Voici pour le panneau « voleur » : Dans la revue *Famille Chrétienne* (29-11-84) on lit : « Des livraisons occidentales de céréales pour les nécessiteux ont été

réexpédiées en Union Soviétique en paiement de matériel de guerre. »

Le pis, c'est qu'à la lecture de ces stratagèmes, les Occidentaux se gausseront de la crédulité des Américains plus qu'ils ne s'indigneront de la perfidie des Soviétiques, donnant ainsi un atout de plus au voleur et au menteur.

L'AIDE SOVIETIQUE S'ACCOMPAGNE DU DENIGREMENT SYSTEMATIQUE DE L'AIDE OCCIDENTALE

Les Soviétiques ne se bornent pas à « faire mousser » leur aide aux yeux des peuples assistés, ils s'acharnent à discréditer l'aide du camp adverse. Ainsi leurs agents d'influence claironnent que les Occidentaux, sous la pression d'une opinion mondiale éclairée par les communistes, ne font que rendre une partie de l'énorme butin qu'en tant que « colonialistes » ils ont *volé* au Tiers Monde. Ou ils clament que les Occidentaux n'accordent leur aide que pour corrompre les leaders nationaux par la « pourriture du dollar ». Ou encore parce qu'ils sont talonnés par leur besoin d'écouler leurs surplus. En fait, cet « écoulement » par transports onéreux dans des zones reculées coûtent aux Occidentaux beaucoup plus cher que de laisser pourrir leurs surplus sur place.

Surtout les agitateurs communistes présentent l'aide américaine comme une forme nouvelle de *colonialisme*. J'ai maintes fois vu en Inde le tableau d'un affamé qui, d'une main, plonge dans le bol de riz venant des dons américains grâce auxquels il survit, pendant que de l'autre main il tient un journal (subventionné par l'or de Moscou) qui le convainct que « l'aide yankee » est un colonialisme du dollar !

En face, il n'existe pas de journaux qui expliquent aux masses que le gouvernement de Washington désire accroître le niveau de vie des Hindous parce qu'il croît (d'ailleurs à tort) que cela les préservera du joug communiste. Aucun missionnaire ne chercha à faire comprendre aux déshérités que l'Amérique distribue des tracteurs pour que les paysans hindous soient aussi heureux que les fermiers du Kentucky, de façon que les fermiers du Kentucky n'aient plus à aller faire la guerre au bout de la terre pour défendre les paysans hindous d'une invasion communiste. Autrement dit, les Américains sont *si peu colonialistes qu'ils paient pour n'avoir pas à intervenir.*

Les agents d'influence des Soviétiques (qui ne perdent jamais le Nord... ou plutôt l'Est) incriminent l'aide occidentale dès qu'elle va à des pays *anti*-communistes et réclament que Washington cesse son

assistance aux « réactionnaires ». Le journaliste américain Walter Lippman, compagnon de route bien connu, écrivait : « Notre aide n'a pas d'effets parce qu'elle va à des dictatures comme celles du Vietnam Sud, de la Corée du Sud, de Taïwan, de la République Dominicaine, qui la gaspillent dans des préparatifs militaires. » Le plus curieux, c'est que ce journaliste, si sourcilleux sur le bon usage de l'aide par les pays anti-communistes, n'a jamais demandé de comptes sur l'usage que faisaient, des dollars américains, les dictateurs communistes Tito, Castro et Ho Chi Minh. Il ne s'est jamais inquiété du fait que ces dollars étaient engouffrés dans des installations militaires *offensives* celles-là et non *défensives* comme celles de Taïwan, Saïgon, Séoul. Il ne s'est jamais préoccupé de quel côté de la barricade seraient pointés les canons en quoi se transformaient ces dollars dans les pays communistes. Car au moins, avec le Vietnam Sud, la Chine Nationale, la Corée du Sud, ces canons ne seraient pas tournés contre les compatriotes de Walter Lippman. Ce que Lippman ne pouvait assurer avec les canons de Tito, Castro et Ho Chi Minh.

Le reproche le plus perfide fait à l'aide américaine, fut *d'être américaine*. Les progressistes américains répétaient : « Notre aide ne peut stopper le communisme parce qu'elle porte notre effigie qui est détestée. » Or les Etats-Unis avaient entrepris leur aide sur les instances de ces mêmes milieux « progressistes » qui assuraient qu'elle constituerait le meilleur moyen de faire aimer les Américains ! Et, sans se soucier de leur contradiction, les voilà qui réclament que l'étiquette « américaine » — de même que « française », « britannique », « belge » — soit bannie et remplacée par celle d'une « Agence Internationale » où tous les donateurs fondraient chastement leurs gros sous dans un vaste tas « qui présenterait le vrai cachet de la générosité : *celui de l'anonymat* ». On a tout de suite deviné à quel genre d'agence internationale pensaient les tenants de l'aide anonyme : aux Nations Unies où les Soviétiques ont trois voix et les Etats-Unis une seule. Mais auxquelles les Américains donnent trois fois plus d'argent que les Soviétiques !

Dans ce tableau idyllique, nos progressistes oubliaient qu'ils présentaient l'aide comme un moyen de *contrer le glissement du Tiers Monde vers le communisme,* et on ne voit pas comment une aide *gérée en commun avec les communistes* permettraient de les évincer. Seconde contradiction.

Inutile de dire que les Soviétiques furent ravis de cette proposition d'aide anonyme. D'abord parce qu'ils n'apparaîtraient plus comme de si piètres donateurs. Ensuite parce qu'étant seuls à manier l'instrument de la propagande, ils sauraient bien, dans cette aide

devenue sans visage, inscrire leurs seuls traits : la faucille et le marteau... et transformer cette Agence commune en une officine de plus de leur guerre subversive.

Dans un discours du 30 juin 1975, le clairvoyant Soljénitsine déclarait : « Les Etats-Unis ont aidé l'Europe à gagner la Première et la Seconde Guerre mondiale. Ils ont relevé l'Europe de ses destructions... pendant que les Européens ne pensaient qu'à compter leurs sous, comment ne pas payer les armes américaines, comment sortir de l'OTAN... et malgré tout les Américains continuaient à les défendre... L'Amérique est le pays le plus généreux et magnanime du monde. Qui arrive la première pour l'aide au Tiers Monde ? L'Amérique. Qui montre le plus de désintéressement ? L'Amérique. Et qu'entendons-nous en réponse ? Des reproches et des malédictions " Américains, go home ". Les délégués à l'ONU des pays du Tiers Monde votent avec Moscou contre les Américains. »

Soljénitsine s'indigne contre la *mauvaise foi* et l'ingratitude à l'encontre des Américains et se demande comment elles ont pu prendre une telle ampleur. Je réponds : par le travail inlassable de l'*appareil soviétique de mensonges, de propagande et d'intoxication* dont nous allons parler au chapitre suivant.

L'APPAREIL SOVIETIQUE D'INTOXICATION DU TIERS MONDE

J'ai décrit dans divers livres — *Il est moins cinq, Vie et Mort du Monde Libre, Vietnam, révélations d'un Témoin, Hippies, Drogue et Sexe,* le gigantesque appareil subversif que les Soviétiques utilisent pour écraser l'Occident. Dans le présent livre, j'évoquerai plus particulièrement l'appareil qu'ils déploient dans le Tiers Monde. Encore que cet appareil ne soit pas essentiellement différent du premier, le Soviétique considérant l'Occident, bien que surdéveloppé *économiquement,* aussi *sous-développé politiquement* que le Tiers Monde.

LE PLUS COLOSSAL APPAREIL A PETRIR LES CERVEAUX

L'action subversive des Soviétiques dans le Tiers Monde est menée par le plus colossal appareil à subjuguer l'opinion qui ait existé dans l'Histoire. Cet appareil, qui constitue le phénomène politique majeur de notre temps, a pris rang de facteur *sui generis* des événements historiques du XXe siècle.

Ni la puissance de l'Armée rouge, ni la séduction de la doctrine marxiste, ni l'illusion du « paradis soviétique » n'auraient pu, *sans cet appareil cyclopéen,* instaurer le communisme en Chine, vaincre les puissants Américains au Vietnam, allumer des émeutes d'étudiants en Corée du Sud, conquérir les syndicats en Indonésie, téléguider des guérillas dans tous les pays d'Amérique latine, orienter les agences de presse, allumer la haine dans les universités, gauchiser les églises. Tous ces succès, les communistes doivent les inscrire au crédit, non de leurs missiles ou de leur évangile léniniste, mais de leur *appareil* manipulé par des *professionnels qui font de l'encadrement des masses et de l'intoxication des intellectuels leur métier à vie.*

Un ancien agitateur communiste, le Colombien Kornfeder, fit le témoignage suivant devant le Sénat américain : « Je débutais dans

l'entraînement de paysans Colombiens. Je les emmenais à Bogota où je leur donnais des cours sur le travail d'organisation des masses. Je puis vous assurer que cela était payant. Ces éléments formèrent les noyaux grâce auxquels on put créer une Fédération Syndicale et des Ligues paysannes communistes en Colombie. »

PROPAGANDE

Une des rares vérités qu'on puisse trouver dans le marxisme, c'est que « la *quantité* finit par se changer en *qualité* » dans le sens d'efficience. Et elle s'applique à la propagande soviétique. Tentaculaire, omniprésente, inlassable, mystificatrice, répétitive, directe ou insidieuse, excitante ou anesthésiante, vulgaire ou raffinée, toujours et partout assénée avec une abondance que n'avait jamais connue aucun prosélytisme passé, la propagande crypto-communiste, même la plus mensongère et la plus outrancière, finit par ébranler ses victimes.

Dans les pays sous-développés, la propagande soviétique recourt surtout au *film* et à la *radio,* moins chers pour le peuple des brousses que la télévision. Ces films sont doublés dans d'innombrables dialectes et amalgament le folklore avec les « héros posititifs » du bolchevisme. Le film tourné sur la vie du communiste Lumumba fut doublé en 200 dialectes d'Asie et d'Afrique !

La propagande radio émanant du bloc communiste et destinée au Tiers Monde, déjà en 1962 totalisait 80 000 heures d'émissions politiques (contre 4 000 heures de propos sucrés venant de l'Occident). Sur ces 80 000 heures, 25 000 allaient vers l'Extrême-Orient, 20 000 vers le Moyen-Orient, 18 000 vers l'Amérique latine, 17 000 vers l'Afrique. Dans ce continent, Radio-Moscou émet en anglais, français, italien, swahili, amharic, haoussa (pour l'Ethiopie), zoulou, congolais, baluba, etc.

Le malheur, c'est qu'en face du bourrage de crânes de Radio-Moscou, Radio-Washington et Radio-Paris ne font que de la culture et de la muisque. Quand ils font parfois de la politique, c'est pour présenter les nouvelles dans le même sens que Radio-Moscou.

LES VISITES GUIDEES

Les Soviétiques ont élevé au rang d'une véritable *industrie de propagande* les visites, dans leur pays, d'intellectuels, d'écrivains, d'étudiants, de journalistes, d'artistes, de délégués d'organisations syn-

dicales, ouvrières, féminines, sportives, religieuses, etc. qu'une immense machine d'illusionnisme mystifie et séduit.

Cette industrie des visites guidées dans la « patrie des travailleurs » occupe des dizaines de milliers de bureaucrates, rabatteurs, traducteurs, interprètes, guides féminines joliment troussées, hôtesses-espionnes, metteurs en scène de villages à la Potemkine, comparses, figurants stakhanovistes.

Les visites guidées ont joué un rôle considérable dans l'intoxication des visiteurs. Jusqu'aux plus grands écrivains (tels Gide, Malraux), jusqu'aux plus grands savants (tel Joliot-Curie) rapportèrent des compte rendus dithyrambiques sur la Russie de Staline à une époque où régnait en URSS la plus dantesque tyrannie de l'Histoire. On imagine l'impact que peut avoir ces visites guidées sur les esprits simples d'hommes frustes du Tiers Monde qui ne sont jamais sortis de leur brousse.

ORGANISATIONS CRYPTO-COMMUNISTES

« L'organisation » synchronise les volontés, emballe les cœurs, efface les dissidences, transforme les *partisans en soldats*. Les bolcheviques surent appliquer le moule organisationnel à des milieux élitistes aussi bien que populaires, aux professeurs de Harvard aussi bien qu'aux dockers de Singapour, aux athées de Paris aussi bien qu'aux bouddhistes de Saïgon ou aux chrétiens de Lima.

Des millions de comités de toute espèce forment la trame de cet immense filet à pêcher les âmes au profit du communisme (sans qu'elles en aient conscience), âmes qui sont embrigadées dans des Ligues, Fédérations, Unions, Amicales, Associations, Fronts, Rallyes, Congrès rouges, roses ou de couleurs changeantes.

Les ressorts de l'organisation jouent d'autant plus fortement qu'ils s'appliquent à des adhérents plus frustes, parce que dans ce cas *c'est l'organisation qui valorise l'organisé*, qui l'élève et le signifie. D'où la fascination qu'exercent les organisations sur les miséreux du Tiers Monde.

Dans les pays sous-développés, la création d'organisations conforme à la doctrine rationnaliste et athée de Karl Marx se heurte à deux obstacles : les croyances religieuses et les tabous tribaux. Mais nos marxistes ne voient aucun inconvénient à affubler leurs Comités, Fronts et Rallyes de tous les totems qu'on veut, à y pratiquer les rites religieux les plus contraires au « matérialisme dialectique », pourvu

qu'en fin de séance les organisés votent une résolution contre « l'impérialisme américain » et le « colonialisme français ».

Les organes directeurs des organisations crypto-communistes sont constitués, *grosso modo*, d'un quart de citoyens qui se reconnaissent communistes, d'un quart de rabatteurs dont l'obédience communiste est soigneusement camouflée, d'un quart de militants recrutés dans cette catégorie sociale des *demi-vierges politiques* plus ou moins innocentes et dont on rétribue la complaisance par des estrades, enfin d'un quart de *vierges organiquement incurables* et qu'aucune escroquerie politique ne pourra jamais déflorer. Grâce à cette mixture, les organisations crypto-communistes apparaissent au-dehors « indépendantes » de l'emprise communiste (bien que comprenant aussi des communistes puisqu'on est démocrate) et au-dedans rigoureusement contrôlées par Moscou.

A côté des grandes lianes cryptos, d'innombrables fleurs plus modestes mais tout aussi vénéneuses poussent dans le Tiers Monde comme dans le nôtre. D'abord les *Associations* d'Amitié : Mexico-URSS, Mexico-Pologne, Mexico-Bulgarie, etc... puis Caméroun-URSS, Caméroun-Pologne, Caméroun-Bulgarie, etc... bref toutes les combinaisons possibles de pays sous-développés et de satellites communistes deux par deux.

Citons au hasard quelques-unes de ces fleurs vénéneuses. Pour l'Afrique : l'Association pour l'Avancement des Peuples d'Afrique ; le Congrès des Peuples de Couleur ; le Front anti-colonial ; l'Association Musulmane des Etudiants d'Afrique Noire ; les multiples Mouvements de Libération Nationale ; etc. Pour l'Amérique latine : Le Front National de la Culture Indigène ; les groupes Patrice Lumumba ; Rouge et Noir ; Spartacus ; le Groupe artistique pour la Paix et la Cessation des Expériences Nucléaires ; les Comités de Solidarité avec Cuba ; le Mouvement de l'Alliance Révolutionnaire du Panama ; la Libération Populaire du Honduras ; la Ligue pour l'Amnistie aux exilés politiques ; la Croisade anti-atomique ; etc.

Les Occidentaux n'entretiennent *pas* dans le Tiers Monde d'organisations *cryptos*. Les cercles culturels américains et français (qui font de la culture *et pas de politique*), les bibliothèques américaines et françaises (où l'on trouve tous les bons romanciers communistes américains et français et où il manque curieusement les meilleurs auteurs anti-communistes américains et français) *ne se livrent à aucune agitation sociale* pour renverser le pouvoir en place. Car répandre sur toute la terre des organisations qui se prétendent indépendantes, mais qui travaillent en secret sur les ordres d'un Etat étranger, est

une pratique exclusive du communisme qui a entièrement innové dans la fourberie.

LES FRACTIONS OCCULTES

On appelle dans le langage de bois des communistes « fractions occultes » des petits groupes d'adhérents qui, dans une organisation politique, se réunissent en cachette des autres adhérents pour concerter une ligne d'action propre à faire triompher leurs visées politiques dans ladite organisation.

Au cours de la réunion « fractionnelle », ses membres préparent les détails des manœuvres qu'ils devront déployer dans la prochaine assemblée générale. Ils conviennent de ce qu'il faudra dire ou taire, ils triturent les textes qui devront être approuvés ou rejetés, ils polissent les consignes à glisser dans les oreilles, ils ourdissent les calomnies à lancer contre tel ou tel qu'on veut évincer.

Les Soviétiques ont élevé la pratique des « fractions occultes » au rang d'une stratégie fondamentale pour coloniser les organisations politiques. Le Kremlin connaît si bien la terrible puissance du travail fractionnel qu'il en réserve exclusivement l'emploi à ses propres agents, alors que conduite par des *opposants l'activité fractionnelle* est condamnée comme un *crime majeur* et punie par l'exclusion immédiate sans appel.

Les fractions occultes, véritables commandos spécialisés dans la duperie politique, reçoivent, comme les partis communistes, leurs consignes de Moscou. Mais contrairement aux PC, leurs membres doivent exciper des convictions modérées, patriotiques, apolitiques, religieuses, voire anti-communistes, selon qu'ils sont chargés de « noyauter » un ministère, un parti républicain, un syndicat libre, une église ou une organisation anti-communiste. Dans son livre *La Maladie infantile du Communisme* Lénine écrivait : « Nous devons user de tous les stratagèmes, employer des procédés illégaux, dissimuler la vérité... Dans toutes les organisations nous devons créer des noyaux communistes... secrets s'il le faut. »

C'est ainsi qu'un très petit noyau de militants disciplinés, éperonnés par le plaisir de tirer des ficelles, dénués de tout scrupule moral, arrivent à dominer des assemblées de nombreux individus intelligents mais inorganisés, mal informés, timides, irrésolus et surtout tenus par des scrupules moraux.

L'INFILTRATION DE LA PRESSE, DE L'ETAT, DES EGLISES

La propagande communiste s'adresse à tout le monde et ceux qu'elle gagne sont embrigadés dans des organisations « de gauche ». Pour agir sur les milieux qui demeurent *rétifs*, les agents communistes recourent à *l'infiltration*. C'est le rôle des « sous-marins » qui doivent apparaître aux yeux du public comme des *non* communistes, mais qui, en catimini, appliqueront fidèlement les consignes de l'appareil soviétique.

Dans la presse, les sous-marins ont pour tâche de modifier la ligne du périodique dans le sens voulu par Moscou, dans les rubriques de politique intérieure et internationale si possible, sinon dans celles de la critique des livres et des films qui ont un grand impact sur les cerveaux.

Les sous-marins ont aussi pour tâche de flatter l'image des chefs d'Etat qui servent la politique de Moscou, et de répandre la rumeur que ces chefs d'Etat ne sont pas communistes. C'est ainsi qu'ils agirent en faveur de Soekarno en Indonésie, de N'Krumah au Ghana, de Goulart au Brésil, de Castro à Cuba, de Allende au Chili, etc. et qu'ils agissent présentement en faveur d'Ortega au Nicaragua, de Kadhafi en Libye, de Mengistu en Ethiopie, de Hafez-el-Assad en Syrie, de Yasser Arafat de l'OLP, etc.

En revanche ces sous-marins s'activent à noircir comme « réactionnaires, fascistes, corrompus » : dans le passé, Diem du Vietnam, Tchang Kai-shek de Taïwan, le général Park de Corée du Sud, etc. ; et aujourd'hui Pinochet du Chili, Botha d'Afrique du Sud, le général Evrens de Turquie, Stroessner du Paraguay, etc. C'est essentiellement à forger des calomnies contre les leaders anti-communistes que les sous-marins communistes sont employés dans les médias.

Dans l'Etat, l'infiltration communiste doit savoir montrer une duplicité exceptionnelle. Même lorsque le Kremlin suscite contre un Etat une opposition ouverte de ses parti et syndicat communistes, des sous-marins communistes, camouflés en adhérents du parti national au pouvoir, soutiennent ledit gouvernement afin de lui inspirer confiance et de mieux *pénétrer son administration*. Cette forme de pénétration du communisme est d'autant plus efficace que rares sont ceux qui osent la dénoncer, parce qu'ils sont terrorisés par la crainte d'être traités de « Mac Carthistes » et de « chasseurs de sorcières ». Car grâce à son appareil de propagande qui avilit tous ceux qui osent démasquer l'infiltration communiste, celle-ci peut jouir du silence qui lui est nécessaire pour, tel le boa, mieux étouffer sa proie.

Dans les églises, l'infiltration a commencé vers 1936 lorsque

Staline donna l'ordre, aux chefs de l'Internationale communiste réunis à Moscou, de faire entrer des membres des Jeunesses Communistes dans des séminaires pour qu'ils deviennent prêtres. C'est Albert Vassart du bureau politique du PC français, qui se trouvait à cette réunion, qui l'a révélé à la presse. Cela se passait il y a cinquante ans. Vous pouvez imaginer combien la gangrène a eu le temps de se répandre dans les Eglises du Tiers Monde !

En Amérique latine, très catholique, une partie du clergé est intoxiquée par les sophismes communistes. Une étude de la revue *Est-Ouest* déjà le 15 mars 1962 révélait que bien des ordres religieux — des Dominicains aux Jésuites — étaient gangrenés. Elle donnait, pour le Brésil, les noms d'une très longue liste de Pères qui avaient organisé des « dialogues fraternels avec des communistes ». Les résultats furent que la Jeunesse universitaire *catholique* du Brésil vota pour le bureau communiste de l'Union des étudiants. La théologie de la libération (crypto-communiste) fait des ravages.

Toutes les religions de la terre : catholique, protestante, juive, bouddhiste, hindouiste, shintoïste, musulmane, etc... sont infiltrées par des sous-marins communistes. Les moines Jain du Bengale en Inde ont prêché la non résistance à l'agression... communiste chinoise de leur patrie. De même au Vietnam des bouddhistes prirent le parti du communiste Ho Chi Minh contre le patriote Ngo Dinh Diem. Le gouverneur militaire de Saïgon, le général Dinh, un rare bouddhiste anti-communiste, fit une exposition des armes et de la propagande saisies dans certaines pagodes : poignards, fusils, bombes, mortiers, et une masse importante de tracts et brochures communistes, ainsi que des instructions pour politiser l'église bouddhiste, dont une circulaire (de mai 1963) contenant ces mots d'ordre : « Il faut immobiliser par des émeutes plusieurs unités de troupes du Vietnam Sud et compromettre le gouvernement Diem comme persécuteur des bouddhistes aux yeux du monde. »

PLACES FORTES DE L'APPAREIL : LES AMBASSADES SOVIETIQUES

Tout le monde sait — et tout le monde tolère — que les ambassades des pays communistes soient des repaires et des soldats de l'impérialisme soviétique. Ce rôle, ces ambassades le remplissent avec encore plus de cynisme dans les pays du Tiers Monde. L'hypertrophie de leurs missions diplomatiques y était déjà atterrante dans les années 1960. En voici quelques exemples :

En *Ethiopie*, face au carré militant des 200 diplomates communistes, l'Occident entretenait une dentelle de 50 diplomates. Aussi l'Ethiopie est-elle devenue communiste et Mengistu s'honore d'abriter à la fois la plus grande statue de Lénine et la plus grande famine de la terre.

En *Somalie*, à l'ambassade américaine il n'y a guère un volume d'affaires normales qui puisse occuper (modérément vu la chaleur) plus de trois diplomates, avec un boy pour les courses de ces dames. Aussi les cent « diplomates » de l'ambassade soviétique s'emploient-ils à des affaires *anormales*. Et la Somalie était devenue un satellite soviétique. Depuis, elle est retournée dans le giron de l'Ouest.

Au *Congo Léopoldville*, le principal agitateur indigène Antoine Tchimanga, de retour de deux ans d'études de guerre subversive en URSS, avait établi son bureau personnel à l'ambassade soviétique. Ce Congolais y recevait ses agitateurs.. Des documents saisis sur deux diplomates soviétiques apportèrent la preuve que l'ambassade finançait un complot pour renverser le président Aboula et préméditait la liquidation de personnalités congolaises. Cette fois l'ingérence était allée trop loin et Aboula expulsa les diplomates soviétiques après leur avoir coupé l'eau, le gaz et l'électricité... Et son pays ne tomba pas sous le joug communiste ! Exemple que devraient méditer nos pays dits développés.

En *Uruguay*, dans quel lieu les membres du PC imprimaient-ils leurs tracts et leurs affiches ? Dans quel lieu les Tupamaros allaient-ils chercher de l'argent et des munitions ? A « l'ambassade » — on n'ajoutait même plus la désignation « soviétique » — à l'ambassade bien sûr, tous les jours non fériés de 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures, entrée par la porte principale... On s'étonnera ensuite que les militaires uruguayens aient mis bon ordre à cet état de choses.

Le Sénat américain publia le récit du Soviétique Krasnatcheiev qui choisit la liberté. On y apprend que les membres des ambassades soviétiques — ces belles institutions de « co-existence » avec les peuples en voie de développement — contrôlent les unions d'étudiants, les syndicats, espionnent tout ce qui est espionnable, et disposent d'une imprimerie outillée pour forger des faux. Krasnatcheiev cite les instructions de Moscou à son ambassade à Rangoon pour l'assistance aux guérilleros qui harcèlent le pouvoir. Et la Birmanie devint communiste.

Un avion de la Compagnie brésilienne Varig s'écrase près de Lima au Pérou en 1962. Dans la serviette du ministre du Commerce de Cuba tué dans l'accident, on trouva des lettres adressées

à l'attaché culturel de l'ambassade de Cuba à Rio de Janeiro le chargeant de soudoyer les fameuses Ligues paysannes de Juliao. Dans ces lettres on parle des camps d'entraînement à la subversion dans les Etats brésiliens de Mato Grosso, Rio, Bahia et sept autres. Aussi le Brésil céda-t-il aux sirènes communistes sous le président Goulart.

Les Péruviens avaient également découvert des documents effarants sur l'ingérence des ambassades communistes dans leur vie politique. La revue *Est-Ouest* a publié *in extenso*, le 15 mars 1961, la succulente « Balance des dépenses », sommes attribuées par l'ambassade cubaine aux journalistes, hommes politiques, agitateurs et autres « amis » de la révolution cubaine, avec leurs noms et, en face, les montants correspondant à des versements mensuels en *soles*.

— Journaux : *El Comercio*, Velez Raygada, 2 500 ; *La Prensa* ; Bravo Reyes, 2 000 ; *La Tribuna*, Rodolfo Orozco, *2 000*, et ainsi sur des pages.
— Université Nationale de San Marcos : noms de 8 professeurs révolutionnaires avec les sommes que chacun a touchées.
— Organisations syndicales : noms de 26 chefs syndicaux et l'argent empoché.
— Institutions « voisines » : suivent les noms de fonctionnaires des douanes, de l'enseignement, des maires, avec les sommes mensuelles qu'ils ont touchées.
— Partis divers : suivent les noms d'une trentaine de responsables péruviens avec les sommes touchées (je cite) « pour la défense de la révolution cubaine et travaux insurrectionnels ».
— Fonds remis au PC péruvien, etc.

Au total, 30 000 dollars mensuels furent versés par un minuscule pays communiste comme Cuba à un des vingt pays de l'Amérique latine. Cela donne une idée de ce que peut distribuer un immense pays comme l'Union Soviétique à ses agents d'influence sur toute la terre !

J'ai qualifié les ambassades soviétiques de forteresses. C'est le mot propre. Car ces ambassades se dotent de murs élevés, de portes blindées, de barreaux aux fenêtres, de caves fortifiées, d'alarmes automatiques... L'ambassadeur soviétique transporte son *rideau de fer* partout où il pose les pieds.

La base de tout l'appareil de subversion est, dans chaque pays, l'ambassade soviétique qui abrite la *rezidentura* peuplée par les agents secrets du KGB et du GRU. Il y en a une cinquantaine en Afrique. La première direction du KGB assure la recherche des renseignements. Le Service A est chargé des opérations de désinformation sur

l'Afrique. La quatrième direction du GRU est chargée du renseignement stratégique.

Gérard de Villiers, qui a fait une enquête, signale : « En 1983, 43 692 membres du personnel militaire du bloc de l'Est travaillaient dans 23 pays d'Afrique Noire ! En plus de ces espions professionnels, il faut ajouter les conseillers techniques et économiques qui n'ont rien à refuser au KGB. En 1983, ils étaient 39 000 en Afrique Noire. Il y avait également les correspondants locaux des agences de presse " Tass " et " Novosti ". Ces deux organes d'information sont dirigés par un général du KGB, Ivan Ivanovitch Ourdalstov. Leurs membres servent de couvertures à certains officiers traitant du KGB ou du GRU. Les bureaux locaux de l'Aéroflot constituent également des bases de travail pour l'infiltration. L'ambassade d'URSS au Botswana, pays peuplé de seulement 800 000 habitants, compte près de 250 membres ! C'est beaucoup pour un pays constitué essentiellement par le désert du Kalahari... La rezidentura est le plus grand centre d'écoutes soviétiques de l'Afrique australe. Enfermés, écouteurs aux oreilles, les Russes captent toutes les conversations des Sud-Africains » (*Paris-Match*, 11-1-85).

***

En face, schématisons les activités des ambassades américaines dans le Tiers Monde. Très peu de leurs diplomates connaissent l'idiome du pays dès qu'il sort des grandes langues occidentales. Dans une brochure éditée par Washington pour attirer les Américains vers la diplomatie dans le Tiers Monde, on trouve des renseignements sur le climat, la nourriture, la domesticité, les prix du crocodile et du whisky ; mais pas un seul mot sur les guerres subversives et l'infiltration communiste.

Les diplomates communistes se comportent en militants, voire en espions ; les diplomates occidentaux se comportent en fonctionnaires, voire en beaux esprits. Les diplomates communistes travaillent l'opinion ; les Occidentaux fréquentent les cocktails. Les diplomates communistes manœuvrent et organisent ; les Occidentaux discourent et flattent. Les diplomates communistes excitent les étudiants ; les Occidentaux apaisent les ministres. Les diplomates communistes défient les lois ; les Occidentaux s'ensevelissent sous les formes juridiques. Les diplomates communistes ne recrutent jamais leur personnel de service parmi les citoyens du Tiers Monde ; les Occidentaux en recrutent à foison pour profiter de leurs bas salaires. Ce dont « profitent » surtout les diplomates-espions soviétiques.

Dernier trait sur ces *ambassades philanthropes occidentales* opposées aux *ambassades forteresses soviétiques :* Lorsqu'en 1963 le Sénat américain fut enfin lassé de voir les milliards de dollars d'aide de ses concitoyens servir les desseins communistes de Tito et de Gomulka, il décida de couper son assistance à la Yougoslavie et à la Pologne. Aussitôt les ambassadeurs AMERICAINS à Belgrade et à Varsovie se précipitèrent à Washington pour y plaider ardemment la cause de ces deux dictatures communistes !

Nous avons parcouru, une fois de plus, le cycle désolant au début duquel on voit les Occidentaux *ignorer* la guerre subversive des Soviétiques, et au terme duquel on les voit *aider* la guerre subversive de leur ennemi juré.

Décidément l'Ouest perd le Nord, ce qui permet à l'Est de gagner le Sud.

LES ECOLES SPECIALES FORMANT LES AGITATEURS DU TIERS MONDE

Les plus connues sont à Moscou, l'Université Patrice Lumumba ; à Tachkent l'Institut pour les Questions Afro-asiatiques ; à Prague l'Institut d'Amérique Latine et le Centre de Formation pour Africains ; à Varsovie l'Ecole pour la Formation des Etudiants africains ; etc. Sans compter les nombreux camps d'entraînement au terrorisme. Gérard de Villiers confirme que l'Union Soviétique encourage les mouvements de guérilla dits de « libération nationale » en formant sur son territoire les futurs cadres des pays « libérés ». Je cite : On a recensé trois centres principaux en URSS, celui de « Dietsoye » à Léningrad, celui d'Odessa et celui de « Sigulda » près de Moscou. Six à huit cents Africains y sont formés chaque année, principalement des Namibiens, des Ethiopiens et des Béninois. On envoie les militaires dans des écoles de guerre soviétiques, les cadres politiques dans les écoles du PC, les étudiants à l'université Patrice-Lumumba à Moscou. Cette technique a pour but de former un vivier « d'élites nationales qui infiltreront l'appareil d'Etat du pays visé... ».

En 1924, le chef communiste Radek disait à ses visiteurs de ces écoles spéciales : « Voyez ces élèves, ils sont inconnus du monde. Eh bien, dans vingt ans ils seront les maîtres de leur pays. » Radek avait raison puisque ces élèves avaient nom : Tito, Ho Chi Minh, Chou En-lai, Raoul Castro, Sekou Touré, Bagdache. Le Premier Ministre de Zanzibar, qui s'empara du pouvoir par le coup sanglant de 1964, avait été le premier diplômé de l'université Patrice-Lumumba.

Qu'enseigne-t-on dans ces écoles spéciales ? On y donne des cours théoriques et pratiques sur les techniques de l'intoxication des esprits, de la manipulation des hommes, de l'agitation des foules, de la trituration des informations, de l'infiltration de la presse, de la marxisation des églises, du noyautage des institutions, du sabotage de l'économie, et aussi les techniques des émeutes, du terrorisme, de la guérilla et des génocides. Ces écoles enseignent les Œuvres de Lénine mais *expurgées* tant l'original ferait scandale, tel ce texte cité par *Est-Ouest* (août 1988) : « Plus grand sera le nombre des représentants de la bourgeoisie et du Clergé réactionnaires que nous pourrons faire fusiller, mieux cela vaudra » (*La Solution de la question religieuse*, Lénine).

Tout en haut de la pyramide se trouve les écoles clandestines où le KGB entraîne ses futurs espions et agents secrets dans le Tiers Monde. Des transfuges comme Krasnatcheiev et Kokhlov ont révélé que certains de ces enseignements se font dans des cadres qui reproduisent tous les traits des villages du pays où le futur espion devra œuvrer. Dans ces villages reconstitués, il passera cinq ans coupé du reste du monde, ne parlant que la langue du pays qu'il doit investir, se vêtant, se nourrissant et se conduisant comme un autochtone de ce pays. Chaque année, des dizaines de milliers de jeunes du Tiers Monde sont recrutés par un vaste réseau de « la traite des cerveaux », semblable au réseau de la traite des esclaves, pour être entraînés dans cet univers de l'intoxication.

Hélas, l'Occident ne se soucie pas de ce danger. Certaines de ses institutions ont même l'inconscience de financer les études de jeunes du Tiers Monde dans le bloc communiste. C'est ainsi que l'UNESCO, sur des fonds tirés de l'Occident, accorde des milliers de bourses à des Africains et des Latino-Américains pour qu'ils aillent dans ces écoles spéciales, favorisant ainsi la formation de nos futurs fossoyeurs.

Remarquons aussi que les écoles et universités d'Occident où viennent étudier les boursiers du Tiers Monde, ne sont guère efficaces pour les désintoxiquer du communisme. Quand un boursier du Nigéria va étudier la physique à Léningrad, il apprend que les Etats-Unis oppriment le Tiers Monde et que l'URSS est son sauveur. Mais quand ce même boursier du Nigéria va étudier la physique à Harvard ou à la Sorbonne, il trouve maints groupes de discussions pour lui enseigner que les Etats-Unis sont « décadents » et que le vent de l'histoire souffle dans le sens de Moscou !

LES SORCIERS ROUGES CHEZ LES TRIBUS NOIRES

Les révélations d'Antony Okotcha, beau-frère du Dr Azikiwo gouverneur général du Nigéria britannique, furent publiées par le *Sunday Telegraph*. En raison de sa haute parenté, le jeune Okotcha fut admis dans une « plus spéciale » de ces écoles spéciales de l'URSS. C'est là qu'il découvrit la face cachée de la lune communiste. Les faits qu'il rapporte sont plus lourds de vérité, sur le cynisme communiste, que des tonnes de sociologie :

« Après le marxisme léninisme, mon thème d'études fut les sciences occultes. La classe de " sorciers-docteurs " fonctionnait uniquement pour les étudiants africains. » Nous trouvâmes le professeur Sofrontchuk entouré de squelettes et de crânes humains en plastique, de serpents élastiques et d'autres objets bizarres. Le professeur commença son cours comme suit : « Vous savez que, dans certaines parties sous-développées de l'Afrique, le peuple est superstitieux, et on ne peut le gagner à des objectifs politiques qu'en jouant sur ses superstitions. » D'où la nécessité de répandre les méthodes qui ont permis d'allumer la révolte Mau-Mau au Kenya. Un seul docteur-sorcier opérant parmi les peuples primitifs peut faire plus qu'une douzaine de conférenciers politiques... Puis le professeur nous fit la démonstration de son art. Il plaça le crâne sur une table et lui fit émettre des ordres : « Je suis ton ancêtre. Je te commande d'aller cette nuit tuer le gouverneur britannique et de me rapporter sa tête. Si tu échoues, ta famille ne cessera de vivre sous le mauvais œil. » Ou encore : « Je suis Shango, le génie des eaux profondes. Je te posséderai de la rage si tu ne fais pas tout ce que je te commande. »

On confia à Okotcha les plans secrets pour la subversion de son pays, le Nigéria, où on le renvoya. « J'avais l'ordre de réorganiser d'abord deux mouvements communistes déguisés : Le Congrès de la Jeunesse du Nigéria et un groupe " de gauche " des syndicats. Je contactai Olabami et des gens qui dirigeaient des organisations " déguisées " et que je n'aurais jamais pris pour des communistes ! Plus tard, me dit-on, lorsque l'ambassade soviétique à Lagos sera bien établie, la littérature et l'équipement pour les tromperies en sorcellerie seront envoyés par la valise diplomatique. »

Depuis l'école de sorcellerie, Okotcha avait été troublé. Le plan cynique d'assassinats des leaders respectés de son pays cristallisa son trouble en révolte. Et la révolte éclata lorsqu'il apprit du camarade Olabami qu'on comptait sur lui pour tuer son beau-frère le Dr Azikiwo. Olabami avait ajouté à l'intention d'Okotcha : « Je n'imagine

pas que cela vous arrête ; comme communiste vous n'avez plus de beau-frère... »

Okotcha découvrit au fond de lui-même qu'il avait encore un beau-frère, il lâcha les communistes et révéla cette sinistre farce.

***

Pour nous résumer, ce colossal appareil de conquête du Tiers Monde dépense des milliards de dollars par an et utilise des millions d'agents d'influence : intoxicateurs, rabatteurs, enlumineurs, endormeurs, calomniateurs, agitateurs, meneurs, exécuteurs, tueurs, pour répandre dans les coins les plus reculés de la terre des torrents de manifestes, affiches, brochures, slogans, appels, bombes et cocktails Molotov.

On comprend l'énormité que doit avoir cet appareil de subversion communiste : c'est l'énormité de la jonglerie qu'il doit accomplir pour vendre de *l'oppression* sous les habits de l'émancipation.

IDEES FAUSSES DES OCCIDENTAUX

CROIRE QU'IL SUFFIT DE STOPPER LA MISERE POUR STOPPER LE COMMUNISME

Le communisme, disent les Occidentaux, prend sans doute ses ordres à Moscou, mais sa sève surgit du terreau national. Le communisme est une ronce poussée sur le mauvais humus de la *misère* et qui renaîtra toujours tant que la misère persistera. Le meilleur moyen de débarrasser la société du communisme est donc de la guérir de ses injustices sociales. Cette idée qui fait fureur dans tous les milieux, qui apparaît de prime abord convaincante et la plus propre à émouvoir, ne résiste pas à l'examen.

C'est un fait qu'on ne trouve aucune relation constante de cause à effet entre le dénuement des masses et l'influence communiste. Il existait des partis communistes très forts dans des pays relativement aisés comme la France, l'Italie, l'Argentine et des PC très faibles dans des pays miséreux comme le Pakistan, l'Inde, la Bolivie, le Pérou.

En France, ce sont les secteurs prolétariens les plus favorisés comme la métallurgie, et non les plus pauvres comme le textile, qui se montrent les plus perméables au communisme. Le gros des troupes communistes ne se trouvent pas parmi les ouvriers de l'industrie privée « victimes de l'exploitation capitaliste », mais parmi le personnel à Statut des industries nationalisées (Electricité de France, mines, cheminots) qui jouit de la sécurité de l'emploi, d'un avancement automatique et d'une retraite substantielle dès 50 ans. Les étudiants fils de famille, les intellectuels cossus fournirent également un gros contingent du recrutement communiste. Alors que la législation sociale était en France la plus avancée du monde, le PC attirait 25 % des électeurs. Aujourd'hui qu'on déplore deux millions de chômeurs

et des kyrielles de « nouveaux pauvres », le PC ne recrute plus que 10 % des électeurs.

Dans les pays sous-développés le communisme séduit, non pas les paysans pauvres et les déshérités des villes, mais les élites cultivées et certains « fils à Papa » qui fréquentent les universités. L'Hindou loqueteux ignore ce qu'est le marxisme et ne cherche pas à le savoir. Il est Sikh, bouddhiste, adorateur de Vichnou, végétarien, préoccupé de métempsychose, il est tout sauf communiste. Mais la demoiselle en sari de soie, qui emprunte la voiture de son papa l'industriel pour aller à l'université, est marxiste-léniniste. comme le fut la grande bourgeoise Mme Gandhi, fille du Pandit Nehru, qui devint présidente de l'Inde soviétophile, et qui, comme la plupart de ses compagnes embijoutées, admirait « la grande expérience de la prise du pouvoir par le prolétariat en Union Soviétique ».

Dans son livre *Carta a Fidel Castro,* Fernando Arrabal déclare : « Il est faux de croire que l'arrivée des régimes communistes en Amérique latine est due à la faim et aux injustices sociales. Lorsque Fidel Castro a pris le pouvoir, Cuba jouissait du niveau de vie le plus élevé de toute l'Amérique latine »... par le fait que l'île tirait profit de la libre entreprise, des riches touristes étrangers et d'une économie de paix au lieu de l'économie de guerre qui, aujourd'hui, plonge le peuple cubain dans la misère.

Une subversion communiste agrémentée de terrorisme a éclaté en *Guyane,* département français d'Outre-Mer en Amérique latine. Or la Guyane, écrit Gérard de Villiers (*Paris-Match*), « vit à 95 % des subsides des contribuables français, moyennant quoi ses habitants ont le plus haut niveau de vie de l'Amérique latine... Cette subversion ne s'explique donc pas par la misère. Elle est le résultat de la propagande castriste ».

Le *Surinam* (ex-Guyane hollandaise) est un petit pays de 350 000 habitants qui, en dix-huit ans, reçut un milliard 400 millions de dollars d'aide de la Hollande. Son peuple jouissait d'un revenu par habitant dix fois plus élevé qu'au Zaïre. Cela ne l'empêcha pas de tomber sous la férule de la Junte communiste de Bouterse.

A ceux qui arguent que le communisme tire sa force du sous-développement, Jeanne Kirkpatrick, ex-ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU, répond : « L'Histoire moderne prouve que ce sont les révolutionnaires bien plus que des causes économiques qui provoquent les révolutions politiques. Or les révolutionnaires marxistes-léninistes ne se recrutent presque jamais parmi les misérables mais plutôt au sein des franges privilégiées de la classe moyenne... C'était

vrai en Russie en 1917, c'est toujours vrai aujourd'hui dans le Tiers Monde. »

Nous comprenons pourquoi l'aide économique de l'Occident n'a servi en rien à prémunir le Tiers Monde du communisme. C'est que son aide se basait sur cette prémisse erronée : que le seul moyen d'abattre le communisme c'est d'éliminer la misère.

Une autre observation qui montre la fausseté de l'équation : progrès social égale baisse du rayonnement communiste, c'est que le parti communiste profite, bien plus qu'il ne pâtit, des réformes sociales que les gouvernements accordent aux travailleurs. Car le PC s'infiltre dans les institutions qui en résultent comme les Caisses de Sécurité Sociale, les Comités d'Entreprise, et en fait des *bastions* d'où il étend son empire. Les trois périodes de l'histoire de France qui virent un embrasement communiste furent en 1919, en 1936 et en 1945, celles où s'effectuèrent justement les plus grandes réformes sociales.

On m'objectera : L'influence communiste a tout de même bien une cause, et si ce n'est pas la misère, quelle est-elle ? Je répondrai : c'est *son appareil* de subversion et d'intoxication.

Quand on lui rétorque que c'est l'appareil qui fait la force du communisme, la gauche joue l'incrédule. Mais n'explique-t-elle pas la longévité d'Etats totalitaires d'extrême-droite par la force propre de *leurs instruments de domination ?* Il est reconnu de nos jours que *la machine étatique* est devenue un facteur *sui generis* des événements aussi digne d'entrer dans le tabernacle des causes historiques que les inégalités sociales. *L'appareil communiste, c'est lui le mauvais humus sous la ronce ;* c'est donc lui qu'il faut détruire au nom de la pertinente maxime qu'il faut s'en prendre à *la cause* plutôt qu'à *ses effets.*

En vérité, le communisme n'est pas un archange appelé sur terre pour rédimer l'humanité de « la misère capitaliste ». Il est le plus satanique mouvement jamais créé pour conquérir le pouvoir absolu *par n'importe quel moyen... et pour le conserver précisément par la misère,* laquelle paralyse, bien plus qu'elle n'aiguillonne, les oppositions à la tyrannie. Considérer qu'il suffit de supprimer la misère pour porter un coup à l'appareil communiste ne se comprendrait que si l'appareil communiste avait porté un coup à la misère. Or dans tous les pays où le communisme tient les rênes, le standard de vie des masses s'effondre.

Un rapport de la FAO, Organisation pour l'Agriculture et l'Alimentation de l'ONU, cite 15 pays menacés par la famine : huit millions d'hommes au Soudan, sept millions d'Ethiopiens, des millions d'Angolais, de Vietnamiens, Cambodgiens, Malgaches, etc. Et

qu'ont de commun toutes ces nations affamées ? D'être régies par un Etat totalitaire communiste.

Le régime marxiste-léniniste de Fidel Castro, loin d'avoir apporté un mieux être aux pauvres, les a plongés dans le lot de tous les régimes communistes : assiettes vides et prisons pleines. L'écrivain cubain Fernando Arrabal constate : « Après un quart de siècle de pouvoir castriste, les Cubains pauvres n'ont accès aux produits de première nécessité que par les cartes de rationnement. » Arrabal spécifie : " les Cubains *pauvres* " car dans la société communiste " égalitaire " il y a des boutiques pour les riches (touristes, occupants soviétiques, membres du PC) où l'on trouve de tout, et des boutiques pour les pauvres (les travailleurs) où il manque tout.

Ricardo Paseyro déclare : « Au *Nicaragua,* la gestion désastreuse du régime marxiste n'a pas amélioré le sort des pauvres. Le communisme et ses succédanés aggravent au lieu de résoudre les drames que le sous-développement provoque dans le Tiers Monde. »

S'il est faux qu'il suffise, pour stopper le communisme, de supprimer la misère, en revanche il est vrai que *pour enrayer la misère il faille supprimer le communisme.* Car un parti communiste puissant entrave le progrès social par le sabotage syndical, la surenchère démagogique, le freinage de la productivité.

L'Occident se crut obligé de béer devant le postulat marxiste selon lequel « la vie politique est le reflet du substrat économique » et il s'empressa de l'appliquer au Tiers Monde. Il crut que les cerveaux des pauvres se fermeraient à la propagande communiste dès qu'ils auraient le ventre rempli. Cet espoir fit faillite. Les communistes, au contraire, bien que vendeurs de marxisme à gogo, se gardèrent bien d'appliquer leur postulat dans la pratique. Ils savaient que dans les pays sous-développés, plus encore que dans les pays développés, on capte les cerveaux indépendamment du ventre. C'est donc à l'intoxication des cerveaux qu'ils réservèrent toutes leurs manœuvres.

***

Du fait que l'aide économique ne fournit pas la parade pressante à la très pressante menace du communisme totalitaire, il ne faut pas conclure que je m'en désintéresse. A mon sens les démocraties doivent se pencher sur le sort des malheureux — non pas pour prendre rang dans la concurrence des démagogues, mais par compassion pour les affligés. Cependant leurs efforts menés sur le seul champ de l'économie demeureront stériles tant que *l'appareil* soviéto-communiste, cause majeure de la régression sociale, n'aura pas été ébranlé. *Pour*

soulager la misère, il faut lutter contre le communisme. Ce n'est pas une condition suffisante, mais c'est une condition nécessaire.

L'OCCIDENT NE COMPREND RIEN A LA STRATEGIE COMMUNISTE QUI EST DE FAIRE PAYER L'ENNEMI CAPITALISTE

Alors que dans le domaine idéologique la marée communiste tente d'envahir toutes les échancrures dans la digue du monde libre que celui-ci ne bouche pas, dans le domaine économique Moscou s'arrange pour que l'infrastructure industrielle du Tiers Monde soit subventionnée par l'Occident. C'est pourquoi il cache, aussi longtemps qu'il le peut, que les marionnettes dont il tire les ficelles sont des communistes. Castro n'était pas un communiste, ni Nasser, ni Allende, ni Dos Santos, ni Mengistu, ni même Ho Chi Minh ! La presse de gauche, au service de Moscou, a osé présenter le tyran de Hanoï comme *non* communiste alors qu'il avait été membre du parti communiste français depuis 1920.

Le Kremlin n'a pas besoin qu'un PC officiel règne dans la cinquantaine de pays latino-afro-asiatiques qu'il contrôle, si ces cinquante pays votent pour lui à l'ONU. Il a donc choisi plus subtilement de faire vivre en dollars des pays qu'il fait voter en roubles. Car il faut *peu de roubles pour faire penser* et *beaucoup de dollars pour faire vivre.*

Pour toutes ces raisons les Soviétiques adoptent dans le Tiers Monde une marche ne visant, dans une première étape, qu'à y instaurer des régimes *non officiellement communistes* qui puissent continuer à recevoir l'aide économique de l'Occident, tout en s'ouvrant au jeu diplomatique de Moscou.

On m'objectera que le sous-développement étant propice à l'intoxication des masses, Moscou aurait intérêt à s'opposer à l'aide économique occidentale. Je réponds : non, pour la raison suivante : Si les communistes trouvent un terrain favorable dans le caractère arriéré des masses qui les rend très réceptives à la démagogie, ils ont aussi besoin, pour implanter leur *appareil,* d'une infrastructure industrielle. Les usines, les ports, les écoles fournissent une base beaucoup plus fertile au pullulement des postes de secrétaires communistes et à la prise en mains des militants que les villages de la brousse. Car les usines permettent de syndiquer les travailleurs et les écoles mettront les masses à même de lire la propagande communiste. C'est pourquoi le Kremlin a intérêt à ce que s'industrialisent les pays qu'il espère subjuguer.

LES SOVIETIQUES MISENT SUR LES DEUX TABLEAUX A LA FOIS : D'un côté ils exploitent le sous-développement du peuple pour gonfler la protestation. De l'autre ils exploitent le développement pour former les agitateurs. Nul cadre ne favorise autant ce double jeu que celui des pays sous-développés.

On objecte qu'en laissant l'Occident assurer l'équipement économique du Tiers Monde, l'URSS lui laisse prendre l'influence dominante. C'est encore là une idée désuète héritée de l'époque où qui posait les rails dans un Sultanat se gagnait le Sultan. Mais cet âge est révolu, pour faire place à l'ère du politisme où c'est par *l'appareil* qui contrôle l'opinion, bien plus que par l'argent qui nourrit les corps, qu'on influence un Etat étranger. Le Kremlin sait pertinemment que la domination du Tiers Monde se fera, non par ceux qui y font tourner les *machines,* mais par ceux qui y dominent les medias.

PREUVE QUE L'AIDE OCCIDENTALE FAIT LE JEU DE MOSCOU :

CE SONT LES COMMUNISTES QUI RECLAMENT QUE L'OCCIDENT SE SAIGNE POUR LE TIERS MONDE

Si l'aide économique prodiguée au Tiers Monde par l'Occident était profitable à l'Occident et néfaste aux Soviétiques, on entendrait les propagandistes soviétiques dénoncer cette aide comme un scandale et exiger qu'on la supprime. On verrait dans les rues des pancartes réclamant « la cessation de l'aide capitaliste », comme on voit des défilés exigeant la destruction des armes nucléaires. Or on n'entend ni ne voit rien de la sorte.

Ainsi dans le Vietnam miséreux, dans l'Ethiopie affamée, dans l'Angola ruinée, les Soviétiques ne tirent pas le moindre ombrage des milliards de dollars que ces pays reçoivent de l'Occident. Le dictateur de Madagascar Didier Ratsiraka, après avoir plongé son pays dans le gouffre d'un « socialisme scientifique », réclame une assistance financière aux « capitalistes honnis ». Le ministre des Finances de Paris, la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International lui ont aussitôt consenti une aide de près de 2 *milliards* de dollars à répartir de 1988 à 1990.

De même, le président de la Commission de Planification du Vietnam (responsable des *boat people*) en décembre 1987 déclara « vouloir attirer les capitaux des pays étrangers *non* socialistes » ; et il trouva en Occident des financiers suicidaires pour engouffrer leurs capitaux dans son économie moribonde. Et à Moscou, le patron de tous ces Etats communistes quémandeurs n'y voient aucune objection.

Que l'aide économique au Tiers Monde fasse le jeu des Soviétiques est prouvé par l'appui qu'elle reçoit de tous leurs agents communistes. Ainsi le premier plaidoyer en faveur du programme d'aide américaine fut publié en 1944 par le *chef du parti communiste américain,* Earl Bowder.

Il développa la nécessité d'une exportation massive et gratuite de produits américains au Tiers Monde. Il donna un plan détaillé des aires que doit couvrir l'aide américaine en Amérique latine, Afrique, Asie. Il consacra des pages aux méthodes de persuasion à employer pour faire accepter l'idée par les contribuables yankees. Il déclara que cette aide doit porter sur des constructions à grande échelle de chemins de fer, ponts, barrages. Il expliqua qu'il faut laisser des profits financiers aux businesmen américains qui participeront à cette assistance, car c'est le seul stimulant qui puisse les faire œuvrer ; mais que cela n'a pas d'inconvénients, puisqu'à la fin de cette époque historique la classe des capitalistes sera détruite, et que tous ces chemins de fer, ponts et barrages reviendront au grand stratège soviétique.

Le 25 septembre 1988 cinquante mille gauchistes ont manifesté dans les rues de Berlin-Ouest, devant les assises du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale pour réclamer l'annulation de la dette du Tiers Monde.

Le journal *Le Monde* et une certaine gauche française soutiennent même l'idée d'un Plan Marshall, c'est-à-dire de milliards de dollars donnés par l'Occident au Tiers Monde. Ni le camarade Marchais, ni le camarade Gorbatchev, ni le KGB, n'y ont fait la moindre objection. Car l'aide occidentale, loin de nuire à l'impérialisme soviétique dans le Tiers Monde, le renforce.

C'est Lénine qui l'affirme. Il traitait ses créanciers du monde libre de « canaille riche », « brigands britanniques », « forbans de l'impérialisme allemand », « charognards du colonialisme français », etc. Ces insultes n'ont pas empêché les bolcheviks d'empocher, depuis soixante-dix ans, tous les dons offerts généreusement par ces « canailles riches ». Lénine écrivait : « Même si chaque dollar porte des traces de boue, je n'hésiterai pas un moment à les utiliser dans l'intérêt du socialisme... car cette tactique hâtera la venue de la révolution mondiale. »

Aussi, en 1988 la « canaille riche » allemande a accordé un prêt de trois milliards de Deutsch marks aux dirigeants soviétiques et la « canaille riche » française de 12 milliards de francs. La révolution mondiale continue donc à être financée par la « canaille riche » du pauvre monde libre !!!

LA GRANDE DUPLICITE DES « COMMUNISTES ANTICOLONIALISTES »

ILS S'ACHARNENT A CULPABILISER LES OCCIDENTAUX POUR LEUR COLONIALISME PASSE

La grande astuce des agents d'influence de Moscou, c'est de faire sombrer le monde occidental dans un océan glauque de mauvaise conscience face au dénuement du Tiers Monde, c'est d'injecter dans la peau des généreux donateurs un sentiment de culpabilité concernant leur présente opulence et leur colonialisme passé.

Les agents d'influence martèlent que c'est le système capitaliste qui est responsable de l'immense misère qui sévit dans la plupart des 140 pays du Tiers Monde. Ils mettent disettes et famines au compte d'un pillage, par les pays développés, des ressources naturelles des pays sous-développés. Alors que les véritables coupables sont les tyranneaux locaux incompétents, bellicistes et corrompus, qui ont eu la folie d'appliquer dans leurs pays arriérés le régime collectiviste qui a partout engendré la misère, y compris dans les pays avancés.

Je vais illustrer la meute qui aboie par quelques noms :

René Dumont a lancé les slogans « Nous sommes tous responsables de la famine en Ethiopie », et « Notre surbouffe affame le Tiers Monde ».

Le Mouvement Culturel Chrétien affirme que la faim, l'analphabétisme et la guerre sont le résultat du « vol structurel » commis par le Nord, vol qui constitue « le fait le plus criminel de toute l'histoire de l'humanité... Le colonialisme du Nord est le plus grand holocauste de l'histoire (Rapporté par *Catacombes*, août 1988).

Jean Ziegler, professeur suisse de sociologie, démasqué par *Le Nouvelliste du Valais* comme un agent d'influence de Moscou, déclare dans son livre *Les Rebelles* que « le Tiers Monde est ravagé par le cynisme des grandes puissances, par leur oppression policière

et la tyrannie de la faim », et « qu'il doit livrer un combat de libération nationale pour la lutte des classes contre l'oppression de l'impérialisme... » et autres énormités ressassées dans la langue de bois propre à ses amis communistes dont l'oppression policière, la tyrannie et l'impérialisme n'ont jamais été pris à parti par Jean Ziegler.

Bien entendu, Dumont, Ziegler et compagnie exigent des Occidentaux qu'ils se saignent encore plus « pour sortir le Tiers Monde de la misère où leur cupidité l'ont plongé ». Je suggère aux étudiants de Ziegler qu'ils lui posent les questions suivantes :

— Aider le tyran Ethiopien, n'est-ce pas faciliter sa colonisation de l'Erythrée ?

— Aider le Staline vietnamien, n'est-ce pas renforcer son colonialisme au Cambodge et au Laos ?

— Aider le marxiste Angolais, n'est-ce pas fortifier son impérialisme sur le Cabinda ?

— Aider le despote Nicaraguayen, n'est-ce pas accroître sa terreur sur le Salvador ?

Bien entendu, les semi-intellectuels marxisants du Tiers Monde ne pouvaient que renchérir. Un maître à penser des indépendantistes guadeloupéens, Frantz Fanon, appelle à l'extermination des Blancs : « Pour le colonisé, la vie ne peut surgir que du cadavre en décomposition du colon » (sic)... Plaise à Dieu que ce colon soit encore vivant pour remplir les mains décharnées que lui tendent les affamés. Car ce n'est pas la philosophie de Fanon, maître à mal penser, qui y mettra du pain ! *Jeune Afrique* (9-9-87) ne craint pas le ridicule en imprimant « Fort d'une supériorité acquise par la technique militaire, l'Occident est parti à la conquête du monde, non pour y étendre une civilisation supérieure, mais pour tuer et piller ». *Afrique-Asie* (7-5-84) cravache : « Les Etats-Unis portent la responsabilité directe du génocide des enfants ! »

Cette exploitation des souffrances des miséreux pour en accabler les Occidentaux et détruire la seule civilisation qui eût soulagé, comme jamais auparavant dans l'histoire, les détresses humaines, ce *terrorisme intellectuel* dirigé contre le monde libre fait encore plus de ravages que le terrorisme des bombes. Le slogan qui joua un rôle de premier ordre dans la communisation du Tiers Monde fut : « Si vous voulez l'indépendance, votez communiste. » Une enquête de l'Institut britannique auprès de 500 intellectuels de l'Inde, de Ceylan et de Birmanie, révéla que 80 % avaient lu *La Question Nationale* de Staline où il écrit que le premier commandement du communisme est l'octroi de son *indépendance* à chaque nationalité. Mais trois seulement savaient que Staline avait écrasé dans le sang les nationa-

lités tatare, géorgienne, arménienne, azerbaïdjane avec une brutalité telle que même Lénine s'en déclara « indigné et malade ». Aucun des 500 intellectuels n'avaient entendu parler des génocides commis par Staline après la guerre. Pourtant *Khrouchtchev* les avait dénoncés en ces termes dans son fameux rapport au XXe Congrès du PC soviétique : « Des nations entières, à l'intérieur de l'Union Soviétique, furent déportées en masse, arrachées à leur pays d'origine. Ces déportations frappèrent tous les Karachis, tous les Tchétchènes, tous les Ingouches, tous les Balkars, la population entière de la République autonome Kalmuk. Les Ukrainiens n'ont échappé à ce sort qu'à cause de leur grand nombre ; on n'avait plus d'endroit où les déporter et on ne pouvait pas les tuer tous ».

Au cours de mes vingt voyages autour du monde, j'ai pu vérifier que très peu d'Asiatiques, d'Africains, de Latino-américains avaient entendu parler des annexions sanglantes par l'URSS des pays baltes, de la Carélie finnoise, de la Biélorussie polonaise, de la Bessarabie roumaine, de la Prusse Orientale, de la Ruthénie slovaque, de Sakhaline et des Iles Kouriles japonaises, etc. Staline les annexa puis les russifia dans des conditions *dantesques*. En mai 1988, on découvre un charnier en Biélorussie. La presse, dont les *Izvestia* et *Sovietsky Molode* (organe des Jeunesses communistes lettones) multiplient les révélations sur les 250 000 fusillés, par la police soviétique, dont les corps ont été découverts dans le camp d'extermination de Kourapaty. Les victimes étaient alignées, tuées à bout portant à coup de fusil sur la tempe, pour en abattre deux à la fois avec la même balle. Les pelotons d'exécution portaient l'uniforme du NKVD. En comparaison, le colonialisme français et britannique fut de l'eau de roses.

Ajoutons la colonisation des pays de l'Europe orientale : l'Allemagne de l'Est, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, l'Albanie. Et dernière en date mais non pas la moins cruelle car elle a fait plus d'un million de morts, la colonisation de l'Afghanistan.

Au total, l'*impérialisme soviétique a colonisé par le fer et le feu, en 40 ans, 27 pays antérieurement indépendants couvrant 7 millions de kilomètres carrés et peuplés de 240 millions d'habitants*. Mais nos intellectuels du Tiers Monde semblent l'ignorer.

J'ajoute que Moscou opérait ce colonialisme éhonté dans le temps même où l'Occident donnait leur *indépendance* à 50 pays, couvrant 30 millions de kilomètres carrés et peuplés de 850 millions d'êtres humains. Ce que nos intellectuels tiers mondistes semblent aussi

ignorer. Mais à qui la faute sinon à la démission politique de l'Occident.

Ce qui a permis aux communistes d'avoir l'impudence de se poser, dans le Tiers Monde, en défenseur des peuples ex-colonisés et de donner des leçons d'anti-colonialisme à l'Occident.

LE COLONIALISME MOSCOUTAIRE CRIANT AU COLONIALISME DU DOLLAR

Ne pouvant pas soutenir cette énorme farce d'un colonialisme s'agissant des Etats-Unis qui n'avaient jamais possédé de colonies, la propagande soviétique a lancé un autre slogan : « L'asservissement par le *dollar* est pire que l'asservissement par l'épée. » Et tous leurs agents d'influence et, derrière eux, tous les perroquets de gauche, entonnèrent l'antienne de « l'impérialisme du dollar ».

C'est là un piteux artifice. Jamais une puissance n'a pu édifier, dans un pays étranger, avec son seul *argent*, le millième du pouvoir qu'elle a pu exercer grâce à ses *troupes*. En Argentine, au Brésil, au Vénézuela que je connais bien, les forces politiques locales ont toujours fait ce qui leur passait par la tête — ou par les sabres — en se souciant comme d'une guigne de ce que souhaitait Wall Street ou la Cité de Londres. Les soviétophiles Castro, Goulart, le général Péron, ont rafflé les ports, les chemins de fer, les mines, les biens considérables que le « colonialisme du dollar » avaient construits dans leur pays, par simple décrets de *nationalisation*, sans que les puissances du dollar eussent osé remuer un seul canon.

Un des plus saisissants bilans fut dressé par le délégué noir katangais, Dominique Diurs, à la Conférence Internationale sur la Guerre Politique que j'avais présidée en 1960 à l'OTAN à Paris. Je le cite :

« Il est bien vrai que le colonialisme fut parfois cruel et surtout méprisant. Les Belges nous appelaient macaques et nous humiliaient. Mais ils ne firent pas que cela. Ils apportèrent chez nous des choses qui n'y seraient jamais venues sans eux : des écoles, des hôpitaux, des routes, la sécurité des biens et des personnes... Et si, dans le tramway, on devait céder la place aux Blancs, dans les écoles un autre Blanc nous apprenaient patiemment à lire, à écrire et à penser, et même à songer à notre dignité d'homme. A la fin, vous nous avez accordé l'indépendance. Et sans que nous ayons eu beaucoup à lutter contre vous. Nos anciens maîtres cédèrent bien plus vite que ne le font les seigneurs communistes aujourd'hui quand leurs sujets à eux aspirent

à se délivrer. En quelques jours, à Budapest, ils firent mille fois plus de morts parmi les insurgés que nous n'en eûmes à déplorer durant toute notre lutte de dix ans pour notre indépendance. Combien de Soviétiques coucheront-ils de cadavres dans les rues avant de s'en aller comme partirent les Belges ? Il est lamentable de voir que vous, Occidentaux, qui nous avez transmis cet héritage, vous vous laissiez chasser par les communistes qui, eux, ne nous ont rien apporté du tout et n'aspirent qu'à s'installer comme des chacals sur vos dépouilles. »

Quelle belle leçon ce Noir katangais donnait aux Blancs pusillanimes.

Un fait prouve d'une façon éclatante que le colonialisme soviétique est incomparablement plus cruel, exploiteur et sanglant que le fut le colonialisme européen passé : Alors qu'aucun sujet des pays satellisés par Moscou ne va planter ses pénates en URSS, les Algériens, les Vietnamiens, les Noirs, les Hindous, colonisés par la France ou la Grande-Bretagne vinrent en masse s'installer en France ou en Grande-Bretagne. Nos indigènes affrontaient même quinze jours de prison pour vivre illégalement dans la métropole qui les avait colonisés, alors que les peuples captifs de l'URSS bravent les mitrailleuses des rideaux de fer pour *s'enfuir* de la métropole qui les « affranchit ».

NOUS NE FUMES PAS SI EGOISTES...

Puisque c'est en agitant le spectre des cruautés du colonialisme occidental que les communistes ont gagné le Tiers Monde, l'important c'est de rétablir la vérité, c'est de rappeler les apports des Occidentaux dans les domaines de la santé (hôpitaux), de la chute de la mortalité infantile (vaccinations), de l'éducation et de la formation des élites (écoles), de la pacification des luttes tribales. En opposition à la *géhenne du colonialisme communiste présent*, je peux apporter quelques témoignages sur le très vivable purgatoire que constituait pour le Tiers Monde la colonisation occidentale passée.

Jacques Saintonge rapporte (dans *La Presse française*) : « Emile Poisson, Dahoméen de 85 ans, ancien ambassadeur à Paris et à Londres... me disait un jour les bienfaits de la colonisation... ces pays sans qu'elle attachait à leur terre et protégeait ainsi des dérives marxistes et révolutionnaires apprises par les petits sous-lieutenants noirs dans les cafés du Quartier Latin... Bienfaits de la colonisation ? Oui. Osons le dire... Au temps de la colonisation l'Afrique était le continent le plus paisible de la terre. 5 à 6 millions d'Européens

vivaient au milieu de 200 millions d'autochtones. L'Afrique se suffisait à elle-même et exportait une partie de ses ressources alimentaires. Les Européens sont partis. Une cinquantaine de pays sont devenus " indépendants ". Ils ont une armée, un pouvoir, une diplomatie aux quatre coins du monde. Et un demi-milliards d'hommes vivent dans la misère et l'insécurité ; 500 000 d'entre eux meurent de faim chaque année. »

François-Georges Dreyfus rapporte : « Dans les années 50, mon père, haut fonctionnaire de la France d'Outre-Mer d'alors, ne cessait à ses retours d'inspection de souligner le décollage de certains territoires africains — la Côte-d'Ivoire, la Guinée, Madagascar... et les réussites britanniques que représentaient, pour lui, le Kenya et la Gold Coast, l'actuel Ghana. » Or, la Guinée, Madagascar, le Ghana qui auraient encore dû progresser, puisque délivrés de « l'odieux colonialisme », sont tombés dans la plus atroce misère.

Dans le *Bulletin d'André Noël* (20-2-88) on lit : « A cette époque il y avait, tout comme aujourd'hui, de grandes catastrophes naturelles, des périodes de sécheresse, des typhons ravageurs, des inondations, des épidémies. Chaque puissance européenne titulaire, sans ameuter le monde entier, prenait alors les mesures nécessaires pour faire face à ces fléaux, de même qu'elle travaillait sans relâche, dans les territoires dont elle avait la charge, à faire reculer l'analphabétisme, la malnutrition, la maladie... Quelques meneurs ambitieux ont exigé le départ des Puissances protectrices. L'événement, célébré par toutes les grandes consciences de l'Univers, a pris le nom historique de " décolonisation "... Les populations ainsi libérées y ont-elles gagné en santé, en culture, en prospérité ? Non. Alors, on aimerait que les " grandes consciences " manifestassent un peu plus de discrétion lorsqu'elles dénoncent à présent la grande misère du Tiers Monde. Qui en est responsable ? »

Le colonel Bernard Moinet souligne aussi l'apport de premier ordre de l'Afrique du Sud dans la lutte contre la misère des Noirs : « L'Afrique *Noire* qui ne dépassait guère 100 millions d'habitants depuis des siècles, en compte aujourd'hui 500 millions. Résultat d'une " affreuse colonisation " et de l'extraordinaire équipement médical et social de l'Afrique du Sud. Ce pays porte, au niveau mondial, le plus lourd fardeau que l'on puisse imaginer, et s'il fallait le classer dans l'aide aux pays sous-développés par rapport à son PNB, il serait de très loin à la première place. Non seulement il prend en charge 20 millions de métis, d'Indiens et de Noirs installés sur son territoire, mais il vient au secours de tous les pays environnants, par les emplois fournis à leurs immigrants et par l'apport économique de

Prétoria... Face à une telle action concrète, incomparable dans le monde, le chaos et la misère règnent en Afrique partout où les Chinois et les Soviétiques se sont installés, avec notre consentement ou notre appui : de l'Algérie au Congo, de l'Angola à Madagascar, en passant par l'Ethiopie » (3-5-88).

Je pourrai fournir des dizaines de témoignages dans ce sens. Je me bornerai à celui d'une des personnalités les plus respectées, l'archiduc Otto de Habsbourg (*Paris-Match*, janvier 1985) : « Vers les années 50, 200 millions d'autochtones et une population d'origine européenne évaluée à 5,5 millions de personnes vivaient en Afrique noire qui était alors la plus paisible et la moins militarisée de la planète : elle se suffisait à elle-même et exportait une partie de ses produits alimentaires. Aujourd'hui les Européens sont partis. Une cinquantaine de nations ont accédé à " l'indépendance ". Un demi-milliard d'hommes les habitent, mais 150 millions d'entre eux meurent de faim du fait de la sécheresse, des conflits, de l'incompétence, de la prévarication de la plupart de leurs dirigeants. Sept millions d'Africains, soit un réfugié sur 2 au monde, ont fui leurs terres natales déchirées par les guerres civiles et devenues, à quelques exceptions près, des contrées d'indigents et de mendiants... La cohorte des penseurs d'Occident ne veut pas connaître la véritable cause de tant de malheurs : la disparition de l'homme européen, honni, culpabilisé, que l'on qualifie de " raciste " et dont l'exode a commencé il y a trente-deux ans... Au Congo, les Européens furent massacrés par centaines. En 1975, pour les mêmes raisons, 240 000 Portugais quittèrent le Mozambique, 385 000 autres l'Angola... Au cours des quatre dernières années, 150 000 Européens ont abandonné le Zimbabwé, l'Ouganda, le Ghana, la Tanzanie, le Nigéria, la Zambie tandis que se profilait partout l'ombre de Moscou derrière les paravents du nouveau Pouvoir Noir. *Inversement proportionnelle à la présence européenne dans ces pays autrefois prospères, est la liste des catastrophes qui s'abattent sur eux...* »

Toutefois, comme le colonisé, quelque soient les avantages qu'il a tirés de la présence des Occidentaux, s'est senti humilié, il faudra non pas tant lui vanter les bienfaits de la colonisation occidentale passée, que lui faire prendre conscience des terribles méfaits du *colonialisme soviétique présent*. Il faudra l'avertir que les tyranneaux communistes qui ont pris la tête des pays décolonisés violent, à un degré jamais atteint dans le passé, ces Droits de l'Homme promis comme le grand bienfait de la décolonisation ! Je vais en donner quelques dantesques illustrations.

LES COLONIALISTES, AFFAMEURS ET RACISTES, CE SONT LES TYRANNEAUX COMNMUNISTES DES PAYS DECOLONISES

Il faut bien constater que dans la plupart des pays où les Européens sont partis, la situation s'est gravement détériorée. Ce n'est pas un Blanc qui fait ce constat lourd de conséquences, c'est le leader *Noir* de la Zambie, Kenneth Kaunda, qu'on ne peut accuser de négrophobie. Je vais donner des flash du calvaire subi par de nombreux peuples du Tiers Monde depuis l'arrivée de tyrans marxistes au pouvoir. Pour qu'on ne m'accuse pas de fausser ce tableau par une vision trop subjective, je ferai appel au maximum de témoignages.

LE TIERS MONDE COMMUNISTE SOUFFRE DE LA FAIM

L'*Algérie* fut un des pays décolonisé dans les meilleures conditions économiques : forage du pétrole, gaz acheté par la France au-dessus des cours, agriculture avancée. En vingt-cinq ans de dictature d'un parti unique pro-soviétique, l'Algérie est devenue un exemple de plus du fiasco tiers mondiste. Aux émeutes de la vie chère et de la disette, le pouvoir a répondu en mitraillant la foule. Il y eut un millier de morts.

Les Mauroy, les Fabius, les Montand se sont trompés de destination. Ce ne sont pas les Chiliens repus et libres de voter pour 16 partis dans le calme qui avaient besoin d'eux, c'étaient les Algériens muselés, affamés et mitraillés. Mais nos trois compères se sont bien gardés d'aller les secourir.

En *Ethiopie*, les déportations en masse de paysans engendrèrent des famines comme au temps de Staline en Russie. François Jean, chercheur de la Fondation Liberté sans Frontières, remarque dans *Politique Internationale* (avril 1988) que les zones affamées — Erytrée, Tigré, Nord Wollo — furent précisément celles où l'armée du Négus rouge détruisit les récoltes et le bétail, pilla les villages, attaqua les convois de vivres. Cette famine n'est pas due à l'hostilité du climat, elle résulte de la politique inhumaine du régime communiste.

François Jean écrit : « Loin de créer un cadre favorable à l'augmentation de la production, le régime s'acharne à multiplier les mécanismes d'extorsion des surplus. Partout, la livraison des quotas obligatoires, la multiplication des taxes, la confiscation des réserves de grain ont découragé la production et étranglé la paysannerie... L'Est et l'Ouest se relaient au chevet de l'Ethiopie dans un singulier partage

des tâches : les Occidentaux fournissent des quantités croissantes d'aide alimentaire ; les Soviétiques se chargent des livraisons d'armements. En 1985, les achats d'armements de Mengistu à Moscou ont représenté une somme équivalente à l'aide publique accordée par les pays occidentaux pour secourir les victimes de la famine.... Plus de six millions de paysans ont été contraints d'abandonner leurs terres et de se regrouper dans de nouveaux villages... sous la férule d'un parti d'avant-garde de 30 000 cadres dûment formés par les Soviétiques... La famine en Ethiopie est plus qu'une seconde nature, elle est un mode de gouvernement du parti communiste. »

Le *Soudan* est aussi dans le malheur parce qu'embourbé dans une interminable guerre civile. La moitié Nord du pays et la capitale Khartoum sont sous la domination islamique avec application impitoyable de la *Charia* ou loi coranique qui prévoit des châtiments corporels et des mutilations. L'homme fort du Soudan, Sadek el Mahdi, veut étendre la *Charia* aux provinces chrétiennes et animistes du Sud. Celles-ci furent prises en main par le colonel Garang, un communiste, qui mène une guérilla meurtrière avec l'aide de la Libye et de l'Ehiopie. Prises entre deux feux, les populations chrétiennes sont dans une situation dramatique. Elles se meurent de faim. Les milices arabes *rigazat*, pro-gouvernementales, pillent, tuent, violent et pratiquent en toute impunité la traite des Noirs. En mars 1988, un millier de Dinkas, et en août 300 Dinkas étaient exécutés sur ordre du général Abou Ghouroun Abdallah (*Magistère Information*, 15-2-88 et *Rivarol*, 3-6-88).

Un important trafic *d'esclaves* est signalé par M. Kaut, président de la Mission Catholique Internationale. Des enfants âgés de huit à quinze ans (dont les parents ont été tués au cours de razzias) sont vendus dans le nord pour la somme de 600 livres soudanaises (250 dollars) pour un garçon et 400 livres pour une fille (*Le Monde*, 21 août 1987), l'archevêque de Khartoum, Mgr Wako, a dénoncé le scandale.

Un médecin néerlandais témoigne que les violations des droits de l'homme au Sud-Soudan dépassent dans l'horreur ce qu'avaient connu l'Ouganda et le Congo des années 60. Le général Abou Ghouroun Abdallah s'est acquis une réputation de tueur. Ses officiers l'ont baptisé « notre Hitler soudanais ». Trois provinces sont aujourd'hui dévastées. Les tortures sont abominables, les corps horriblement mutilés. Le médecin néerlandais a inscrit sur son carnet en style télégraphique : « 18 Dinkas tués. Pas de tête, pas de sexe. Une femme enceinte l'abdomen ouvert... Le 11 août : 62 personnes gazées à Grinti par le pot d'échappement d'un camion... Les lèvres des victimes

étaient rouges comme des cerises. Fin août : De nombreux enfants Dinkas ont été kidnappés et tués, coupés en morceaux par la milice » (*L'Express*, 24-03-88). Les Nations Unies estiment qu'un million de personnes sont affectées par la famine, et l'UNICEF déclare que 750 000 enfants risquent de mourir de malnutrition (*Le Courrier de la Liberté*, avril 1985).

Je lis dans la presse : « L'Afrique est le continent des tragédies muettes. Des guerres d'une cruauté rare s'y déroulent sans que le monde en soit informé. » Mais ce n'est pas seulement en Afrique, c'est sur tous les continents que les tragédies restent muettes *dès qu'elles concernent des pouvoirs communistes*. En revanche, les moindres entorses aux droits de l'homme prennent des proportions claironnantes dès qu'elles sont le fait de régimes anti-communistes. Ce qui révolte la gauche, ce n'est pas « l'Hitler soudanais », c'est le général Pinochet qui ne pratique aucun terrorisme et nourrit fort bien sa population.

La *Guinée* est riche en bauxite (deuxième exportateur mondial), riche en fer, en or, diamants, cuivre, manganèse, cobalt, titane, plomb, nickel. Bref la Guinée *était* un Eldorado. « Si nous avions eu tout ce pactole, nous serions la plus grande puissance régionale », disent les Ivoiriens lesquels, grâce au libéralisme, ont réussi à bâtir une prospérité sur leurs seules ressources agricoles.

A cause de l'économie collectiviste imposée au peuple guinéen par cent mille bureaucrates, dont la moitié sont des inutiles, Sékou Touré avait réussi le tour de force de faire d'une des plus florissantes colonies françaises, surnommée « la perle de l'Afrique », une des nations les plus misérables du Tiers Monde. Un chiffre illustre cette dégradation : La Guinée exportait 100 000 tonnes de bananes en 1958, elle n'en exportait plus que 500 tonnes à la mort du Tyran.

De l'*Angola*, Kenneth L. Adelman opinait dans *Foreign Affairs* : « Peu de territoires sont devenus indépendants avec une telle richesse en ressources minérales et de telles promesses de développement économique. Du pétrole, des diamants, du minérai de fer ont été trouvés en abondance... L'excédent commercial se montait en 1973 à 235 millions de dollars. La guerre pour l'indépendance contre les Portugais, qui sévissait depuis dix ans, n'avait pas brisé les capacités de développement de l'Angola. Elles furent anéanties par le Conseil révolutionnaire marxiste-léniniste qui procéda à l'étatisation de l'économie, avec comme résultat la terreur, la bureaucratie, la planification à outrance, la corruption, la pénurie. »

Et maintenant c'est la désolation. Dans un article du *New York Times* (24 janvier 1981) on pouvait lire : « Faire un tour chaque

matin dans Luanda permet au visiteur d'être au fait du problème n° 1 de l'Angola : la distribution des vivres. A l'entrée des supermarchés, il y a des files de gens qui attendent l'ouverture des portes à 10 heures. Certaines personnes sont là depuis la levée du couvre-feu à 6 heures. »

Le *Washington Post* confirme (7-10-83) : « Les gens font la queue pendant des heures chaque jour à l'entrée des rares magasins gouvernementaux ouverts, pour acheter, avec des cartes de rationnement, les quelques denrées indispensables. L'absentéisme s'élève à 85 % dans certaines administrations, car les employés passent leur journée à faire la queue pour la nourriture. » Du même journal, le 28-10-84 : « Des boutiques et des entreprises tout au long de Luanda, ville d'un million d'habitants, ont été abandonnées, leurs vitrines et leurs fenêtres cassées... Dans une pharmacie, une bouteille de shampoing est posée là, seule au milieu d'étagères vides, comme un rappel ironique de l'effondrement de la consommation. »

Branko Lazich a rédigé *Angola 1977-1988*. Je lui laisse la parole : « La situation alimentaire est dramatique. De 700 000 tonnes en 1973, la production de maïs tombe à 18 000 en 1981. De 93 000 tonnes en 1973, la production de sucre est tombée à 10 000 tonnes. Et d'exportatrice, l'Angola est devenue importatrice... elle importe 80 % de sa nourriture. Selon le ministre de l'Agriculture, la viande est devenue un produit de luxe... Quant au poisson, il est pêché et raflé par les Soviétiques en paiement de leur aide militaire... »

Le président angolais, Do Santos, a hypotéqué les richesses naturelles de son pays pour permettre à 50 000 soldats cubains de faire, en quelques années, bien plus de morts dans les rangs de ses compatriotes que n'en firent quinze ans de guerre coloniale.

Après dix ans d'indépendance, le seul secteur qui progresse est celui du pétrole du *Cabinda* qui rapporte à l'Angola 90 % de ses devises. Mais il est le seul qui échappe aux normes de l'économie marxiste, car il est assuré par douze multinationales, dont Elf-Aquitaine. Les grands satans du capitalisme sauvent la régime communiste angolais. Toutes les autres branches étatisées : coton, café, diamants, sont en faillite.

Un journaliste du *Times* de Londres décrivait (le 6 septembre 1983) les conséquences de cette banqueroute au niveau de la vie quotidienne : « Après huit années d'indépendance, tout cela évoque plus un lendemain de l'Apocalypse que l'âme d'une nation libérée des entraves du colonialisme. Luanda, quelque critère qu'on adopte, est un taudis engourdi et crasseux où les eaux s'écoulent dans des rigoles et où des centaines de boutiques et de bureaux restent vides. »

La Croix Rouge Internationale estime « le nombre des personnes déplacées, affamées et démunies de tout à 600 000 » (*Le Monde*, 18-1-85). C'est pourquoi on voit tant d'enfants à Luanda fouillant les ordures ménagères pour se nourrir. Selon l'UNICEF, « 45 % des enfants angolais souffrent de malnutrition » (*International Herald Tribune*, 28-12-87). André de Souza, de l'Union des Angolais à l'étranger, rappelle qu'en Angola « on trouve des cadavres d'enfants dans les dépôts d'ordures... »

Sur le *Zimbabwé*, ex-Rhodésie, le révérend Père Arthur Lewis, missionnaire de l'Eglise anglicane et qui travaille dans ce pays, a écrit un livre émouvant : *Au nom du Christ en Afrique australe*. J'y trouve une liste d'actes du terrorisme qui ravage ce pays : « Dix personnes tuées par une mine, scène d'horreur. Le corps d'un enfant suspendu au-dessus d'une palissade comme une poupée désarticulée, la tête d'une femme décapitée projetée à des mètres de son tronc lacéré... dix corps de femmes et d'enfants brisés en morceaux... Des directeurs d'école africains ont été aspergés de liquide inflammable et brûlés à mort. Des écoles, des églises, des magasins, des sièges de société, des domiciles particuliers ont été pillés et incendiés. Des hommes furent attachés ensemble et une grenade placée entre eux. Un autre eut sa bouche remplie d'explosif qui a été mis à feu... Des vieillards sont battus à mort, des femmes violées et tuées à coup de baïonnette. On a coupé les oreilles et les lèvres à des hommes, tandis que leurs épouses étaient contraintes à les manger »... « J'ai visité moi-même la scène du premier massacre à Honde, en décembre 1976, où vingt-sept travailleurs d'une plantation de thé furent tués à la baïonnette, en présence de leurs familles, par les partisans de Robert Mugabe. Ces ouvriers avaient osé travailler pour des Blancs, on les appelait des " vendus "... 331 écoliers furent enlevés et transférés en Zambie : les garçons pour l'entraînement terroriste, et les filles comme compagnes de lit pour les terroristes du ZAPU... Si l'on prétend que les Noirs sont si zélés pour rejoindre " les combattants de la Liberté ", pourquoi doit-on les recruter par enlèvement ? »

Le *Rhodesia Christian Group* de Londres (octobre 88) dévoile que « des citoyens peuvent être jetés en prison et torturés pendant des années pour des raisons politiques sans avoir été condamnés ».

L'archiduc Otto de Habsbourg attire l'attention sur l'inégalité sociale qui règne au Zimbabwé (inégalité que, curieusement, la gauche ne dénonce jamais quand elle a lieu dans des pays marxisants). « On croise des milliers de gens affamés pendant qu'à Harare les amis yougoslaves de Mugabe construisent un hôtel de luxe évalué à 100 millions de dollars pour un tourisme inexistant. » Il confirme d'un trait

de plume les atrocités rapportées par le Père Arthur Lewis : « Mugabe mène son petit holocauste personnel au Matabeland depuis janvier 1973. »

Mais c'est contre l'Afrique du Sud que le monde dit libre prend des sanctions ! A ce propos, *Rivarol* (22-4-88) commente non sans une pointe d'humour : « De nombreux Noirs du Zimbabwé ne sont certainement pas disposés à réclamer la cessation de tout commerce avec l'Afrique du Sud. Ils sont en effet toujours plus nombreux à passer la frontière pour y acheter tous les biens de consommation qu'ils ne trouvent pas dans leur pays. »

Au *Mozambique*, le Révérend Père Arthur Lewis dresse un tableau désespérant : « Autrefois exportateur de produits alimentaires, actuellement tyrannie marxiste qui rétrograde vers la famine et l'état sauvage, une sauvagerie bien armée par les Soviétiques. » Il remarque que le mouvement terroriste FRELIMO avait déclenché la révolution sous le prétexte que les Portugais pratiquaient le travail forcé. « Or le travail forcé dans les goulags fut imposé par le FRELIMO dès son arrivée au pouvoir. »

Le régime sauvage de Samora Machel suscita une rébellion de la RENAMO — Résistance Nationale du Mozambique — laquelle à son tour massacre et rançonne. Si bien que dans *L'Express* (22-5-88), Alain Louyot déclare qu'il revient d'un pays de cauchemar : « On coupe l'oreille de l'ennemi en l'obligeant à la manger, on sectionne le bout des seins des femmes, haine et cruauté à l'état brut. » Un rapport du Département d'Etat américain révèle l'effroyable vérité : 6 millions de Mozambicains touchés par la famine, des dizaines de milliers d'autres réduits en esclavage ou torturés à mort. « Ce qui se passe au Mozambique », déclare Roy Stacey, sous-secrétaire d'Etat américain chargé des Affaires africaines, « est l'un des pires holocaustes depuis la Seconde Guerre mondiale. Une ville de 35 000 habitants, Morrumbala, fut rayée de la carte par le déferlement de bandits armés... L'usine de sucre de Marromeu, dont la capacité de production était de 90 millions de tonnes, n'est plus qu'un décor de ferrailles tordues. Les turbines ont été déchiquetées à l'explosif. Mêmes dégâts pour les locomotives de la voie ferrée de Nacala. Le long des quais déserts, des bateaux rouillés sont amarrés comme pour l'éternité. Spectacles dantesques. »

Et pourtant, en 1987, ce régime stalinien reçut une aide internationale de 650 millions de dollars. Les Nations Unies ont voté en 1988 une nouvelle aide d'urgence de 300 millions de dollars. Veines perfusions... *Le Monde* (16-6-88) révélait que le Mozambique était ravagé par la famine et que la moitié de sa population dépendait de

l'aide internationale. Mais ce journal se gardait bien d'incriminer la nature communiste du pouvoir responsable de cette détresse.

Lorsque *Madagascar* accéda à l'indépendance en 1960, la grande île était exportatrice de produits agricoles (riz, bélail) et de produits minéraux. Son PNB par habitant était alors 13 fois inférieur à celui de la France, aujourd'hui il est 36 fois inférieur. En 1960 Madagascar était parmi les 10 nations les plus prospères d'Afrique, aujourd'hui elle est parmi les 5 les plus misérables (Georges Dreyfus, *La Presse Française*).

Lucille Ramanandraibe, dans son *Livre Vert de l'Espérance malgache*, opine que « l'étatisation des entreprises et la collectivisation des terres ont débouché sur la ruine de Madagascar. Il s'ensuivit une corruption grave, l'objectif de la maffia bureaucratique étant de nationaliser les risques et de privatiser les recettes... Le socialisme scientifique, loin d'apporter la paix, l'égalité et la prospérité est, par essence même, générateur de répressions, d'injustice et de misère ».

Dans ce *Livre Vert*, on lit aussi : « L'objectivité commande de reconnaître qu'en 1972 le colonialisme français avait confié au général Ramanantsos un pays en relatif bon état : le ravitaillement était assuré, les comptes de la nation étaient équilibrés, la production industrielle avait augmenté... » Et aujourd'hui on est devant ce spectacle poignant : « Les famines périodiques dans le Sud, le manque de riz qui a provoqué les émeutes de Toamasina, les déshérités cherchant leur subsistance dans les décharges publiques, les ventes d'enfants, les enfants affamés quasiment nus et rôdant dans les anciens abattoirs d'Antananarivo... Et ce, tandis qu'une *nomenklatura* insolente baigne dans l'opulence. »

Nous n'avons pas la place pour passer en revue tous les pays africains décolonisés tombés dans la misère et l'oppression. Signalons toutefois l'*Ouganda*, dont le journal *La Croix* écrit : « Autrefois surnommé la perle de l'Afrique, ce pays consacre 40 % de son budget à la lutte... contre les tribus rebelles... La violence a déjà fait 300 000 morts. » Otto de Habsbourg commente : « On incrimine le colonialisme et l'endettement du pays. Il faudrait plutôt imputer cette faillite en Ouganda aux dépenses militaires et somptuaires et à une économie que l'on a voulue socialiste » (*Paris-Match*, janvier 1985).

Au *Burundi*, depuis son indépendance en 1962, les ethnies Hutus et Tutsis s'entretuent à répétition. L'armée se livre à des exactions épouvantables. On estime que les massacres et la répression firent dans les dernières années 300 000 morts, des centaines de milliers de sans abri et de réfugiés. Voilà ce qu'il est advenu de cette colonie belge après sa « libération ».

Le *Ghana,* premier Etat africain à avoir acquis son indépendance de la Grande-Bretagne, est livré à la famine.

La *Zambie* communiste a ceci de remarquable que son approvisionnement en nourriture dépend, à 60 %, des efforts de ses *280 fermiers européens,* les 40 % restants étant produits par ses *3 millions de fermiers zambiens.* Mais dans la capitale à Lusaka, une escadrille de chasseurs MIG s'étale sur l'aéroport comme un monument érigé à la paranoïa du chef Kenneth Kaunda (*Paris-Match,* janvier 1985).

Bref 22 pays sub-sahariens sont en faillite. Ils devaient à l'Occident, fin 1987, quarante milliards de dollars.

Et, paradoxalement, c'est sur l'Afrique du Sud (que tous honnissent comme dernier pays du continent Noir où il reste des Blancs actifs et producteurs) que les peuples voisins comptent pour ne pas mourir de faim.

En *ASIE,* les pays qui ont imposé l'étatisation des entreprises et la collectivisation des terres ont tous connu des famines, comme le Vietnam, le Cambodge, la Birmanie, la Chine de Mao en 1958-1961. En revanche, les pays qui ont adopté la libre entreprise, même ceux qui sont partis de très bas comme Taïwan, la Corée du Sud, Singapour, connaissent à ce jour une prospérité éclatante et un haut niveau de vie à l'égal de celui du Japon.

En *Birmanie* socialiste (que j'ai visité deux fois), j'ai été frappée par les expropriations et étatisations à outrance, les queues devant les magasins d'Etat vides, la corruption dans les administrations, l'inflation galopante (en six mois le prix du riz a augmenté de 400 %), le marché noir qui représente un volume deux fois plus élevé que le marché officiel, les bus surchargés d'hommes jusque sur les toits, les enfants qui mendient. C'est le spectacle de la désolation. Vingt-six ans de dirigisme socialiste implacable a transformé cette ancienne colonie anglaise, l'une des plus riches d'Asie, qui produisait autrefois la moitié du riz mis en vente sur le marché mondial, en un pays de crève-la-faim, de cartes de rationnement, avec un revenu *annuel* de 190 dollars par habitant, alors qu'il est de 620 dollars dans la Thaïlande « capitaliste » voisine (*Le Figaro,* 3-8-88).

Le coup d'Etat militaire du général Ne Win, parce qu'il allait « dans le sens de l'Histoire » c'est-à-dire du communisme, ne suscita pas la réprobation générale comme celui du général Pinochet qui avait osé renverser un régime communiste. Et cela bien que l'oppression fut en Birmanie infiniment plus atroce qu'au Chili. On compte en Birmanie des milliers de prisonniers politiques, *fers aux pieds.* La

sinistre police politique Sb2 est spécialisée dans les tortures et les disparitions d'opposants (Lartéguy, *Paris-Match,* 26-8-88).

En 1988, la population s'est révoltée contre la faim et l'oppression. Les policiers ont attaqué les étudiants aux cris de « Brisez-leur la tête » (*L'Express,* 29-7-88). L'armée, appuyée par des blindés légers a tiré sur les étudiants et a fait un millier de morts. Le général Saw Maung s'est attribué tous les pouvoirs, Premier ministre, ministre de la Défense et des Affaires étrangères.

Mais durant le quart de siècle qui vient de s'écouler, les démocraties occidentales n'ont prêté la moindre attention à la dictature militaire qui sévissait en Birmanie et à la détresse des Birmans. Elles dénonçaient avec hystérie l'Afrique du Sud, le Chili, Israël, où le *bien-être* et la *liberté de tous* leurs ressortissants sont incomparablement supérieurs à celui des désespérés Birmans, mais elles se taisaient sur le totalitarisme de Ne Win parce qu'il était communiste.

Au *Vietnam* (j'y suis allée maintes fois), riche pays bien arrosé où tout le monde mangeait à sa faim dans le Sud, sept millions de ses sujets souffrent aujourd'hui de la disette. Le correspondant de *France-Presse,* Gilles Campion, rapporte ce qui se répète à Hanoï : « Nous avons très faim, il n'y a plus rien à manger chez nous. Cette complainte s'adresse aux anciens colonisateurs français. » Et le correspondant du *Figaro* (6-6-88) confirme : « Hanoï a pris les apparences des quartiers les plus misérables de Calcutta : des milliers de mendiants décharnés et en guenilles. La police les engouffre dans des autobus pour les ramener dans leurs villages (ou au goulag)... Des milliers de vieillards et d'enfants sont dans un état critique, avouent de hauts fonctionnaires. Les *boat-people* qui ont la chance de survivre font état de nombreux morts par la misère. »

L'inflation est galopante, 1 000 %, due à l'incurie de l'administration. Celle-ci est gangrenée par la corruption et enlisée par les lourdeurs bureaucratiques. La ruine économique est également due aux massacres des résistants : villages rasés, déportations massives, destruction de récoltes pour empêcher les civils de ravitailler les combattants de la Liberté (*Europe-Magazine,* 1-2-85).

L'évêque de Hué, Mgr Nguyen Kim Diem, est mort des suites des tortures qui lui furent infligées pour son refus d'adhérer au Comité des catholiques patriotes, organisation crypto-communiste. Trois cents prêtres croupissent dans les goulags vietnamiens. Aucun des six millions de catholiques vietnamiens n'est autorisé à émigrer à l'étranger.

Ainsi, treize ans après la chute de Saïgon et la réunification du Vietnam Nord et Sud, la troisième puissance communiste du monde

est en perdition. Elle doit faire auprès de ses anciens colonisateurs français la mendicité de 65 mille tonnes de riz, et reconnaître que la guerre économique est considérablement plus difficile à gagner que la guerre armée !

Le *Cambodge*, décolonisé et communisé par Pol Pot le chef des Khmers Rouges, fut l'enfer sur terre. Ce fut deux millions et demi de morts sur une population de huit millions d'habitants ; ce fut un demi-million d'orphelins et autant de réfugiés ; ce fut une capitale entièrement vidée de ses habitants, y compris des malades, des estropiés et des mourants ; ce fut le goulag national ; ce fut le règne de la démence. Le Staline cambodgien avait donné quarante-huit heures aux habitants de Phnom-Penh pour quitter les lieux où ils avaient toujours vécu, les malades emportant les flacons de leur transfusion de sang coulant toujours dans leur veine pour entreprendre la longue marche de la mort... N'est-ce pas aussi abominable que les chambres à gaz d'Hitler ? Alors pourquoi n'en parle-t-on jamais ?

Dans l'*Inde socialiste*, une grande partie de la population vit dans l'extrême indigence. Je suis allée dix fois en Inde et je peux témoigner que la misère serre la gorge. Des millions d'enfants sont vendus comme esclaves pour payer les dettes de leurs parents. Nathalie Blum, dans *Le Figaro* (16-4-84), en donne des flash déchirants : « On nous forçait à travailler vingt heures par jour et, quand on s'endormait sur notre ouvrage, on nous brûlait au fer rouge », a déclaré au *Statesman Suraj* un garçon de dix ans en montrant les traces des bûlures sur ses maigres bras. Des enfants de cinq à onze ans sont employés dans des entreprises de tissage ou de briqueteries avec pour tout salaire deux repas journaliers. Il faut 400 roupies pour acquérir un bufle, mais avec 50 roupies on peut acheter un homme. Ce sont les esclaves de l'Inde décolonisée. »

Dans *Le Figaro Magazine* un reportage intitulé « Pour cent briques t'as une roupie » est illustré de photos poignantes d'enfants de dix, huit et même six ans transportant trois tonnes de briques par jour. « Les gamins travaillent comme des damnés de la terre pour quelques galettes de riz. Ils ne connaissent ni les jeux, ni l'école. »

C'est bien pis que du temps du colonialisme anglais. Mais l'Inde étant socialiste et une fidèle amie de Moscou, vous n'entendrez jamais nos grandes consciences de gauche dénoncer cette exploitation éhontée.

Les militaires de New Delhi décidèrent de percer une voie stratégique à travers « une montagne de cauchemar » du Boutan au royaume himalayen. Trente mille misérables ont mené une vie de damnés pour construire 3 780 kilomètres de cette route sur la montagne des Tigres, sous un climat terrible : orages monstrueux et brumes glaciales. Beaucoup en sont morts. « Voici les esclaves de l'Inde moderne », lit-on sous les photos hallucinantes de ces misérables cantonniers publiées par *Le Figaro Magazine* (2-7-88). Mais les blindés indiens, made in URSS, pourront désormais rouler sur cette route construite *à la main* par une foule de crève-la-faim.

L'*AMERIQUE LATINE*, qui s'affranchit du colonialisme espagnol vers la moitié du XIXe siècle, puis de l'influence américaine et britannique vers la moitié du XXe siècle, est en train de tomber, pays après pays, sous la domination soviétique.

Au *Nicaragua*, devenu une tyrannie communiste, la misère a suivi aussitôt. Non pas cette misère *colorée* latino-américaine dénoncée avec tant de hargne par nos cercles de gauche, mais la *noire* misère hindoue dont cette gauche ne dit mot.

Jacques Girardin dans *L'Express* (24-6-88) intitule son article avec à propos : *Le début de la faim*. Le Nicaragua est devenu un des pays les plus pauvres de l'Amérique latine. Les enfants n'ont pas bu de lait depuis des mois, ils ne mangent que du riz mais sans les habituels haricots noirs. Une affiche narquoise de la résistance antisandiniste montre le tyran Ortega sermonnant un travailleur : « Et toi, tu n'as pas encore perdu ce vice capitaliste de manger tous les jours ? » Dans un livre, Hugues Kéraly décrit le rationnement des produits de première nécessité, les magasins manquant de tout y compris de pain, de savon et de médicaments, et l'exploitation des travailleurs : douze heures de travail journalier auxquelles il faut ajouter « trois nuits de vigilance révolutionnaire par semaine pour prévenir l'invasion yankee ».

L'ex-maire, Moïse Hassan, de la capitale a démissionné et déclaré : « Pour la première fois dans son histoire, notre peuple souffre de la faim. »

Le président Ortega a doublé le prix de l'essence, il a dévalué de 100 % le nouveau cordoba. En quatre mois, de février à juin 1988, il y eut 1 000 % d'inflation. Le petit Nicaragua a 6 millions de dettes extérieures. Il n'y a plus d'argent. Comme la bureaucratie est devenue la première industrie nationale du Nicaragua, pour faire des économies, vingt mille salariés de l'Etat ont été jetés à la rue, dix ministères sur trente ont été supprimés, et certains ne fonctionnent plus que le matin pour faire des économies d'électricité (Pierre Rousselin, *Le Figaro*, 27-7-88).

Et vive l'économie socialiste.

A *Cuba*, le régime castriste, bureaucratique et policier, loin d'avoir

apporté une aisance aux pauvres, a plongé toute la population dans la misère. Fernando Arrabal, dans sa *Carta a Fidel Castro,* fait la constatation suivante : « Après un quart de siècle de pouvoir castriste, le salaire mensuel d'un travailleur reste celui de 1958, alors que le kilo de café coûte trois fois plus... La révolution rationne le pain, la viande, le lait, le tabac, les vêtements, les aiguilles, les lampes électriques, le papier à écrire... Les Cubains *pauvres* n'ont accès aux produits de première nécessité que par le rationnement. » Fernando Arrabal ajoute : « *Il est faux de croire que l'avènement des régimes communistes latino-américains est dû à la faim et aux injustices sociales.* Avant Castro, Cuba jouissait du niveau de vie le plus élevé de l'Amérique latine. »

Cela s'explique par le fait que l'île tirait profit de la libre entreprise et d'une économie de paix au lieu de l'économie de guerre qui écrase actuellement les Cubains. L'armée cubaine comprend 200 000 militaires, dont 50 000 font le coup de feu pour imposer le colonialisme communiste à l'Afrique. Castro peut mettre en ligne le même nombre d'avions de combat que la France dont la population est cinq fois plus élevée.

Castro a astreint les lycéens et les étudiants à 60 jours de travail forcé par an. C'est le servage du Moyen-Age qu'il a réintroduit à Cuba. Selon l'International Rescue Committee de New York, 50 000 personnes sont détenues dans les goulags tropicaux de Cuba, Amnesty International reconnaît 10 000 prisonniers *politiques* dans les geôles de Castro. La police politique pratique la torture et l'assassinat. La sœur de Fidel Castro, Juanita, me l'a confirmé. Cuba n'a pas signé les accords internationaux sur les Droits de l'Homme et refuse l'accès du pays à Amnesty International, la Croix Rouge Internationale (alors que Pinochet leur a ouvert le Chili).

Dans un reportage publié par *Paris-Match,* on pouvait lire : « Qu'est-ce qu'ils apportent tous ces révolutionnaires-là ? Des bains de sang et des milliers de réfugiés. Ils tirent tout simplement les marrons du feu pour les Russes. »

La dictature et la répression policière sont si implacables que plus d'un million de Cubains se sont réfugiés en Floride ou en Espagne. La révolution cubaine, comme toutes les révolutions communistes, n'a produit en abondance qu'une seule denrée : *Les réfugiés.* Il court cette anecdote poignante à Cuba : « Dans notre île, seule l'administration est restée à La Havane, le gouvernement est à Moscou, l'armée en Afrique et la population en Floride. »

« Après son indépendance, *Haïti,* cette ancienne colonie française, se désintégra chaque année un peu plus », écrit Frédéric Pons ; « L'île

fut autrefois un des joyaux de l'empire colonial français. Elle s'aligne aujourd'hui sur les pays les plus misérables et les plus ubuesques du Tiers Monde. L'exercice de la liberté haïtienne a été marqué par une succession de dictatures extravagantes et d'intermèdes démocratiques, vastes défoulements collectifs transformant le pays en carnaval des droits de l'homme et du vaudou réunis » (*Spectacle du monde,* août 1988).

André Marcel d'Ans remarque : « Tout ce qui faisait la technicité et le rendement des plantations coloniales a été abandonné... Seul le retour des planteurs *blancs* eût pu faire en sorte que regagnent Haïti les capitaux et la capacité de gestion, indispensables pour que l'entreprise réussisse... Aujourd'hui, le seuil de la pauvreté absolue est atteint par l'écrasante majorité de la population haïtienne. »

Bien d'autres pays latino-américains ont été pénétrés par les idéologies socialo-marxistes. Et celles-ci ont eu un effet déplorable sur le niveau de vie des populations. Le responsable des maux qui affligent les pays socialisants d'Amérique latine, ce n'est pas le « capitalisme pilleur de ressources » comme on voudrait le faire croire, c'est l'*étatisme* qui paralyse de génie créateur de l'individu. Alain Bourdelot écrit que dans ces régimes socialistes « pour survivre il devient rationnel de frauder, d'éviter les contrôles, de corrompre les fonctionnaires. L'Etat démagogique et irresponsable engendre l'économie souterraine et l'appauvrissement de tous ».

Le Mexique, le Pérou, la Bolivie, l'Argentine et d'autres pays s'enfoncent dans l'étatisme socialiste en privilégiant une bureaucratie coûteuse et inefficace. Au contraire, le Chili, qui applique depuis 1973 des principes d'économie libérale, présente une des meilleures conjonctures économiques parmi les pays d'Amérique latine. Il fut louangé par le FMI et la Banque Mondiale.

***

Depuis l'instauration des régimes marxistes dans le Tiers Monde, les coups d'Etat, génocides, actions racistes et colonialistes se sont multipliés :

COUPS D'ETAT

Le sociologue africain M'Bokolo, dans son livre *L'Afrique au XX' siècle,* a établi qu'en « 25 ans d'indépendance, de 1960 à 1985, l'Afrique a connu une cinquantaine de coups d'Etat civils ou mili-

taires ». Au Burkina Faso un militaire après l'autre prenait la place du précédent ; Campaore chassait le capitaine Sankara, qui avait chassé le commandant Ouedraoga, qui avait chassé le colonel Zerbo, lequel avait chassé le général Lamizana, etc. Mais les terriens n'ont pas entendu parler de ces coups d'Etat militaires à répétition. Le seul contre lequel on les a excités fut celui de Pinochet, parce qu'il s'en prenait aux sacro-saints communistes.

Selon M'Bokolo, l'Afrique décolonisée a souffert de l'instauration quasi générale de parti unique marxiste-léniniste servant de masque « démocratique » à la tribu dominante *totalitaire*.

GENOCIDES

Selon les statistiques de l'ONU, l'espérance de vie dans 21 Etats africains atteint 41 ans, soit un niveau en 1985 plus bas qu'au début de ce siècle. L'Afrique noire regorge de tanks et de Mercédès, mais elle n'a qu'un médecin pour 32 000 habitants. Aussi le taux de mortalité infantile est-il le plus élevé du monde.

Robert Lacontre écrit dans *Paris-Match* (14-12-85) : « Après 25 ans d'*indépendance*, les guerres tribales, les massacres, les subversions, les deux invasions des Soviétiques (en Angola et en Ethiopie), les mercenaires, les putschs, les tyrans, les ethnies, les pillards »... sont responsables de nombreux génocides.

Cabanes considère que dans la plupart de ces pays africains les génocides résultent d'une collectivisation rurale du plus pur modèle stalinien : saisie des semences, fusillade des récalcitrants, déportations et regroupements forcés des survivants. C'est, en 1988, une version africaine des génocides soviétiques *par inanition* de 1932-1933 quand Staline extermina 8 millions de ses concitoyens.

Au Soudan, la répression des Dinkas a pris les proportions d'un génocide. En quelques mois une ethnie africaine est en train d'être rayée de la carte par les massacres et la famine provoquée.

Par la faim et par le feu, Mengistu fabrique un génocide après l'autre en Ethiopie. Jean-François Revel a qualifié Sékou Touré « un praticien contemporain du génocide ». Il fait aussi allusion au génocide tibétain. Un million de ces malheureux, soit la moitié de la population, furent acculés à la mort par les communistes chinois, beaucoup parce qu'ils étaient en train de prier, d'autres parce qu'ils parlaient tibétain.

RACISME

La colonisation portugaise était connue, en Afrique et au Brésil, pour exclure toute ségrégation raciale. Le pourcentage très élevé de métis dans les territoires autrefois occupés par les Portugais en fait foi. Et ces Métis comme les Noirs accédaient aux plus hauts postes de l'Etat. Je l'ai constaté au Brésil et Marc Jounert en Angola. Il écrit : « En 1961, 9 millions d'indigènes et 500 000 colons se côtoyaient en Angola sans le moindre heurt... Les Portugais n'étaient pas racistes, d'autant plus qu'ils avaient toujours préconisé le métissage. »

Aujourd'hui le racisme reprend ses droits. Branko Lazitch, dans son livre *Angola 1974-1988*, remarque : « Les officiers angolais se plaignent de leurs conditions de vie comparées à celles des Soviétiques. Ceux-ci s'accordent des conditions privilégiées. Ils sont logés dans les quartiers résidentiels alors que leurs homologues angolais vivent dans des baraques. Les Soviétiques n'ont aucun problème d'approvisionnement. Pour leur repas, ils disposent de leur propre réfectoire, dont l'accès n'est autorisé ni aux Cubains ni aux Angolais. »

Les luttes tribales sont aussi une forme de *racisme*. Or elles ensanglantent l'Afrique. Signalons au Burundi les massacres, par les Tutsis (12 % de la population), des Hutus : cent mille morts en 1972.

Signalons au Zimbabwé l'élimination de l'ethnie minoritaire Ndébélé du Matabeland par le marxiste chrétien Robert Mugabe de l'ethnie Shona. Signalons les génocides d'ethnies diverses au Biafra, en Ethiopie, au Soudan, les expulsions massives de résidents d'autres races en Ouganda et au Nigéria.

Au *Nicaragua*, la junte militaire communiste a procédé froidement au génocide des Indiens Miskitos. Cela n'a pas empêché Mitterrand de lui livrer des hélicoptères avec lesquels le tyran de Managua extermine les Miskitos, Sumas et Ramos. Ces Indiens ont été qualifiés par les sandino-communistes « d'inassimilables » en raison de leur foi chrétienne et du régime social auxquels ils sont attachés. Leur génocide fut reconnu par le ministre de l'Intérieur nicaraguayen, Tomas Borges, dans ces termes : « Nous sommes décidés à éliminer jusqu'au dernier des Miskitos pour implanter le sandinisme sur la côte atlantique du Nicaragua. »

Ce qui provoqua une protestation de l'académicien Jacques Soustelle dans *Le Monde* (9-10-84) où il dénonça : « les villages incendiés, les récoltes détruites, les meurtres, les viols et déportations d'Indiens ». Dans un rapport de 1981, La Ligue Internationale des Droits de l'Homme précise que « la discrimination qui frappe les

Indiens du Nicaragua a atteint de telles proportions qu'il faut parler d'un *ethnocide* ».

Fidel Castro n'a pas de leçons d'antiracisme à donner à l'Afrique du Sud. Dans son pays où la population noire et métisse dépasse 70 %, les hommes de couleur ne sont représentés au Comité central de son parti communiste que par 4 %, soit 6 membres sur 153. Ce qui n'a jamais incité le MRAP à condamner Cuba.

COLONIALISME

Beaucoup des pays qui ont accédé à l'indépendance, une fois devenus communistes ont à leur tour imposé un joug colonialiste à leurs voisins.

La *Chine de Mao* a colonisé par la force et le feu le Tibet. Le *Vietnam rouge* a colonisé le Cambodge : 300 000 soldats vietnamiens ont occupé ce malheureux pays, soit un soldat colonial pour 30 habitants. On passe sous silence la colonisation du Laos par le *Vietnam*. Pourtant dans ce pays de trois millions et demi d'habitants, où 375 000 ont dû fuir à l'étranger et 100 000 ont péri dans des camps de concentration, chaque année une moyenne de 1 500 enfants laotiens sont arrachés à leurs familles et déportés au Vietnam pour y subir des lavages de cerveaux.

En dépit de ces formes cruelles et barbares de colonialisme, « la France vient d'envoyer pour 600 000 francs d'équipements médicaux à un pouvoir qui ne s'en servira que pour sa *nomenklatura* » (Pierre de Villemarest, *Impact*, août 1988). Et l'UNESCO organise, en 1989, une cérémonie d'hommage au communiste Ho Chi Minh qu'elle intronise « incarnation de l'indépendance nationale »... j'ajouterai « et du néo-colonialisme ! »

En *Birmanie*, le général Ne Win, cet anti-colonialiste marxiste, au lieu de donner l'indépendance aux Etats Karen, Mons, Kachin et Shana qui la réclament, n'a cessé pendant vingt-six ans de les maintenir sous son joug par une guerre *coloniale*. 40 % de son buget allait à l'armée.

Enserré entre le Népal, le Tibet, et un Etat de l'Inde : le Bengale-Ouest, le *Gurkhaland* subit le joug colonialiste hindou. Le *Sunday Telegraph* de Londres a envoyé son reporter enquêter sur place. Ce qu'il a vu est terrifiant. C'est un peuple qui est immolé par le régime marxiste de Calcutta. Les troupes du Bengale-Ouest quadrillent les villages et la capitale du Gurkhaland, arrêtent arbitrairement tout ressortissant soupçonné de « nationalisme » et déportent les suspects

dans des camps de concentration. Un citoyen du Gurkhaland a déclaré au reporter : « J'ai passé vingt-trois ans de ma vie au service de la couronne d'Angleterre, et je serais prêt à recommencer. Même sans solde. » Un autre : « Mon seul souhait serait de pouvoir continuer à servir la couronne. Pour toujours » (*Présent*, 29-7-88).

En *AFRIQUE*, Mengistu l'Ethiopien colonise le Tigré et l'Erythrée par le fer, le feu et la famine. L'*Angola* colonise le Cabinda, la *Libye* colonise une partie du Tchad, le *Soudan* réduit les Dinkhas en esclavage. L'*Algérie* a colonisé la Kabylie. Les Berbères s'élèvent contre « l'arabisation forcenée » dont ils sont victimes, dès l'âge de cinq ans, dans les écoles.

En *AMERIQUE LATINE*, Castro ambitionne de coloniser le Salvador et l'Amérique centrale. Et il a colonisé le Nicaragua. Eden Pastora, qui s'honore d'avoir lutté contre le dictateur Somoza, déplore « de retrouver son pays sous le joug d'une colonisation étrangère soviéto-cubaine ». En Afrique les Cubains jouent le rôle d'infanterie coloniale pour le compte de Moscou dans 17 pays, dont l'Angola, l'Ethiopie, le Congo Brazzaville, le Mozambique.

Les *Soviétiques*, qui accusent les puissances occidentales d'avoir exploité cyniquement les matières premières de leurs colonies, en tirent profit aujourd'hui sans vergogne. Ils ont contraint la *Guinée* à signer un accord pour *trente ans* portant sur la livraison de deux millions de tonnes de bauxite par an. En 1976, ils ont acheté à l'*Algérie*, à bas prix, 270 millions de dollars de bauxite. Ils ont pillé l'or du *Mali* ; ils troquent des armes contre du chrome en *Rhodésie* et contre des diamants en *Angola* (*Paris-Match*, 1-1-85).

Ainsi, il saute aux yeux que les responsables de la détresse du Tiers Monde, ce ne sont pas les pays colonialistes d'hier, ce sont les tyranneaux marxistes d'aujourd'hui. Certains de ces potentats communistes, pour obtenir de nouveaux crédits qu'ils ne rembourseront jamais, ont fini par admettre leur responsabilité dans la ruine de leur pays. C'est ainsi que le président de l'Angola Dos Santos a reconnu « l'inefficacité du système actuel de la conduite de son économie, l'excessive centralisation dans les méthodes de planification socialiste, la désorganisation et la mauvaise gestion des entreprises, l'indiscipline et la corruption galopantes », etc.

Oui, il a reconnu tous ces crimes. Et au lieu d'en recevoir les sanctions méritées, il a obtenu encore plus d'aide économique de l'Occident déboussolé !

COCUS ET PAYANTS, LE SCANDALE DOIT CESSER REFORMER L'AIDE AU TIERS MONDE

Faisons le compte. De l'après-guerre à 1963, le Tiers Monde a reçu de l'Occident 60 milliards de dollars d'aide contre 5,5 du bloc communiste. Durant les vingt-cinq années qui ont suivi, le Tiers Monde a reçu des centaines de milliards de dollars, incluant des prêts non remboursés puisqu'on estime sa dette, en 1987, à 1 200 *milliards* de dollars.

Or, en dépit de cette extrême générosité des Occidentaux, durant les quinze premières années d'après-guerre, dix-huit pays en voie de développement sont tombés dans l'orbite communiste ; et durant les vingt-cinq années d'aide qui ont suivi, une quarantaine d'autres pays sont devenus des dictatures inféodées à Moscou.

Au total, en tant que barrage à l'impérialisme soviétique, l'aide économique de l'Occident se solde par un fiasco monumental.

La raison de ce désastre, c'est que pendant que l'Occident faisait de la *bienfaisance*, l'URSS faisait du *prosélytisme*. Elle en faisait dans les ateliers, dans les brousses, dans les ministères, dans les universités, dans la presse, dans tous les lieux où l'Occident continuait de se taire. Pendant que les dollars arrosaient les jardins roses de Mme Gandhi, Soekarno, Allende qui faisaient de l'œil à Moscou, et les jardins rouges de Castro, Ortega, Mengistu, Dos Santos qui couchent avec Moscou, les roubles de Moscou allaient payer les affiches, les journaux, les meetings, les bombes des agitateurs et des terroristes qui organisent la subversion du Tiers Monde. Et les *dollars* furent vaincus par les *commissaires*.

C'est pourquoi il est temps que cesse le scandale d'un Occident *cocu et payant*.

IL FAUT REFORMER L'AIDE AU TIERS MONDE

J'ai bien dit réformer, non supprimer. Mes critiques visent les modalités actuelles, mais non le principe d'une aide aux déshérités. Je trouve normal qu'on secoure les enfants affamés ; et plus généralement que les êtres humains laissés en arrière du progrès technique n'aient pas à en refaire, pierre par pierre, le long et pénible apprentissage, mais reçoivent une part de ses bienfaits pour entrer à leur tour dans une vie décente.

Il n'y a pas que la solidarité humaine qui commande à l'Occident cette générosité, il y a aussi son intérêt qui lui conseille de ne pas laisser battre son îlot de richesses par un océan de détresses.

Mais notre aide économique ne peut être utile qu'à la condition qu'elle respecte quelques principes cardinaux qui devraient être inscrits en lettres d'or sur les murs de tous les bureaux qui s'occupent d'assistance au Tiers Monde.

— Le premier principe est de s'assurer que l'aide va bien aux affamés, non aux canons et aux Cadillac de leurs satrapes.
— Le second principe, c'est d'aider prioritairement les pays qui nous aident à enrayer l'expansion communiste, cause actuelle des famines.
— Le troisième principe, c'est de bannir la collectivisation et de favoriser la petite propriété agraire et la libre entreprise aux dépens de la mégalomanie de l'industrie lourde étatisée.
— Le quatrième principe, c'est d'aider les peuples du Tiers Monde à se développer eux-mêmes. *Les aider à s'aider*. Et d'inciter les femmes du Tiers Monde à jouer un rôle économique.
— Le cinquième principe, c'est que l'assistance occidentale ne sert à rien pour stopper l'avance communiste si elle n'est pas *accompagnée d'un appareil de contre-propagande* et de *contre-guerre subversive*, qui sont les armes les plus efficaces contre la faim.

S'ASSURER QUE L'AIDE VA AUX AFFAMES, NON AUX CADILLACS ET AUX CANONS DE LEURS SATRAPES

François Jean, de la Fondation Liberté sans Frontières, met les Occidentaux en garde : « Il faut s'assurer que l'aide mobilisée au nom des victimes ne soit pas détournée de ses objectifs. Ce qui suppose *d'en contrôler* l'utilisation et de s'assurer qu'elle parvient bien aux affamés... Or les distributions de vivres, dans les mains du gouver-

nement d'Addis Abeba, ne toucheront pas les campagnes menacées par la famine (*Politique Internationale*, avril 1988).

Il n'est pas supportable, non plus, que les Etats du Tiers Monde utilisent l'aide occidentale pour déplacer en masse des populations et transformer des sociétés de libre entreprise en régimes de servage à la Pol Pot.

Même une personnalité de gauche comme le prince Sihanouk réclame que l'Occident cesse d'envoyer des vivres aux Vietnamiens affamés tant que Hanoï n'aura pas retiré ses troupes du Cambodge. Car l'aide économique permet à Hanoï d'épargner l'argent du pain pour acheter des canons. Selon un Rapport de l'Institut de Stockholm d'août 1988, les deux tiers des ventes d'armes vont au Tiers Monde ! Et l'Occident admet que ce Tiers Monde, qui gaspille tant d'argent *pour s'armer*, fasse payer les Occidentaux *pour manger !*

En vertu d'un décret de mai 1988, les travailleurs éthiopiens devront acquitter un impôt représentant un mois de leur salaire annuel. Vous imaginez qu'il servira à lutter contre la famine ? Que non ! Pour cela il y a les idiots utiles d'Occident... C'est un *impôt de guerre* qui servira à écraser les rebelles du Nord, donc à affamer la population davantage (*ARS, Reuter*).

C'est pourquoi *Rivarol* (22-4-88) a parfaitement raison d'écrire : « Secourir les affamés de Mengistu ne justifie pas l'emploi de moyens qui l'aident à détruire ceux que l'on voulait sauver. La survie des Erythréens ne passe pas par quelques concerts cosmopolites et sacs de blé, mais par la fin d'un totalitarisme impitoyable incapable de nourrir les siens. »

André Piettre a fait à l'Académie des Sciences morales et politiques une communication importante dont voici les termes : « Nous aidons le Tiers Monde à acheter des armes... On parle toujours du sur-armement des super-puissances... mais on ne s'aperçoit pas de l'explosion des dépenses militaires dans les pays en voie de développement. » S'appuyant sur les chiffres fournis par l'Institut des Etudes Stratégiques de Londres, André Piettre relève « que les pays en voie de développement consacrent quatre fois plus de leurs dépenses publiques à leur armement qu'à la santé ».

Le *New York Times* estime que « c'est un milliard de dollars d'armes que Dos Santos, le chef de l'Angola, a reçu de Moscou pendant les *deux mois* de son offensive contre la résistance anti-communiste de l'UNITA de Jonas Sawimbi, en 1987 ». Et A. Laforge rapporte qu'en 1983 les ventes d'armes de l'URSS au Tiers Monde ont représenté 64 % du total des exportations soviétiques vers ce Tiers Monde (*Impact*, novembre 1985).

Une étude de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture déclare : « Compte tenu de l'accroissement démographique, dans une génération, l'Afrique ne pourra nourrir que la moitié de sa population. Malgré cela la famine n'est nullement inévitable. Si le Soudan, la Zambie et la Tanzanie investissaient 25 % des sommes consacrées à l'achat d'armements dans l'irrigation des terres disponibles, il y aurait un excédent de nourriture en Afrique tropicale. »

Quand les dirigeants du Tiers Monde n'investissent pas l'aide reçue d'Occident en canons, ils la muent en Mercédès et en palais somptueux. Robert Lacontre a vu « des Mercedes de fonction à gogo, certaines avec pare-chocs plaqués or » (*Paris-Match*, 14-12-85). « Les quartiers résidentiels de la nouvelle *nomenklatura* pullulent de piscines, alors que l'eau manque tragiquement pour les cultures », écrit-il. J.F. Hoffman signale que les dépôts effectués dans les banques occidentales par la camarilla au pouvoir équivalaient au tiers de l'aide internationale (*Impact*, mars 1986).

Au Soudan, les Américains ont exigé la dissolution de la « Military Corporation », une société présidée par le Maréchal Nemeiry qui, par la corruption, s'était adjugé des pans entiers de l'économie soudanaise. En conséquence, le Fonds Monétaire International et les créanciers des neuf milliards de dollars de dettes du Soudan avaient décidé de stopper leurs prêts. Les profiteurs soudanais se sont alors retournés vers la manne de l'aide alimentaire qui se monte à 250 millions de dollars par an. « Ça fait repartir les affaires », s'exclament les transporteurs soudanais qui ne cessent d'augmenter leurs tarifs. François Hauser le confirme : « L'afflux de l'aide alimentaire a provoqué une augmentation démente des prix des transports au Soudan : de 75 livres la tonne entre Port-Soudan et Khartoum, on est passé à 100 livres le 2 mars, puis à 200 livres au 30 mars (*Le Figaro*, 17-05-85).

Quand je dis qu'il ne faut pas aider économiquement les pays du Tiers Monde qui se ruinent en armement, les âmes charitables me rétorquent que les miséreux ne peuvent être sanctionnés pour la faute de leurs maîtres. Je leur réponds que je désire autant qu'elles soulager les détresses humaines, et que c'est précisément pour cela que je propose de ne plus apporter d'aide aux tyranneaux communistes. Car c'est pour ceux-ci autant d'argent qu'ils engloutissent dans des conquêtes extérieures, lesquelles jettent de nouveaux pays sous le joug des communistes qui affament de nouveaux peuples dans un cycle sans fin.

Remarquons que ces âmes charitables avant guerre ne plaidaient pas pour envoyer du beurre au peuple allemand sous prétexte qu'il

n'était pas responsable des crimes de son Führer. Car elles savaient pertinemment que toute économie faite sur la nourriture, Hitler la transformait en canons. De même continuer à approvisionner les tyrannies communistes, c'est approvisionner du même coup l'appareil répressif qui asservit et affame leurs sujets. Ce que de Marenches exprime d'une façon plus virile : « L'Occident doit cesser de donner des verges pour se faire fouetter. »

N'AIDER QUE LES PAYS QUI NOUS AIDENT A ENRAYER L'EXPANSION COMMUNISTE

Il serait choquant — il serait inopérant — d'imposer à un pays, pour prix de l'assistance qu'il reçoit, les détails de sa conduite. Il est en revanche normal de lui signifier que le monde libre est engagé dans un *combat vital* contre le totalitarisme communiste, combat dans lequel lui aussi est au premier chef intéressé ; qu'on souhaite le préserver de cette plaie sociale et que si, à l'échelle journalière et nationale on le laisse libre et souverain, on souhaite qu'à l'échelle *historique* et *internationale* il s'associe à notre combat et accepte les grandes obligations qui en découlent.

Bref, s'il veut continuer à recevoir une aide de l'Occident, on lui demande non pas une soumission mais une *alliance*, ou du moins une *non connivence avec l'ennemi*. Qu'y a-t-il là de déshonorant pour le pays assisté ? On lui exprime ouvertement qu'on ne veut plus jouer le rôle de dupe. Quoi de plus honnête ?

Si on tenait vis-à-vis du Tiers Monde ce langage clair et ferme, bien des pays qui aujourd'hui flirtent avec Moscou — qui vivent en dollars et votent en roubles — se rendraient compte que leur double jeu ne peut plus durer. Et après avoir pris le ciel à témoin de notre infamie, rentrant en eux-mêmes et faisant une sobre réflexion sur ce qui est préférable du *développement économique* ou du *bêlement anti-occidental*, ils opteraient pour abandonner leur bêlement et continuer leur développement.

La plupart des pays du Tiers Monde, à l'ONU comme à l'UNESCO, votent systématiquement pour l'URSS contre les Etats-Unis. C'est pourquoi Mme Jeanne Kirkpatrick, ex-ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU, soutenait la proposition d'un sénateur demandant une loi qui imposerait « un réexamen de l'aide à un pays étranger en cas d'un pourcentage trop grand de ses votes contre les positions américaines à l'ONU ».

Cette grande dame s'indigne que ces pays assistés année après

année par le monde libre se portent, année après année, en défense du monde communiste. Et elle estime qu'il faut y mettre un terme, qu'il faut exiger une *solidarité anti-communiste* comme on a bien exigé, sous Hitler, une solidarité anti-fasciste.

Et pas seulement pour mieux se défendre contre une agression militaire mais aussi pour mieux défendre le Tiers Monde contre la faim. En effet, les famines les plus meurtrières du xxe siècle ont eu des causes essentiellement *politiques*. Pour mieux subjuguer leurs peuples, les pouvoirs communistes ont arraché les paysans à leurs fermes, collectivisé leurs terres, déporté les récalcitrants, saisi leurs vaches et leurs semences. Cette politique a conduit à la disette généralisée, entrecoupée de famines atroces. En URSS, celle de 1921 sous Lénine a fait 5 millions de morts, celle de 1932-1933 sous Staline a fait (selon l'historien anglais Robert Conquest) 15 millions de morts. Ce qui ne troubla pas Staline qui déclara : « Quand on tranche la tête on ne pleure pas les cheveux. » En Chine, la famine de 1958-61, consécutive au grand bond « en arrière » de Mao, fit mourir (selon Alain Besançon) une quarantaine de millions de Chinois (*L'Express*, 30-10-86). Aujourd'hui, tous les pays qui gouvernent « à la stalinienne » contre leur paysannerie connaissent des famines. Et ils ne pleurent ni les cheveux ni les têtes !

C'est pourquoi le meilleur moyen de lutter contre la faim dans le Tiers Monde, c'est de mettre *le communisme hors la loi*. C'est d'adhérer à la brillante formule de l'Ivoirien Houphouët Boigny : « La Révolution est un mot qui a un " R " de trop... Le problème pour nous c'est de savoir nous adapter, c'est d'évoluer, de progresser, plutôt que de faire table rase. »

Du passé faisons table rase fut l'imbécile slogan de l'hymne des communistes : l'Internationale.

En fait, ces communistes rétrogradèrent dans la plus barbare nuit des temps. Ce n'est pas du passé qu'ils firent table rase, mais de cent cinquante millions d'innocents, en les assassinant.

AIDER LA CORREZE AVANT LE ZAMBEZE

Ces deux noms n'ont été choisis que pour la belle rime des deux lieux symbolisant l'un la France, l'autre les pays sous-développés. Et aussi parce que notre ministre socialiste de l'Intérieur Joxe, qui applaudit l'aide au Zambèze, s'est empressé de supprimer la construction de l'école de Police à Egletons, qui aurait pu donner du travail à la Corrèze.

En allant faire mes courses, chaque jour je croise dans deux rues de Paris une vingtaine de mendiants tendant la main ou une sébille, ou montrant des moignons, ou assis sur le trottoir avec des écriteaux devant eux :

— Je sors de l'hôpital et suis sans abri.
— Mon chien et moi n'avons rien à manger.
— Je suis sans emploi, sans logement.
— J'accepte tous travaux contre du pain, etc.

Depuis un an de nombreuses femmes ont rejoint les rangs de la mendicité masculine. Elles aussi sont assises par terre derrière des écriteaux encore plus suppliants. Face à un si poignant spectacle, les grands tam-tams pour l'Ethiopie ou le Zambèze me semblent de seconde urgence par rapport à l'aide aux Français. Pour la bonne raison que cette aide on voit où et à qui elle va, tandis que l'aide aux affamés du Tiers Monde, on risque de la retrouver sur des Antonov vers Moscou, ou dans la besace des soldats de Mengistu.

Dans le *Bulletin d'André Noël* (20-2-88) on lit : « J'ai exprimé le souhait que nos évêques, à l'occasion du prochain carême, demandant au C.C.F.D. d'utiliser les milliards qu'il collecte à lutter contre la faim en France... et non à des dizaines de milliers de kilomètres. »

Si je suis du même avis, ce n'est pas pour des raisons *racistes* mais *rationnelles*. Avec une tonne de blé on nourrit dix fois plus de miséreux en France qu'en Afrique, car les transports, manutentions, chargements et déchargements coûtent considérablement plus que la nourriture envoyée.

Remarquons que les grands humanistes de gauche qui me feront grief de ma « *préférence nationale* », font, eux, preuve de « *préférence tiers mondiste* » *dans* leur assistance. Ainsi François Mitterrand qui, en juin 1988, a fait une remise de 800 millions de dollars de dettes aux créanciers du Tiers Monde, n'a débloqué que 115 millions de francs pour les *nouveaux pauvres* de France.

Ces grands humanitaires gauchistes font surtout montre *d'une préférence communiste*. Au sujet des *boat-people* anti-communistes qui fuient la dictature d'airain de Hanoï au rythme de 25 000 par an (un tiers meurt en route), ces gauchistes nous disent : « On ne va tout de même pas dépenser nos bons francs pour les accueillir. » Notre Secrétaire d'Etat à l'Insertion sociale, Bernard Kouchner écrit dans *Le Nouvel Observateur : « Il faut que les boat-people cessent de fuir.* » Bref, nos chefs socialistes les invitent à crever dans les goulags vietnamiens ! En compensation ils envoient de l'argent à leur

bourreau de Hanoï. Comme on le voit, il ne s'agit pas d'une préférence nationale mais *d'une préférence communiste*.

Des milliers de Nicaraguayens, pour fuir les conditions inhumaines que leur infligent les bourreaux sandino-communistes, tentent de s'échapper à l'étranger. Pour les aider efficacement, il faudrait leur parachuter des vivres au Nicaragua même. Mais le gouvernement français préfère prodiguer une aide active, non aux *Nicaraguayens persécutés*, mais aux *Sandinistes persécuteurs... Préférence communiste*.

D'autres gauchistes arguent qu'on ne peut à la fois faire les dépenses nécessaires à la défense de l'Europe et nourrir le Tiers Monde. Et leur préférence va au Tiers Monde contre l'Europe. C'est la position de Willy Brandt. Le Président de la Deuxième Internationale socialiste prétend que si l'Afrique est affamée, c'est à cause des arsenaux militaires de l'Europe libre. Bref, Willy Brandt manifeste ses *préférences défaitistes*... que l'Europe crève pourvu que l'Afrique soviétophile se déploie.

Plus la misère vient d'horizons lointains et de pays inconnus, et plus les Français manifestent d'émoi. Mais leur charitable solidarité s'éteint dès qu'ils se trouvent en France, face à une agression dans le métro, à un viol dans un train, à un appel de détresse sur la route. Une mère de famille peut écraser une fillette sans sortir de sa voiture pour la secourir et de nombreux automobilistes peuvent rouler sur le petit corps sans s'arrêter.

Oui, il est temps, grand temps de venir au secours des Français dans le malheur avant de choyer le Tiers Monde communiste.

SUBSTITUER UNE MENTALITE « DE RESPONSABLES » A UNE MENTALITE D'ASSISTES

La propagande communiste ne cesse de ressasser aux pays du Tiers Monde : « Vous avez été spoliés par les colonialistes : tout ce qu'ils vous donnent aujourd'hui est un dû. » Evidemment ce langage sape, chez les peuples concernés, tout esprit d'entreprise qui est la source de toutes les richesses, et il leur façonne une mentalité d'assistés.

Chez les Occidentaux on répand un discours tout aussi trompeur qui est : « En offrant de l'argent au Tiers Monde, vous augmentez le pouvoir d'achat de ses populations, ce qui vous permettra d'exporter plus de marchandises, donc de créer de nouveaux emplois, donc de faire baisser le chômage. »

Le raisonnement serait juste si l'aide au Tiers Monde n'était pas dilapidée par une corruption généralisée et une propension à l'affecter à des dépenses de prestige. Jean Dempierre écrit dans *Rivarol* (20-5-88) : « Tant qu'il en ira ainsi, l'aide au Tiers Monde sera une aide à fonds perdus et nous serons dans la position de l'épicier qui donnerait de l'argent à ses clients, histoire de leur vendre sa marchandise. Encore heureux si, avec ledit argent, ils n'en profitent pour se fournir chez le concurrent. »

Les aides à fonds perdus ont été les principales responsables de l'esprit infantile d'assisté qui a gagné les bureaucrates du Tiers Monde. L'attitude des pays occidentaux qui se vantent à qui mieux mieux de passer l'éponge sur la totalité des dettes, est aussi infantile. Car ne pas contraindre des Etats à honorer leurs engagements écrits en faits des Etats *irresponsables :* ils n'auront pas la sanction financière de leur gestion fantaisiste des deniers publics », écrit Guy Rouvrais. « Eponger les dettes de ces pays-là, c'est une pratique néo-colonialiste, car c'est les traiter en *peuples mineurs* » (*Présent*, 25-6-88)

Pis. On a pu constater que dans certaines régions l'aide humataires elle-même avait été un *facteur de famine*. Les travaux de deux chercheurs de l'université de Colombie britannique, à Vancouver, ont prouvé que « cette aide alimentaire avait été, avec le communisme et la décolonisation, le troisième important facteur de désertification ». Bruno Laribière rapporte les constatations des professeurs Sinclair et Fryxell dans *Présent* (6-12-85) : « Autrefois, les habitants du Sahel appliquaient traditionnellement une stratégie migratoire, déplaçant leurs troupeaux vers différentes régions à différentes saisons, évitant la surexploitation des pâturages. Puis l'aide humanitaire est venue. Bardé de bons sentiments, ployant sous la mauvaise conscience de la colonisation, l'Occidental venait réparer son pêché. Des puits furent creusés dans des régions couvertes d'herbe toute l'année. Des populations émigrèrent en grand nombre vers ces centres de vie. Le tiers-mondisme commençait à détruire le Tiers Monde. Rapidement, les pâturages autour des puits furent surexploités. Et la végétation disparut. Les famines de 1973 et 1984 ont entraîné beaucoup plus de morts que les sécheresses précédentes. La cause déterminante en fut, selon les deux chercheurs, la fixation de la population autour des puits et la surexploitation des pâturages. Devant ces situations de famine, que fit l'Occident ? il envoya des vivres. Ils les fit pervenir vers les endroits où la population était la plus nombreuse : les puits. D'autres populations se déplacèrent pour venir chercher l'aide humanitaire puis restèrent sur place, aggravant encore la désertification. »

Ainsi, en créant une mentalité passive « d'assistés », l'aide occidentale a abouti aux résultats contraires à ceux qu'elle avait espérés.

LUTTER CONTRE LA MEGALOMANIE INDUSTRIELLE ET EN FAVEUR DE LA LIBRE ENTREPRISE AGRAIRE ET ARTISANALE

Les dirigeants du Tiers Monde, grâce aux milliards de dollars qui leur tombaient du ciel, se sont conduits en nouveaux riches. Ils se sont lancés dans des projets grandioses. Ils ont édifié de gigantesques usines qui tournent au quart de leur capacité ou qui rouillent, ils ont bâti des hôtels de luxe qui restent à moitié vides.

L'aide apportée par la seule Communauté Européenne représente, depuis 1958, 20 milliards d'écus, soit 25 milliards de dollars (dont la moitié en subventions). Ces écus ont essentiellement été investis dans l'industrie lourde, les transports, l'armement et la logistique militaire. M.P. Roy, dans son livre *La CEE et le Tiers Monde*, déclare que « les dirigeants des pays en voie de développement revendiquent le transfert chez eux des technologies propres aux pays industrialisés, dont la sidérurgie, l'industrie chimique, la pétrochimie, les constructions mécaniques. Créer une industrie lourde est devenu pour eux une question de prestige. Or, ils en sont aujourd'hui financièrement, humainement et techniquement incapables ».

L'Afrique est passée du jour au lendemain de la civilisation de la cueillette à la planification étatique stalinienne. Ses dirigeants marxistes ont cru que l'économie « dirigée », « planifiée », « collectivisée » serait la panacée. Mais ils furent totalement incapables de la rentabiliser. Même les pays industrialisés *avancés* ont dû renoncer à la production étatisée pour revenir à la libre entreprise beaucoup plus rentable. Alors on peut imaginer la faillite de l'entreprise étatique dans les pays *sous-développés*.

Les Hindous sont morts de faim tant que l'Inde a consacré 40 % de son budget de recherche à la physique nucléaire et 8 % seulement à l'agriculture. L'énormité de la dette brésilienne vient de ce que le Brésil a donné la priorité au secteur industriel et militaire au détriment de l'agriculture. J'ai rappelé que Madagascar, qui était classée en 1972 parmi les dix nations les moins pauvres d'Afrique, est aujourd'hui parmi les cinq plus pauvres. La raison de ce désastre, c'est que tous les secteurs (agricole, mine, assurance, transports, commerce extérieur) ont été mis sous le contrôle de l'Etat.

François Hauter note qu'au Soudan des usines textiles ultra-

modernes furent montées sans qu'on se préoccupât de leur alimentation en électricité. L'une d'elles de 200 millions de dollars est toujours restée dans les caisses ! Une seconde vague d'implantations industrielles concerne les sucreries. L'une a démarré puis a aussitôt fermé ses portes. Une autre, la plus grande d'Afrique, d'un milliard de dollars, produit 300 000 tonnes de sucre par an au prix le plus élevé du monde. Une ferme-laiterie n'a pas de vaches et, malgré un investissement de 100 millions de dollars, elle doit importer du lait en poudre qu'elle met en boîte ! La brasserie à Wau, une des plus modernes du monde, faute d'eau, de malt et d'électricité, n'a jamais produit un litre de bière (*Le Figaro*, 17-05-85).

Pourquoi ces gaspillages éhontés ? C'est que les petits projets qui marchent n'intéressent pas les nouveaux potentats du Tiers Monde.

En dix ans d'étatisation, le pouvoir communiste de Hanoï a ruiné le Sud comme il avait précédemment ruiné *le Nord* du pays. Hanoï avouait, en 1985, un million de sous-alimentés. On en compte 6 millions en 1988. La disette n'a même pas été compensée par le pillage de ses colonies laotienne et cambodgienne, car elles sont elles-mêmes affamées par l'étatisation industrielle et agraire. Le dollar valait 1 700 dongs il y a trois ans, il en vaut 5 000 en mai 1988. Pierre de Villemarest, qui rapport ces faits, ajoute : « Hanoï, après avoir injurié l'Amérique, appelle l'Amérique au secours. Mais toute aide n'ira qu'aux privilégiés, ces 1 800 000 membres du parti communiste... Et les populations ne comprendraient pas que Washington et Paris viennent au secours de ceux qui ont massacré leurs familles et ruiné le Vietnam » (*L'Impact*, août 1988).

La socialisation des moyens de production et de consommation, les Birmans l'ont subie durant un quart de siècle. Aujourd'hui ils la détestent. La Birmanie avait à la fois le riz, le pétrole et la forêt, c'est-à-dire tout pour rejoindre les dragons de la prospérité en Asie : Taïwan, la Corée du Sud, le Japon. Aujourd'hui la Birmanie importe son riz, son pétrole et son bois.

La planification prétentieuse opérée par les pays en voie de développement a engendré la ruine du bas en haut de l'échelle sociale.

BANNIR LA COLLECTIVISATION DES TERRES

Sait-on ce que signifie la collectivisation des terres opérée par les Etats communistes ? Que ces Etats retirent aux paysans *toute initiative* et décident de s'occuper de la distribution de tous les moyens de production, y compris des engrais et des pesticides. Mais comme

l'Etat est *défaillant en tout*, très vite il ne produit ni ne livre ces engrais et ces pesticides aux communautés agricoles. Ajoutez la corruption, l'irresponsabilité, l'incapacité de la bureaucratie et vous ne vous étonnerez plus de voir s'étendre *la lèpre de la famine* partout où un régime marxiste fait la loi.

La Tanzanie socialiste est le pays d'Afrique qui a reçu les plus fortes sommes de la Banque Mondiale relativement à sa population. Le niveau de vie des Tanzaniens n'en a pas moins chuté à cause de la collectivisation des terres qui a ruiné l'agriculture.

Plutôt que d'engouffrer des milliards à fonds perdus dans l'industrialisation, les pays du Tiers Monde auraient dû promouvoir une politique de développement agricole et de production des biens de consommation les plus indispensables. Or ces micro-réalisations essentielles à la survie n'ont reçu en Afrique que *50 millions de dollars*, plus 70 millions pour l'aide à la pêche qui fournit l'alimentation en protéines, contre *25 milliards* à l'industrie lourde (F.G. Dreyfus, *La Presse Française*).

L'Afrique qui, à l'époque coloniale, exportait des denrées agricoles, doit aujourd'hui emprunter pour acheter les trois quarts de ses produits alimentaires. L'Africain ne sait plus cultiver son lopin. En revanche, il sait massacrer ses forêts.

L'agronome hindou Swaminathan mit au point avec l'agronome américain Norman Barlang (Prix Nobel) des semences miraculeuses, dont le riz IR36 qui a triplé le rendement et sauvé l'Inde de la faim. Il déclare : « Pour faire la révolution verte, une graine miraculeuse ne suffit pas. Il faut que le paysan soit *motivé*, qu'il en tire quelque *profit*. Le paysan du Tiers Monde, même s'il ne sait pas lire, sait compter. Il n'investit dans les techniques nouvelles que *s'il est propriétaire de son exploitation*. »

Guy Sorman, président de l'Action Internationale contre la Faim (AICF), pour favoriser l'éclosion d'une classe de petits propriétaires paysans, a acheté dans l'île de Negros, aux Philippines, 270 hectares qu'il a distribués en lots individuels. Aujourd'hui, ces paysans et leurs familles ne sont plus en état de dépendance. Guy Sorman donne d'autres exemples et conclut : « L'aide au développement du *secteur privé*, c'est aussi le meilleur antidote à la diffusion des idées révolutionnaires. »

C'est au moment où les savants en agronomie découvrent que le seul moyen de lutter contre la faim est de recourir, non aux gigantesques collectivisations sans âme, mais à la petite production familiale, c'est à ce moment que le patron sous-développé de ce pays sous-développé qu'est devenue la Roumanie annonce son projet

démentiel d'y supprimer les derniers lopins de la petite propriété agraire, rasant 7 000 villages et construisant à la place 6 000 HLM. En bon stalinien, il entend couper définitivement onze millions de paysans hongrois et roumains de leurs racines, car leur petit lopin de terre leur donne encore une parcelle d'indépendance. Ce qu'un tyran totalitaire ne peut souffrir.

ENCOURAGER LA PETITE ENTREPRISE PRIVEE

Il en va de même pour l'*industrie*. Une étude de la Banque Mondiale montre que dans beaucoup de pays du Tiers Monde, les entreprises publiques occupent plus de 50 %, parfois 90 % du secteur industriel. Or Guy Sorman dans son livre *La Nouvelle Richesse des Nations*, et le Club de l'Horloge dans *Le Socialisme contre le Tiers Monde*, prouvent à l'envi que c'est l'entreprise *privée* qui crée les richesses. L'Etat bureaucratique et paperassier n'est pas fait pour produire. Un réseau actif de Petites et Moyennes Entreprises est une condition de la prospérité d'un pays.

Cela n'est d'ailleurs pas propre au Tiers Monde, cela vaut aussi pour nos pays développés. Ainsi au Japon les chemins de fer affichaient en 1987 des pertes de 80 milliards de francs ; un an après leur privatisation, ils annoncent 7 milliards de bénéfices. Ils sont redevenus rentables et les voyageurs en profitent par des tarifs plus bas.

Il est intéressant de rappeler que l'agriculture *collective* dans les Kibboutzim israélien n'a cessé de perdre de l'argent, lequel était renfloué par l'Etat. Quand l'hégémonie du parti travailliste fut brisée en 1977, les membres des Kibboutzim prirent conscience qu'ils devaient se prendre en charge. La pureté idéologique socialiste n'ayant jamais pu honorer une seule facture, les Kibboutzim durent la remplacer par l'introduction de petites usines pour survivre sans avoir à faire la mendicité *ad perpétum*. Les Kibboutzim sont devenus de libres entreprises et ils se sont enrichis (*France-Israël Information*, août 1988).

Autre exemple. L'AICF a mis sur place, au nord du Pakistan, un programme de création de 2 000 petites entreprises indépendantes pour les réfugiés afghans du Balouchistan. Ils exercent 70 métiers dont ceux de charpentiers, forgerons, maçons. Et ça marche.

L'Afrique et *l'Amérique latine* s'appauvrissent parce que des bureaucraties autoritaires autant qu'incompétentes ont imposé la

férule de lourdes entreprises *étatisées*. *L'Asie du Sud-Est* est on ne peut plus prospère parce qu'elle a misé sur l'agriculture et l'entreprise *privées*, c'est-à-dire sur *l'initiative* et *la liberté*.

Car autant que la propriété privée, *la liberté politique* est la meilleure défense contre la faim. Quand la presse est bâillonnée, les famines ne sont pas dénoncées, et leurs responsables peuvent continuer leurs dépenses de prestige et d'armements. La carte géographique des famines coïncident précisément avec celles des implantations de régimes marxistes.

LE DIRIGISME ETATIQUE DE L'ECONOMIE EST UNE ABSURDITÉ

On reproche à l'économie libérale son anarchie, son manque de rationalité, sa publicité onéreuse, ses désordres. Or, le grand économiste américain Hayek a démontré que l'agencement *spontané* de millions de décisions et d'échanges conduit, non au désordre, comme le prétendent les planificateurs marxistes, mais à un *ordre supérieur*. Ce sont au contraire les diktats de la planification et des nationalisations qui mènent au chaos. Pour la bonne raison qu'aucun cerveau à la tête d'un Etat de millions de sujets n'est capable d'organiser harmonieusement à la fois la production, la distribution et la croissance économique. Le marché met en jeu des décisions si nombreuses, si variées, si contradictoires, si inattendues, qu'aucun fonctionnaire, qu'aucun penseur, qu'aucun ordinateur (aussi puissant fût-il) ne pourrait les digérer, assimiler et exploiter pour le profit général.

Croire qu'un *pouvoir dirigiste* est capable de faire mieux qu'un *marché libre*, quand une nation comprend des centaines de millions d'individus, *est une absurdité*. Le dirigisme étatique fait beaucoup plus mal que la somme des *initiatives individuelles*. Sans doute ne sont-elles pas parfaites, sans doute le libéralisme conduit-il lui aussi à des erreurs, des ratés mais qui finissent par *s'autocorriger*, tandis que le dirigisme étatique conduit à la ruine *irréversible*.

L'économie libérale sans prétention, déclare Hayek, est *scientifiquement* bien supérieure au socialisme marxiste qui se prétend scientifique, mais qui n'est qu'une lamentable *superstition*.

D'ailleurs, remarque le grand économiste américain, le libéralisme est la seule philosophie économique compatible avec *les théories physiques les plus récentes*, telle que la science du chaos formulée par Ilya Prigogine, lequel a découvert que dans la nature *l'ordre est né spontanément du chaos*. Il en va de même en économie. Toute

l'histoire de l'humanité démontre que là où le marché libre fonctionne, les peuples sont à la fois plus producteurs, plus prospères, plus libres et plus heureux. La population sur terre s'accroît si vite, déclare Hayek, que seule l'économie capitaliste parviendra à la nourrir. Si le capitalisme s'effondre pour laisser place au marxisme, *le Tiers Monde mourra de faim.*

DES MODELES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DANS LE TIERS MONDE

Alors qu'on assiste à un effondrement du niveau de vie des peuples décolonisés tombés sous le joug du nouveau colonialisme communiste, dans le même temps on reste stupéfait par les performances économiques et sociales d'autres pays qui avaient aussi été colonisés comme Taïwan et la Corée du Sud par le Japon, Singapour par la Grande-Bretagne. Ils n'ont rien demandé à personne pour se tirer de leur sous-développement, ils sont devenus riches par leur travail, leur intelligence et la libre entreprise.

On croyait que seuls les pays dotés d'un vaste territoire, de ressources minérales abondantes et d'une nombreuse population seraient les gagnants dans la guerre économique mondiale. Mais le Brésil, le Mexique, l'Angola, la Chine communiste, qui répondent à ces critères, sont criblés de dettes et une large fraction de leur peuple vit dans la misère. Tandis que Taïwan, la Corée du Sud, Singapour, le Japon sans ressources énergétiques et minérales, ayant un espace cultivable extrêmement restreint et une population réduite, nagent dans la prospérité.

Prenons l'exemple du miracle *taïwanais*. Quelques chiffres en donneront une idée : Taux de croissance économique : 10 % par an — Commerce extérieur : 64 milliards de dollars, dépassant celui de la Chine communiste 50 fois plus peuplée — *Excédent* commercial : *15 milliards* de dollars (alors que la Chine communiste a un *déficit* commercial de 12 millions de dollars) — Réserve de devises étrangères : 63 milliards de dollars, troisième du monde après le Japon et l'Allemagne de l'Ouest. — Le Yuan taïwanais a augmenté de 20 % en 18 mois — Les banques refusent des dépôts d'argent car elles n'ont plus d'emprunteurs, Taïwan croule sous l'argent bien que 40 % de son budget soit affecté à la Défense nationale — Taux de chômage : 0 %. La Chine libre souffre d'une pénurie de main-d'œuvre — Espérance de vie : 71 ans (41 en Afrique Noire).

Ce boom résulte de la libre entreprise, de la petite propriété pay-

sanne, du nombre limité de fonctionnaires, de l'allègement de la bureaucratie y compris dans les entreprises, où au surplus n'existent ni grèves ni absentéisme. Oui, Taïwan n'a pas de *ressources naturelles,* mais l'histoire montre que les *ressources humaines* jouent un rôle beaucoup plus important pour le succès de l'économie et l'élévation du standard de vie.

Cela n'empêche pas l'Occident d'aider économiquement les Soviétiques et Vietnamiens qui pratiquent une économie dirigiste et plongent leurs peuples dans la misère. Et de rompre diplomatiquement avec Taïwan et de mener une campagne vicieuse contre le Chili et l'Afrique du Sud où Pinochet et Botha pratiquent une économie saine et nourrissent correctement leurs populations.

Le Chili est un autre modèle de développement. J'ai décrit dans mon livre *Chili, le crime de résister* le « miracle économique » réalisé par Pinochet. Ce miracle restera un fait historique, reconnu par le journal *Le Monde*. L'inflation qui, sous le socialiste Allende, avait atteint 1 000 % par an, est tombée à 10 %. Les étals qui étaient vides se sont remplis. Les queues, les cartes de rationnement ont disparu. Les réserves, les balances commerciales négatives sont devenues positives... Ce boom économique retentissant résulta du fait que Pinochet avait dé-collectivisé les terres, dé-nationalisé les industries et rétabli l'entreprise privée.

Oui, sous le socialiste Allende il n'y avait ni pain ni liberté, alors que sous le capitaliste Pinochet le niveau de vie des masses est satisfaisant. Au point que la Banque Mondiale reconnaît dans son rapport de 1987 que « le Chili est *un des pays les plus solvables du continent. Le chômage a baissé de 9 %*... Et cela tout en développant une *politique sociale* dans le secteur salarial, de la santé et de l'enfance *qui n'a pas d'équivalent sur le continent* ». La *Banque Mondiale* félicite le gouvernement chilien « pour s'être durablement engagé sur la voie du redressement économique ». Même l'Organisation des Nations Unies, qui vogue pourtant dans les eaux soviétophiles, a dû reconnaître que le Chili est le pays de l'Amérique latine où la fraction du budget national consacrée à l'aide sociale est la plus élevée : 52 %. Et que dans la lutte contre la dénutrition infantile, le Chili se place en tête de tous les pays ibéro-américains.

Il en va de même pour l'*Afrique du Sud* qui favorise la création de petites entreprises. L'expansion enregistrée dans ce secteur a dépassé les espérances de l'Office de Développement des Petites Entreprises. Ainsi 160 prêts d'un montant de 8,5 millions de rands ont été octroyés à des personnes démarrant leur première affaire : 38 % de ces entreprises se situent dans le secteur du commerce de

détail, 35 % dans celui des services, 22 % dans l'industrie légère. En deux ans, ce programme favorisant la création d'entreprises a permis l'installation de 1 347 nouvelles sociétés, génératrices de 10 873 emplois.

En agriculture, en 1988 la récolte de maïs atteint 7,2 millions de tonnes et celle de blé le niveau record de 3,5 millions de tonnes (contre 2,3 en 1986). Ce sont tous les secteurs de l'agriculture qui opèrent un spectaculaire redressement. Hausse de 77 % par rapport à 1987 pour la laine (*Panorama*, août 1988).

Cet essor économique est dû au fait que l'Afrique du Sud a donné la priorité à la petite entreprise citadine et rurale. Et cet essor profite à de nombreux Etats noirs voisins. L'Afrique du Sud fournit la moitié des importations des six Etats enclavés dans son territoire et une part importante des transferts salariaux de leurs ressortissants travaillant chez elle. Elle fournit également 80 % du PNB de l'Afrique australe, 77 % de sa production d'électricité, 77 % de son maïs, 87 % de son blé, 97 % de son charbon, 98 % de son minerai de fer, 67 % de sa canne à sucre, 82 % de ses véhicules, 63 % de ses routes bitumées, 57 % de ses voies ferrées et 84 % de ses postes téléphoniques. Si l'on tient compte que six salariés sur sept du Lésotho sont employés en Afrique du Sud, deux sur trois du Botswana et un sur deux du Swaziland, et que les gouvernements du Lésotho, du Malawi et du Mozambique exigent que leurs ressortissants rapatrient 60 % de leurs salaires de base, il en résulte que les sanctions que l'Occident impose arbitrairement à l'Afrique du Sud sont surtout préjudiciables aux économies des pays Noirs voisins.

Gaoussou Kamissoko, le secrétaire de rédaction d'un quotidien de la Côte-d'Ivoire *Fraternité matin*, écrit : « Le fait de répéter que les Noirs d'Afrique du Sud sont exploités amène à fermer les yeux sur les excès de nos dirigeants africains Noirs qui, à la tribune des Nations Unies, apparaissent comme des champions des Droits de l'Homme alors qu'ils feraient mieux de balayer devant leur porte... Un million cinq cent mille travailleurs du Mozambique et de l'Angola marxistes ont abandonné leur révolution et leur dignité pour affluer dans les mines et les champs du pays de l'apartheid... Parce que, en Afrique australe, le seul pays où l'on prospère, où l'on mange à sa faim, où l'on gagne bien sa vie, c'est l'Afrique du Sud. »

Ce qui rend fort suspect l'appel fait, en 1988, par le Dr Patrick Aeberland, président de Médecins du Monde — une organisation caritative de gauche — pour secourir les populations du Chili et de l'Afrique du Sud ! Or ce sont les deux pays où la prospérité des travailleurs est la plus éclatante, l'aide à l'enfance la plus réputée, les

infrastructures hospitalières les plus renommées. L'hôpital de Groote Schuur s'est acquis une célébrité mondiale pour avoir été le théâtre de la première transplantation cardiaque et l'hôpital de Baragwanath pour avoir séparé deux sœurs siamoises (noires) partageant le même sinus veineux pompant le sang du cerveau.

Je le demande. Que viennent faire Médecins du Monde au Chili et en Afrique du Sud ? Certainement pas apporter une quelconque assistance médicale dont *ces deux pays n'ont nul besoin. Ils* vont y défendre les « Droits de l'Homme ». J'ignorais que Médecins du Monde soignaient également les *maladies politiques*. Mais dans ce cas, ne serait-il pas plus urgent qu'ils envoient leurs praticiens au Vietnam, au Cambodge, en Iran, en Ethiopie, en Angola, en Afghanistan, en Arménie, en URSS... Je pourrais allonger la liste de cinquante pays qui ont un besoin, autrement plus urgent que le Chili et l'Afrique du Sud, d'assistance dans le secteur médical et dans celui des Droits de l'Homme.

LES AIDER A S'AIDER EUX-MEMES

Il est facile de comprendre que les envois massifs de vivres et autres formes d'aides ne peuvent durer éternellement.

Il est donc indispensable de n'y recourir qu'en cas d'urgence et, concomitamment, d'enseigner aux peuples en voie de développement des lignes de conduite qui leur permettront de prendre en charge leurs besoins afin de pouvoir se passer à l'avenir d'assistance. Ce n'est qu'alors qu'ils conquerront une véritable liberté.

Mais comment les aider à s'aider ?

— D'abord, il faut fournir aux déshérités les équipements nécessaires pour qu'ils deviennent capables de subvenir à leurs besoins élémentaires là où ils habitent... Il suffirait parfois, pour combattre une disette, de faire parvenir des engrais ou des semences, plutôt que de l'argent ou de la farine. Il faut réapprendre à ces déshérités à se nourrir eux-mêmes, surtout en Afrique où la population est composée de 80 % de paysans. Ce qui les conforterait dans leur dignité.

— Il faut promouvoir des petits projets qui ont un effet immédiat visible sur la vie des gens : confection de matériel agricole simple, construction d'une école élémentaire, d'un dispensaire... Dans leur livre *Le Moyen-Age, pour quoi faire ?* trois médiévistes constatent que le moyen-âge européen a connu un foisonnement de techniques, aujourd'hui délaissées alors que ces techniques pourraient apporter à certains pays du Tiers Monde une réponse aux difficultés apparem-

ment insurmontables qu'ils doivent affronter. « Je me souviendrai toujours », écrit Jean Gimpel, « de la joie d'un forgeron d'un village perdu de l'Himalaya, à la vue du modèle où un martinet était actionné par un arbre à cames. J'ai de lui une photographie : il explique avec enthousiasme à son ami, menuisier du village, tous les avantages de cette technique « révolutionnaire ». Sur le même modèle se trouvait une soufflerie hydraulique dont il comprit les grands bénéfices qu'un forgeron pourrait tirer. On peut multiplier les exemples : scie hydraulique, rayonnage concentrique des meules à presser le grain, poulies, gouttières, technique du compost, protection des puits contre les animaux : autant d'innovations de nature à transformer radicalement l'agriculture du Tiers Monde. »

— Il faut former à de petits métiers, et à l'assistance aux déshérités, les autochtones, de telles sortes qu'ils puissent se rendre utiles et supplanter peu à peu l'assistance technique et médicale de l'Occident. « Toute importation de méthodes sanitaires, agricoles ou autres, qui ne peuvent être conçues par les autochtones, échouera », déclare le père de la « révolution verte » en Inde, Swaminathan.

— Il faut arrêter le déboisement sauvage. Robert Lacontre écrit concernant l'Ethiopie : « Au début du siècle, 40 % du territoire étaient recouverts de forêts. Aujourd'hui, il n'en reste que 3 %. Quand on survole les hauts plateaux du Nord où réside 75 % de la population, ils ressemblent aux collines du Var après un incendie. Pourtant la moyenne pluviométrique n'a pas baissée et l'Ethiopie reste toujours le château d'eau d'une partie de l'Afrique » (*Paris-Match*, 14-12-85).

C'est pourquoi il est déplorable que les institutions d'aide internationale aient envoyé de la nourriture sans se préoccuper de la façon dont les affamés allaient la faire cuire. Car cuire les aliments en Afrique signifie *la mort des arbres*. Et la mort des arbres signifie la désertification et *la mort des hommes*. Il faut donc fournir des ustensiles de cuisson qui n'utilisent pas le bois, à la fois modernes et simples pour qu'ils puissent être fabriqués par des autochtones.

— Il faut créer de petites industries à technique très simplifiée pour fournir aux habitants des biens de consommation indispensables, ainsi qu'un revenu minimum. « L'expérience a montré que les autochtones ont su s'adapter aux nouvelles méthodes agraires et artisanales seulement dans la mesure où ils se sont trouvés les bénéficiaires de leurs efforts » écrit André Philip qui ajoute : « Si l'Afrique du Sud se trouve attaquée par les autres pays, c'est parce qu'elle est, pour la partie australe du continent, le seul Etat qui ait su mener une politique de développement conforme aux principes énoncés plus haut et

qu'elle a réussi à donner aux Noirs le plus haut niveau de vie atteint par ceux-ci sur le continent. Elle est donc inévitablement jalousée... L'histoire apporte la preuve de ce qu'il y a toujours une réponse positive à l'événement, pourvu qu'on fasse appel aux initiatives personnelles, aux ressources locales, plutôt qu'aux circulaires administratives ou à ces instances supérieures qu'on ne voit jamais sinon par fonctionnaires ou par militaires interposé. »

DONNER UN ROLE ECONOMIQUE AUX FEMMES DU TIERS MONDE

Guy Sorman regrette que les experts agronomes et autres assistants des pays sinistrés ignorent totalement les femmes du Tiers Monde. Les suggestions et actions pour l'amélioration de l'agriculture ne s'adressent qu'aux hommes. Or les deux tiers de l'alimentation vivrière des pays pauvres *sont produits par des femmes*. « C'est à elles qu'auraient dû être destinés par priorité les programmes de développement » (*Figaro Magazine*, 7-5-88).

De plus, le Dr Swaminathan constate que les hommes gaspillent les produits des récoltes en alcool ou en fêtes, alors que les femmes les affectent à la nutrition et à l'éducation des enfants. La misère des petits — le drame le plus poignant — ne peut donc être soulagée que par la création d'activités féminines génératrices d'un revenu qui soit propre aux femmes du Tiers Monde.

Le livre *Le Moyen Age, pour quoi faire ?* confirme que la majorité des projets dans le Tiers Monde échouent parce que ce sont toujours à des hommes qu'ils s'adressent. Or, on estime que dans les régions rurales des pays en voie de développement, 75 % du travail est accompli par des femmes. L'infériorité juridique dans laquelle on maintient les femmes africaines a des conséquences tragiques, car l'agriculture *de subsistance* est essentiellement dans leurs mains. Or, cette agriculture familiale a fléchi au cours de ces dernières années, du fait que les femmes n'ont cessé d'être refoulées des terres les plus productives par les hommes qui, eux, s'adonnent aux cultures *marchandes*, au détriment des cultures d'autosubsistance (*Magistère Information*, 15-5-86).

Voici un autre témoignage de l'importance de s'adresser aux femmes : « Lorsque je modernisai le moulin horizontal au Népal, je demandai aux femmes comment je pourrais le mieux soulager leur dur labeur quotidien. Elles furent unanimes à demander que le moulin entraînât une machine à décortiquer le riz. Les hommes n'auraient

jamais fait cette demande, car ce n'est pas eux qui s'astreignent à cette tâche. Or, les femmes déchargées du décorticage peuvent s'adonner à des travaux plus productifs. »

Si des pays africains s'éloignent des pays asiatiques et latino-américains pour former un *quart-monde* beaucoup plus miséreux, c'est à cause de la démographie galopante qui dévore toutes les récoltes. En moyenne, chaque mère a sept enfants. La production alimentaire ne peut suivre cette explosion démographique. A cela s'ajoute un autre mal : la *polygamie* de l'Afrique qui atteint 30 % — la polygamie arabe n'atteint que 4 %. La tradition de la dot, ce marchandage sordide, pèse aussi lourdement sur le budget familial. De même que tous ces troupeaux inutiles « pour faire riche » auprès des futures épouses convoitées, troupeaux qui ne servent pas à la consommation. On compte 15 millions de têtes de bétail au Niger sans pâturage pour 7 millions d'habitants ! Les animaux faméliques participent aussi à la désertification du pays (*Paris-Match*, 14-2-85).

Ce n'est qu'en développant l'autonomie économique et culturelle des femmes africaines que celles-ci réduiront volontairement le nombre de leurs enfants, qu'elles refuseront la polygamie, qu'elles ne se laisseront plus impressionner par des troupeaux superflus, bref qu'elles aideront à faire revenir l'Afrique du quart-monde dans le Tiers Monde. C'est urgent.

⁂

CREER UN APPAREIL DE CONTRE-GUERRE SUBVERSIVE, ARME EFFICACE CONTRE LA FAIM

Le principe cardinal de toute démocratie vraiment charitable devrait être : Pas d'aide économique qui ne soit accompagnée d'un appareil de contre-guerre subversive. Sinon, toute notre assistance sera prodiguée en vain.

Le président Richard Nixon, dans son livre *1999, Victory without War*, fait une analyse lucide du danger. Il écrit : « *Nous sommes en guerre* et *nous l'appelons paix*... Les Soviétiques n'utilisent ni armes, ni arsenaux nucléaires. Leurs outils principaux, dans leur lutte contre l'Occident, sont la propagande, la diplomatie, les négociations, les aides internationales (en armes), les manœuvres politiques, la subversion, les opérations secrètes, les guerres locales par procuration. Dans ce conflit, l'enjeu est non seulement notre propre liberté, mais aussi celle du monde entier. »

Et nous ne faisons rien pour gagner un tel conflit, puisque nous croyons être en paix alors que nous sommes en pleine guerre subversive. Il est donc impératif que nous nous défendions, et défendions le Tiers Monde, contre cette guerre-là aussi, sans hésiter à recourir aux mêmes armes que l'adversaire.

Nos puristes se récrieront : « D'authentiques démocrates doivent se refuser à utiliser les armes de l'adversaire totalitaire. » Pourtant, dans la guerre classique, nos démocrates recourent bien aux armes de l'adversaire : conventionnelles contre conventionnelles, nucléaires tactiques contre nucléaires tactiques, nucléaires stratégiques contre nucléaires stratégiques... cela porte même le nom de *riposte graduée*. Je ne vois pas pourquoi un démocrate ne pourrait faire de même dans le domaine de la guerre subversive.

Nos puristes allègueront que : faire de l'anti-communisme, c'est « négatif ». Sur quoi ils lanceront dans leurs journaux, radios, meetings, des campagnes « *anti*-racistes », « *anti*-fascistes », « *anti*-hitlériennes ». Qu'ils m'expliquent pourquoi de tous ces *anti*, seul l'*anti*-communisme serait négatif ? Puisque ces « puristes » trouvent vital de dénoncer les crimes du nazisme *disparu* depuis quarante ans, je ne vois pas pourquoi nous ne serions pas en droit de dénoncer les crimes du communisme *existant* depuis soixante ans !

Nos démocrates se laissent intimider par le monstrueux interdit : « politique *anti*-communiste point ne feras sinon tu seras qualifié de fasciste. » Tant qu'il n'aura pas rejeté cette terreur intellectuelle, le monde libre sera vaincu.

Derrière leur assistance au Tiers Monde, les Soviétiques camouflent une *guerre totale* de subversion, de fraudes, d'intoxication, de sabotages, de terrorisme contre le monde occidental. Celui-ci se trouve *en état de guerre non déclarée*. Il est donc parfaitement justifié de se défendre avec les mêmes armes de guerre totale auxquelles recoure son ennemi juré.

Hélas, il ne le fait pas.

L'Occident a mis sur pied les Etats-Majors les plus sophistiqués pour combattre la guerre nucléaire qui *n'aura pas lieu*, mais ces Etats-Majors refusent obstinément de se défendre rationnellement contre la guerre subversive *qui a lieu depuis trois quarts de siècle*.

A la rigueur, nos gouvernements contre-attaquent de temps à autre une des formes de cette guerre subversive : l'*espionnage*. Le Canada expulse, en juin 1988, dix-sept diplomates soviétiques, les Etats-Unis rasent l'ambassade qu'ils venaient de construire à Moscou parce qu'ils y ont découvert des micros dans tous les murs, la Suède finit par prendre quelques dispositions contre les sous-marins soviéti-

tiques, la France, l'Italie, la Suisse se réveillent de temps à autre pour expulser quelques dizaines de diplomates-félons de l'Est. Mais rien n'est entrepris de sérieux et de systématique contre cette guerre *la plus traîtresse de toutes :* la *guerre subversive totale,* qui fait reculer l'Occident sur la plupart des terres du Tiers Monde et sur les siennes propres.

Deux généraux européens suspectant que l'avion transportant le général pakistanais Zia (*qui a pratiquement sauver l'Afghanistan* en livrant des armes à ses résistants) *avait été abattu par les services secrets de l'Armée rouge,* je leur demandai s'il existait dans l'OTAN un Etat-Major spécialisé pour faire front à ces *terroristes militaires soviétiques* — les Spetnaz — qui menacent d'anéantir les dispositions de notre défense en cas d'offensive soviétique. Le Général Close de Belgique et le général Romano d'Italie éclatèrent de rire, un rire jaune qui signifiait qu'il n'y avait *rien de prévu.* Ils m'expliquèrent comment, en quelques heures, toute la défense de l'Europe libre pourrait être annihilée par des terroristes *militaires* communistes qui « dorment » sur notre sol.

Ainsi les Occidentaux chantent victoire parce qu'un accord américano-soviétique a supprimé quelques missiles nucléaires intermédiaires (concernant 4 % de tous les missiles). Mais ils ne se soucient pas le moins du monde de l'assassinat d'un défenseur du monde libre de la stature du général Zia. « L'attentat contre le président du Pakistan vaut une offensive de plusieurs dizaines de milliers d'hommes », peut-on lire dans *Paris-Match* (3-9-88).

A quoi j'ajouterai qu'il ne faut que *cinq mois* pour fabriquer un nouveau missile, alors qu'il faut *cinquante ans* pour forger un général Zia.

Dans le civil, comme dans le militaire, l'Occident refuse de se défendre par une contre-guerre politique. Ainsi, il ne dénonce pas avec vigueur les crimes contre l'humanité que constituent certaines *famines.*

En Ethiopie, les famines n'ont pas été exploitées contre leur despote communiste qui en était responsable. De celle de 1984, l'Occident a montré les images déchirantes pour tirer des larmes et des sous et il en a rejeté la faute sur... *la sécheresse.* Dans la famine de 1988, nos médias déjà blasés n'ont produit ni photographies, ni films télévisés. Silence et désintérêt. Les organisations caritatives expulsées par le *tyran affameur* sont rentrées chez elles, laissant sur place des centaines de millions de tonnes de vivres. Ils iront à qui ? Et quand ? Les Occidentaux n'en ont cure. Je n'ai pas vu de manifestants devant les ambassades d'Ethiopie criant : « Mengistu assassin. » Les

aviateurs d'une organisation d'aide privée suédoise sont rentrés chez eux délestés de leur cargaison de vivres par la soldatesque du Négus rouge. Leur gouvernement n'est guère curieux au sujet de l'assassinat du chef, et de deux de ses assistants, de cette ONG : « Un gouvernement socialiste comme le Suédois n'aurait garde d'incriminer des pouvoirs du Tiers Monde. Il ne faut pas qu'il se prête au reproche de " néo-colonialiste " », écrit Cabanes (*Les Points sur les i,* 29-6-88).

Au lieu de dénoncer le colonialisme forcené des tyrannies communistes, l'Occident va jusqu'à déclarer que les conquêtes coloniales des pays communistes ne le regardent pas ! Vous en doutez ? Eh bien sachez que le président du Parlement Européen, Lord Henry Plumb, a dit que « le Tibet constitue une question *intérieure* chinoise ». Et comme il assure ne pas vouloir s'immiscer dans les affaires intérieures des autres pays, il a refusé de laisser parler à la tribune de Strasbourg le Dalaï Lama, chef spirituel du Tibet. Devant une telle démission, Pékin ne put faire mieux que de saluer « l'attitude amicale et coopérative du Parlement Européen » !

Voilà où l'Occident est tombé. Ce Parlement, censé représenter l'Europe anticolonialiste des Droits de l'Homme, refuse de reconnaître que le Tibet est devenu une colonie chinoise ! Pis, ce même Parlement Européen, qui prétend ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures des pays étrangers, décide d'envoyer une mission de surveillance du référendum chilien d'octobre 1988, afin de s'assurer que les 16 partis de l'opposition, parfaitement libres de faire campagne contre Pinochet, ne se verraient pas frustrés de quelques voix. Ah mais !

Ce Parlement Européen qui refuse de voir la *poutre tibétaine dans l'œil de la Chine communiste,* va chercher la *paille de fraudes électorales dans le Chili anti-communiste.*

Ce Parlement Européen n'a jamais éprouvé le besoin d'envoyer des missions d'observation des élections dans la cohorte des Etats « à parti unique » du Tiers Monde. Ni dans les circonscriptions communistes de France ? L'Europe libre est ainsi affublée d'un Parlement *masochiste,* qui bat sa coulpe pour le colonialisme *passé* des nations qu'il représente, mais qui absout le colonialisme *présent* des Etats communistes qui le menacent.

En fait de contre-guerre subversive, la Communauté Economique Européenne signe un accord avec le Comecon qui comprend l'Europe de l'Est, Cuba et le Vietnam communistes. Mgr Bach, ancien évêque du Laos, considère que toute l'aide économique que la CEE a apportée au Vietnam rouge sert sa politique d'occupation du Laos. Et

Bernard Antony s'indigne : « Cet accord est un coup de poignard porté à l'espérance des peuples de souffrance. »

J'ai pris la CEE et le Parlement Européen à titre d'exemples. Mais c'est la majorité des Etats, des institutions, des organisations démocratiques du monde libre qui fait preuve du même syndrome immuno-déficient face à la guerre subversive de Moscou.

⁂

J'ai démontré que c'est son appareil de pénétration dans les *cerveaux* qui portait l'avance communiste même chez les peuples où c'est l'Occident qui alimente les *corps*. C'est pourquoi l'Occident reculera dans le Tiers Monde tant qu'il n'affrontera pas le communisme sur son vrai terrain qui est celui de la propagande, de la conspiration, du terrorisme, bref de *l'appareil subversif*. Et sur ce terrain, rien de valable ne pourra lui être opposé tant que l'Occident n'édifiera pas à son tour un contre-appareil pour répondre partout, tous les jours et sur tous les fronts, à toutes les entreprises de subversion communiste.

Je précise bien : il s'agit, non d'un programme rose d'éducation civique dispensé par des instituteurs a-politiques ; mais d'un *organisme de contre-guerre subversive* servi par des *professionnels* entraînés par de véritables états-majors de la guerre subversive.

Le mot d'ordre doit être : pas un tract d'inspiration communiste ne doit circuler sans que ne sorte un tract défendant le monde libre ; pas une fraction occulte communiste ne doit conspirer sans qu'elle ne soit publiquement démasquée ; pas une calomnie, pas un mensonge, pas un sophisme communiste ne doit être imprimé sans que ne soit publié le démenti ; pas une apologie d'un livre communiste ne doit s'étaler à la radio ou à la TV sans qu'on n'y commente un livre anti-communiste. Il faut lutter université par université, atelier par atelier, comité par comité, église par église, brousse par brousse, argument par argument, âme par âme.

Pour agir d'une façon efficace, je préconise la création d'un corps de *Missionnaires contre le totalitarisme rouge*. J'entends par là des hommes et des femmes qui, sur la base d'un volontariat, iraient assister un pays sous-développé, mais ne se borneraient pas à distribuer du pain et des médicaments ou à faire du prosélytisme religieux, ils auraient aussi le cran de faire de la propagande anti-communiste. Ils devraient posséder une petite imprimerie, un cinéma d'amateur, un émetteur radio, une bibliothèque roulante, un petit atelier.

Ces missionnaires recevraient une formation comprenant des

notions sur quelques techniques de base, ainsi qu'un enseignement sur les armes de la guerre subversive soviétique et les moyens de la combattre. Forts de ce bagage, ils s'emploieraient à dénoncer la grande imposture du communisme à ces populations non-averties du Tiers Monde, tout en gagnant leur affection par l'assistance.

C'est en quoi ils différeraient profondément des missionnaires genre *Peace Corps* créé par le défunt président Kennedy. Car ce Peace Corps s'abstenait rigoureusement de dire aux peuples du Tiers Monde un seul mot qui pût les édifier sur les desseins hégémoniques et les atrocités du communisme. Les jeunes idéalistes du Peace Corps se bornaient à des activités de bon samaritain, hors du champ de la guerre subversive. Pis. Comme ils ne recevaient aucune éducation sur le communisme, ce sont eux qu'on exposait à être intoxiqués par les propagandistes crypto-communistes du crû. Après une année de service dans des pays truffés de propagandistes marxistes, beaucoup de ces Peace Corps retournaient aux Etats-Unis comme agents d'influence marxistes.

⁂

On dit souvent que le communisme gagne parce qu'il est une *foi*. c'est une erreur. Il n'est qu'un *appareil*. Mais qui descend dans les ateliers, les hameaux, les écoles, les églises, pour transformer l'homme en militant. Et c'est cela qui fait illusion. Nos missionnaires devraient à leur tour descendre dans les profondeurs où manœuvrent les communistes, et leur reprendre ces *militants fanatisés* pour en refaire des hommes libres.

Efforts vains, diront certains ; chimères, utopies, clameront les autres. Peut-être. Mais si c'est le cas, les jours du monde libre sont comptés.

⁂

Je me demande tristement pourquoi le pouvoir soviétique, qui possède considérablement moins de ressources matérielles et spirituelles que l'Occident, peut soutenir un tel appareil pour séduire les foules et pourquoi l'Occident ne le pourrait pas ? D'autant que vendant du *mensonge*, Moscou pour faire du prosélytisme doit peiner bien davantage que l'Occident qui dit la *vérité*. Si Moscou dépense des dizaines de milliards de dollars par an pour sa guerre subversive dans le Tiers Monde, il suffirait à l'Occident, *s'il en avait la volonté*, du dixième de cette somme pour organiser une riposte victorieuse.

Ce serait beaucoup plus, certes, que le zéro qu'il consacre aujourd'hui à la guerre subversive. Mais cela ne représenterait qu'un pourcentage minime comparé aux milliards de dollars qu'il dépense *en vain* en aides économiques pour se gagner le Tiers Monde. D'ailleurs le budget de notre contre-guerre subversive pourrait être récupéré — sans rien diminuer de notre aide aux pays en détresse — sur les milliards que l'Occident donne inconsidérément aux pays ouvertement communistes.

En éteignant ce poste de l'aide aux pays communistes et en ouvrant le poste des *Missionnaires contre le totalitarisme rouge*, l'Occident ferait un grain substantiel en *dépense* et un gain beaucoup plus considérables en *défense*.

TABLE DES MATIERES

L'AIDE AU TIERS MONDE 5
L'Ouest paie, l'Est engrange.

AIDE GENEREUSE DES OCCIDENTAUX ET PARCIMONIEUSE DES SOVIETIQUES 7
Foisonnement de l'aide privée d'origine « capitaliste », nulle d'origine « communiste ». — Hanoï prend sa commission sur l'aide privée. — Carences de l'aide soviétique : dérisoire en vivres, opulente en armes.

INFLUENCE PERDUE PAR L'OCCIDENT DANS LE TIERS MONDE 17
Pays communisés en dépit de l'aide « capitaliste » remarquable et de l'aide « socialiste » minable.

CAUSE DE CET ECHEC DE L'OCCIDENT DANS LE TIERS MONDE 26
L'aide des Occidentaux est purement économique tandis que l'aide soviétique est un instrument de domination politique. — Les Occidentaux refusent de se défendre sur le champ de bataille de la propagande. — Quand l'aide occidentale est conditionnée politiquement, c'est contre les intérêts des Occidentaux. — L'aide « capitaliste » irrigue le Tiers Monde communiste. — L'aide « capitaliste » renfloue l'économie naufragée du bloc soviétique. — Un mariage contre nature : CEE-COMECON. — L'argent d'organisations caritatives arrose des gangs terroristes. — L'aide occidentale, un frein à la révolte du Tiers Monde contre le Communisme.

L'AIDE SOVIETIQUE EST UN INSTRUMENT DE DOMINATION POLITIQUE 56
Elle est conditionnée politiquement. — Elle porte sur des projets spectaculaires. — Elle s'accompagne d'une pléthore de techniciens agents secrets.... et d'un torrent de propagande. — Elle sert la guerre subversive. — Les tricheurs soviétiques mettent à leur actif partie de l'aide américaine...

L'APPAREIL SOVIETIQUE D'INTOXICATION DU TIERS MONDE 66
Le plus colossal appareil à pétrir les cerveaux. — Propagande et visites guidées en URSS. — Organisations crypto-communistes et fractions occultes. — Infiltration de la presse, des églises, des Etats, des organisations caritatives du monde libre. — Places fortes de l'appareil : les ambassades soviétiques. — Ecoles spéciales formant les sorciers rouges dans les tribus noires.

IDEES FAUSSES DES OCCIDENTAUX 80
Il suffit de supprimer la misère pour stopper le communisme, alors que c'est le communisme qui engendre la misère. — Ne rien comprendre à la stratégie communiste qui est de faire payer l'ennemi capitaliste ; de jouer sur les deux tableaux du développement et du sous-développement.

PREUVE QUE L'AIDE OCCIDENTALE FAIT LE JEU DE MOSCOU 86
Ce sont les communistes qui réclament que l'Occident se saigne pour le Tiers Monde.

LA GRANDE DUPLICITE DES COMMUNISTES « ANTI COLONIALISTES » 88
Ils s'acharnent à culpabiliser les Occidentaux pour leur colonialisme passé. Le colonialisme moscoutaire criant au « colonialisme du dollar ». — Nous ne fûmes pas si égoïstes. — Les colonialistes affameurs et racistes, ce sont les tyranneaux communistes des pays décolonisés. — Crimes contre l'humanité perpétrés par le Tiers Monde communiste.

COCUS ET PAYANTS, LE SCANDALE DOIT CESSER : IL FAUT REFORMER L'AIDE AU TIERS MONDE..... 112
S'assurer que l'aide va aux affamés, non aux Cadillacs et aux canons de leurs satrapes. — N'aider que les pays qui nous aident à enrayer l'expansion communiste. — Assister la Corrèze avant le Zambèze. — Substituer une mentalité de « responsables » à une mentalité « d'assistés ». — Lutter contre la mégalomanie industrielle des chefs du Tiers Monde et en faveur de la libre entreprise artisanale et agricole. — Les aider à s'aider eux-mêmes. — Donner un rôle économique aux femmes du Tiers Monde. — Créer un appareil de contre-guerre subversive, arme la plus efficace contre la faim.

ACHEVE D'IMPRIME
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE J.-C. LAVIELLE
A VERNEUIL-SUR-AVRE (EURE)

Dépôt légal : Avril 1989

VIVRE EN DOLLARS, ET VOTER EN ROUBLES, COCUS ET PAYANTS, LE SCANDALE DOIT CESSER

SUZANNE LABIN, dont les œuvres ont été couronnées par le Prix de la Liberté et le Prix Henri Malherbe de l'Association des Ecrivains Combattants, est Grand Officier du Mérite Européen. Michel de Saint-Pierre a écrit : « Ce n'est pas assez de dire que ses ouvrages se lisent comme un roman. Je ne connais pas, de fait, un seul roman actuel dont la lecture soit aussi pathétique, passionnée... il s'agit là d'un livre capital. »

VIVRE EN DOLLARS, ET VOTER EN ROUBLES, COCUS ET PAYANTS, LE SCANDALE DOIT CESSER. — Qui paie ? « La France, l'Amérique, vous, moi », répond Suzanne Labin. Qui engrange? La Russie soviétique et ses compères communistes du Tiers Monde. Celui-ci a reçu vingt fois plus d'aide humanitaire et technique de l'Occident que du bloc communiste. Malgré cette aide remarquable et une aide soviétique minable en vivres mais opulente en armes, le Tiers Monde s'est tourné vingt fois plus vers le bloc communiste que vers l'Occident. *Suzanne Labin* fait le procès de cette faillite retentissante de la plus grandiose politique de générosité de l'histoire.

Elle démontre que le communisme gagne le Tiers Monde parce que ses *commissaires* y font de la subversion, alors que l'Occident le perd parce que ses *missionnaires* y font de la charité. Pis, parce que l'Occident octroie partie de son aide aux tyranneaux communistes.

Suzanne Labin a visité une quarantaine de pays en voie de développement. Elle y a constaté que l'aide soviétique est un instrument de *domination politique,* qu'elle s'accompagne d'une pléthore de techniciens agents-doubles, que les ambassades soviétiques y sont des forteresses. Des « écoles spéciales » en URSS vont même jusqu'à former des « sorciers rouges pour les tribus noires ». Elle décrit l'appareil de subversion de Moscou.

Ce sont les communistes qui réclament que l'Occident accroisse son aide aux pays sous-développés, car cela fait l'affaire du Kremlin que leurs peuples vivent en dollars, ce qui leur permet d'être alphabétisés et transformés en agitateurs et de voter en roubles dans leur pays et à l'ONU.

Le livre propose des réformes hardies à l'aide occidentale — dont un appareil de contre-guerre subversive — ce qui mettrait un terme à cette énorme duperie : « L'Occident Cocu et Payant ».

ISBN 2.9501569.2.4

Prix : 75 F Franco : 85 F

Chez Suzanne Labin, 3, rue Thiers, 75116 Paris